

Compilation

l'Opinion

Les 36 chroniques de Synopia

« Vox Civilis »

Du 4 septembre 2017 au 10 juillet 2018

SOMMAIRE

LES CHRONIQUES

- 04 septembre 2017 – « **C'est une révolution ? Non, Sire, c'est une adaptation** »
- 12 septembre 2017 – « **Et si du dialogue économique jaillissait enfin la lumière sociale ?** »
- 18 septembre 2017 – « **Si le débat public reste à ce niveau, nous sommes cuits !** »
- 26 septembre 2017 – « **Minuit approche, Monsieur le Président, le carrosse peut vite se transformer en citrouille !** »
- 2 octobre 2017 – « **Paysage politique cherche nouveaux éléphants roses désespérément !** »
- 10 octobre 2017 – « **Mais à quel jeu dangereux le Président joue-t-il ?** »
- 17 octobre 2017 – « **Premières mesures de la symphonie du nouveau monde ?** »
- 23 octobre 2017 – « **La démagogie peut-elle être la prochaine victime du dégagisme ?** »
- 30 octobre 2017 – « **#LesBalancesaffolent** »
- 07 novembre 2017 – « **Seuls les plus éthiques survivront !** »
- 13 novembre 2017 – « **Le difficile apprentissage de la prise de parole numérique** »
- 22 novembre 2017 – « **Égalité des chances ou déchéance de l'égalité ?** »
- 27 novembre 2017 – « **La 'Matrie' est en danger !** »
- 04 décembre 2017 – « **Jean-Luc Mélenchon ? Fracas et fatras !** »
- 12 décembre 2017 – « **Avec le combat des chefs, réinventons le débat démocratique !** »
- 18 décembre 2017 – « **De la République française à l'État de travers...** »
- 27 décembre 2017 – « **1881 – 2018 : il est temps de réinventer la gouvernance des médias !** »
- 02 janvier 2018 – « **Démocratie, liberté et réseaux sociaux : dormez braves gens** », mais d'un œil ! »
- 09 janvier 2018 – « **Élections de 2019 : le Titanic européen évitera-t-il son iceberg ?** »
- 16 janvier 2018 – « **Le partage de la valeur, mère de toutes les batailles** »
- 22 janvier 2018 – « **Make our State great again !** »
- 30 janvier 2018 – « **Le Président à l'épreuve du temps long** »
- 06 février 2018 – « **Antisémitisme en 2018, 'ça' ne devrait plus être possible !** »
- 19 février 2018 – « **Sauver l'Europe ? Oui, mais pour quoi faire ?** »
- 26 février 2018 – « **Briller au sommet ne suffit pas, il faut éclairer le chemin !** »
- 12 mars 2018 – « **Mayday Mayday ! Gouvernance en danger !** »
- 19 mars 2018 – « **Réforme de la SCNF : une bataille duraille à ne pas perdre !** »
- 26 mars 2018 – « **Transports publics franciliens : et si la gratuité était payante ?** »
- 03 avril 2018 – « **Lire, écrire, compter, respecter autrui... et valoriser la carrière d'enseignant** »
- 09 avril 2018 – « **La réforme inclusive, ou le chemin de 'fer rêver'** »
- 03 mai 2018 – « **Monsieur le Président, jurez de nous dire la vérité, toute la vérité !** »
- 15 mai 2018 – « **Attention danger : il faut simultanément investir dans l'intelligence artificielle ET dans l'École** »
- 28 mai 2018 – « **Je ne vois rien que la Commission qui normoie, et le Conseil qui dormoie.** »
- 04 juin 2018 – « **UE : la France doit passer de la main tendue à la chaise vide !** »
- 25 juin 2018 – « **Vous n'avez pas gouverné pour le peuple, vous ne gouvernez plus sans lui !** »
- 10 juillet 2018 – « **Discours au Congrès : Un exercice qui révèle l'état du chef (de l'État)** »

LES CONTRIBUTEURS

Jacky Isabello, fondateur de Coriolink et administrateur de Synopia

Fabrice Lorvo, avocat et administrateur de Synopia

Alexandre Malafaye, *président de Synopia*

Xavier Marchal, *secrétaire du Conseil d'orientation de Synopia*

Joséphine Staron, *chargée de mission chez Synopia*

Audrey Stochlic, *chargée de mission chez Synopia*

REMERCIEMENTS

Les auteurs de ces chroniques remercient pour leurs précieux conseils et leurs relectures avisées les amis et membres de Synopia qui suivent :

Katia Boursas, avocate

Xavier Dupont

Jérôme Ferrier, Président d'honneur de l'Union internationale du gaz

Jean-Marc Schaub, Secrétaire général de Synopia

C'est une révolution ? Non, Sire, c'est une adaptation

Emmanuel Macron a raison de préférer le mot transformation à celui de réforme dont la charge négative est patente. Le mot réforme évoque de nombreux échecs gouvernementaux. Tant de montagnes qui ont accouché de souris... Au plan de la sémantique, il véhicule la notion de « mise hors service ». Surtout, il renvoie à l'idée de soumission et à la promesse d'une remise en cause d'avantages et de droits. Combien de nos concitoyens sont-ils enclins à anticiper les effets positifs d'une réforme ? De fait, la résistance au changement est érigée en devoir citoyen et se voit amplifiée par des combats idéologiques abstraits qui servent d'abord les intérêts politiques au détriment de l'intérêt général.

Pour autant, notre pays n'est pas encore parvenu au seuil qui lui permet d'envisager sa transformation. Là encore, les mots ont un sens, et mal nommer, c'est ajouter de la confusion aux craintes. Effet contraire garanti. Car les Français ne sont pas « impatientes ». Ils sont d'abord défiants et toujours très remontés les uns contre les autres. Après avoir été tant déçus et trahis par leurs gouvernants, ils ne comprennent pas ce qui les attend, et chacun a peur d'être la victime d'une politique qui profitera à d'autres. Le débat public est parvenu à un tel niveau de déliquescence que dans l'esprit des Français, il ne peut y avoir que des gagnants et des perdants, ce qui conduit chacun à s'arc-bouter sur ce qu'il détient.

Face à ce désarroi, il convient de saluer la volte-face accomplie par Emmanuel Macron depuis son retour de Marseille. Même s'il ne fait aucun *mea culpa* sur ses erreurs estivales de communication et ses inutiles démonstrations d'autorité, et regrette certainement d'avoir sacrifié en pure perte une partie non négligeable de son capital de sympathie, il vient de prouver qu'il savait se remettre en question.

Le premier signe de ce changement de pied ne vient pas de l'arrivée du chien Nemo à l'Élysée, mais des propos de Christophe Castaner qui a reconnu le dimanche 27 août « une difficulté » de l'exécutif qui n'avait pas su « donner suffisamment de sens » à son action. Dans la foulée, l'annonce du recrutement du journaliste Bruno Roger-Petit comme porte-parole de l'Élysée confirme l'aveu de faiblesse du chef de l'État : le maître des horloges ne maîtrise pas tout, et surtout pas la presse. Depuis, c'est à un ballet médiatique bien orchestré – et plutôt réussi – auquel nous assistons, avec la montée au feu d'Édouard Philippe, de Murielle Penicaud et de Jean-Michel Blanquer.

Oui, l'exécutif est bel et bien rentré dans le vif du quinquennat et il se donne les moyens de réussir ce qu'il a entrepris. Le fait de ne pas être d'accord avec la politique du Gouvernement, ou de détester le style de gouvernance du Président, ne change rien à l'affaire : un nouvel Emmanuel Macron s'est mis « en marche ». Mais en définitive, seuls les résultats compteront, et les Français ne se feront plus avoir comme par le passé. Ils étaient déjà 40 % à voter FN ou FI au premier tour de la présidentielle, sans parler des votes blancs et des abstentions.

La conduite du changement – quel que soit le nom qu'on lui donne – impose de faire preuve d'une pédagogie adaptée et donc nécessairement soutenue en pareille période. Pour rassurer, pour expliquer, pour déminer, pour mettre en perspective. Surtout à l'ère de la révolution numérique qui

bouscule tout et peut défaire ce qu'elle a contribué à porter aux nues. Et c'est justement là qu'il ne faut pas se tromper sur les mots. Car l'objectif n'est pas que pédagogique. Il faut entraîner les Français, les mobiliser, recréer la confiance perdue. Rien de profond et de durable ne se fera contre eux, ou sans eux. Dès lors, avant de parler de transformation de notre pays, une étape essentielle doit être franchie et bien expliquée : il faut commencer par adapter la France, son cadre légal, son économie, son marché du travail et son système éducatif, aux réalités du monde actuel. C'est essentiel si nous voulons nous mettre au niveau des défis du siècle, et pour tourner le dos à trente années de politiques publiques menées la plupart du temps à contre-courant des grandes tendances mondiales, et caractérisées par une absence de vision stratégique, une pensée courttermiste, le déni, et une inconstance législative irresponsable. Mais la France n'était pas une île, et nous sommes maintenant rattrapés par le tsunami de nos retards et de nos errements.

Au lieu, par exemple, de chercher à profiter de la mondialisation et de la révolution numérique, nous avons essayé de nous en protéger tant bien que mal. Sur l'emploi, les conséquences sont terribles. De moins de moins de CDI au profit d'un système précaire qui touche un nombre croissant de Français (CDD, auto-entrepreneurs, intérim) et surtout, six millions de chômeurs dont le plus gros bataillon provient des jeunes et des seniors qui survivent en marge du code du travail. Depuis dix ans, on a « vendu » aux Français le concept de flexisécurité sans développer la compétence ni l'employabilité ! Même l'État et les collectivités territoriales recourent de plus en plus aux contractuels (environ 900 000 sur 5,6 millions de fonctionnaires) et abusent des emplois aidés. Soyons lucides, il nous faudra être en position de force pour imposer nos standards, y compris sociaux, à nos partenaires européens. Le cas des travailleurs détachés est à ce titre révélateur.

Il était donc nécessaire de réagir, et les ordonnances « Loi travail » constituent une première étape clé de l'adaptation de notre pays aux réalités actuelles. D'autres chantiers vont suivre. Voilà pourquoi ce dialogue avec les partenaires sociaux ne pouvait se solder par un échec global et une nouvelle fronde syndicale.

Cette période d'adaptation va durer plusieurs années. Si elle est concluante, notre pays pourra alors engager sa transformation. Le processus sera long, car il touche chacun de nous.

Dans bien des domaines, il faut raisonner à l'échelle d'une ou deux générations. Par exemple sur le respect de l'environnement et le tri sélectif, sur la cigarette ou la vitesse au volant, nous voyons bien que les changements de comportement ne se décrètent pas. Il en ira de même avec le monde du travail, l'économie et notre système éducatif, les transformations viendront de notre propre capacité à évoluer et à faire jouer à plein l'intelligence collective, pour fabriquer une nouvelle prospérité.

A l'évidence, il ne faudra pas tout attendre de l'État. La France de demain sera le produit de ce que nous choisirons de faire ensemble. Nous réussirons, à une condition, celle d'être des acteurs de ce grand dessein. Comme le disait si bien Gandhi, « Soyez le changement que vous voulez voir dans le monde ». Le Président de la République a la responsabilité d'être le premier à l'incarner, pour nous entraîner, pour que tout un pays se mette « en marche ». S'il y réussit, il sera suivi. Il le faut.

Par Alexandre Malafaye.

Et si du dialogue économique jaillissait enfin la lumière sociale ?

Les Français, dans leur grande majorité, n'aiment pas l'économie. Certains la détestent et la rendent responsables de tous les maux qui affectent notre société. Pour ceux-là, l'économie serait assimilée à une gigantesque prison composée des entreprises, dont les patrons seraient les matons, et les financiers, les donneurs d'ordre extérieurs. Conséquence directe, le travail est vécu, ou théorisé, comme un moyen d'aliénation ou d'asservissement des « masses laborieuses ».

Cette vision réductrice hélas répandue dans l'imaginaire collectif est alimentée par tous ceux qui participent au débat public et traitent d'économie sans rien en connaître de pratique. Ceux-là même qui généralisent et simplifient tout, se repaissent de concepts macroéconomiques ou de références « keynesio-shumpeterienne » pour paraître savants, ou rallier des partisans à leur cause démagogique.

Dès lors, ce n'est pas la réalité économique qui sert de cadre au débat politique, mais une accumulation de stéréotypes contradictoires qui ont pour effet d'opposer de façon radicale, et irréconciliable, tous ceux qui sont pourtant « condamnés » à travailler ensemble. La lutte des classes répond à l'oppression des masses. Nous tournons ainsi en rond de façon stérile depuis des décennies et, faute de partager un socle minimum d'informations objectives en matière d'économie, les Français s'enferment dans une conception irrationnelle, « gagnant – perdant », du dialogue social et des rapports de force qui en découlent.

Cette méconnaissance des questions économiques se retrouve partout, et d'abord au sein de l'école de la République qui rechigne à enseigner le rôle majeur de l'entreprise dans la vie et la cohésion de la Cité, et dans l'indispensable processus de création des richesses. Cette inculture, étonnement (ou savamment ?) entretenue à tous les niveaux, prolonge les clivages et, en définitive, prive beaucoup de nos concitoyens de leur libre arbitre. Comme la nature a horreur du vide, et que la méconnaissance engendre la peur, ils pensent trop souvent à travers les gourous de l'anti mondialisation et les marchands de « grand soir ».

Bien sûr, le monde économique, et donc celui de l'entreprise, n'a rien du paradis terrestre. Loin s'en faut ! Ce n'est pas l'enfer pour autant et, l'infécondité du dialogue social gâche le quotidien de millions de Français et détruit des quantités phénoménales de richesses. Mais les responsabilités de ce fiasco national sont partagées. Ceux qui, depuis trop longtemps, considèrent les ressources humaines comme une simple variable d'ajustement du compte de résultat sont aussi coupables que les partisans d'un progrès social ouvrier nécessairement punitif pour les riches (les chefs d'entreprises et les actionnaires). Sans oublier ceux qui, par idéologie et inexpérience, corsètent l'économie comme l'administration soviétique le faisait. Quant aux gouvernants, aux leaders des partis et aux syndicalistes, ils ont depuis longtemps transformé le terrain du débat politique en champ de bataille électoral. Le produit de ces dérives absurdes est là, sous nos yeux : creusement des inégalités, chômage de masse et désastre industriel. La France n'a plus de cap, plus de grand dessein collectif.

Voilà pourquoi l'ordonnance « relative à la nouvelle organisation du dialogue social et économique dans l'entreprise » constitue peut-être le pivot de la transformation voulue par Emmanuel Macron. La loi a montré qu'elle était incapable de régler le profond différend qui oppose les acteurs du monde économique et se déchirent dès qu'il s'agit de social. Il leur appartient de se saisir de cette opportunité historique pour agir par le bas, ce sera bientôt légal, et amorcer un changement de nature et de culture des rapports sociaux. Car désormais, le dialogue est social ET économique. Ce mot n'est pas un simple gadget. Il doit inspirer le dialogue mené au niveau l'entreprise, pour partager vraiment les enjeux avec les salariés et les associer davantage au devenir de l'outil de travail. A l'effort de pédagogie des uns doit répondre la volonté d'écoute des autres.

A terme, si cette possible mutation à bas bruit vers un dialogue social ET économique est réussie, elle ouvrira la voie à des progrès sociaux construits sur des bases solides et durables, au plus proche des réalités, négociés et non arrachés.

Les syndicats jouent gros. Par-delà la menace *dégagiste* réelle qui pourrait bien frapper à son tour la bourgeoisie syndicale, ils ont la responsabilité de mettre à jour leur logiciel de négociation, afin qu'il intègre l'enjeu économique. Il ne s'agit pas d'opérer ce changement sous la contrainte, mais de faire le pari qu'une véritable compréhension des problématiques de l'entreprise favorisera la conclusion d'accords plus favorables à l'ensemble des parties, tout en retissant un peu de la cohésion perdue de notre Nation.

A terme, si les syndicats veulent acquérir, comme en Allemagne ou aux Pays-Bas, un pouvoir de codécision dans l'entreprise, ils doivent le mériter, devenir économiquement intelligents et ne plus confondre action syndicale et militantisme politique. Passer de la logique de l'affrontement à celle de la négociation, du compromis. L'intelligence collective ne s'épanouit qu'ainsi.

De leur côté, les dirigeants d'entreprises – et leurs représentants – partagent une responsabilité équivalente. Il faut être deux pour réussir un mariage. En premier lieu, ils doivent jouer un rôle majeur dans la création des dispositifs destinés à sécuriser les parcours professionnels et à développer les compétences des salariés. Il leur appartient aussi de faire le meilleur usage de la flexibilité accordée par les ordonnances « loi travail ». Si par cas un moins disant social général en naissait, il se pourrait que le retour de bâton soit violent.

Une fois encore, nous le voyons bien, c'est dans l'éthique des pratiques de gouvernance que va se forger le destin des « transformations » engagées. Réussir n'est pas une option. Pour aborder enfin les grandes questions humanistes, celles qui conditionnent véritablement le futur de notre Nation, et même de notre civilisation, à savoir la place de l'homme dans la société moderne (et dans l'économie), nous avons besoin de sérénité et de confiance mutuelle.

Le Président de la République a lui aussi une responsabilité écrasante sur les épaules. Pour impulser et « en même temps » réconcilier. Dans cette perspective, mieux vaudrait qu'il évite les provocations lancées depuis l'étranger. Surtout, il doit prendre garde à ne pas trop charger d'un coup la chaudière de la contestation de rue. Car du frottement des silex de l'économique et du social, des étincelles de progrès peuvent jaillir, ou bien provoquer de nouveaux incendies.

Par Alexandre Malafaye.

Si le débat public reste à ce niveau, nous sommes cuits !

L'affligeante polémique qui a suivi le passage de l'ouragan Irma s'inscrit dans la longue lignée de ces dérives politiciennes qui tirent notre pays vers le bas. Que les politiques d'opposition et une kyrielle d'observateurs aient profité de l'opportunité pour attaquer pêle-mêle le Président, le gouvernement et l'État était indécent. Au regard de la situation des dizaines de milliers de sinistrés qui ont tout perdu, bien sûr. C'était aussi irresponsable. Face aux coups de gueule d'une Nature si changeante, mieux vaut faire preuve d'humilité. Surtout, une polémique comme celle-là contribue à maintenir le débat public national à un haut niveau d'infertilité, et cela, c'est vraiment catastrophique.

Non ! On ne peut pas profiter de tout pour dire n'importe quoi. Le jeu de ceux qui se prêtent à ces mascarades est limpide. Il s'inspire de la fameuse formule de Francis Bacon : « Calomniez, calomniez, il en reste toujours quelque chose ». Aux yeux du plus grand nombre, la polémique sur Irma peut avoir les apparences de la politique, mais elle n'en est pas. Cette politique « Canada dry » procède d'un dévoiement démagogique dont l'objectif manifeste vise à maintenir le débat sur le terrain purement anxigène et contestataire, sans se soucier des conséquences. Car il en reste « quelque chose ». Le doute, tout d'abord, qui entretient ce climat de défiance des gouvernés vis-à-vis des gouvernants. Le trouble, ensuite, qui pollue le débat public et relègue au second plan ce qui est essentiel.

Hélas ! l'actualité dramatique n'est pas la seule source d'inspiration pour les acteurs du naufrage de la pensée publique et de l'intérêt général. Chez ces gens-là, point d'éthique. On n'est pas seulement opportuniste, on se veut stratège. Les polémiques et les petites phrases assassines ne sont que la partie spectaculaire de ce grand lavage de cerveau collectif qui déforme et amplifie ce qui n'a pas, ou peu, d'importance – mais qui fait le *buzz* – au détriment des sujets de fond. Imaginez un bus dont le chauffeur et les passagers passeraient leur temps à se chamailler à cause des nids de poule alors que la route est minée, et qu'au loin, un précipice se profile. Voilà notre pain quotidien.

Le brouhaha politico-médiatique, véritable miel d'une élite protégée, constitue un piège mortel pour notre pays. Nous faisons de la politique comme si le reste de l'humanité, les réalités et demain n'existaient pas. Le superficiel a pris le pas sur le sérieux, l'anecdotique devient la référence. Personne, ou presque, ne s'intéresse aux lames de fond qui façonnent le monde et, de temps en temps, fabriquent une vague monstrueuse.

C'est à la surface des réalités que nos leaders politiques mènent leurs combats clientélistes dont le pire effet se traduit, dans l'esprit des Français, par une multiplication des futurs qui se scindent en deux groupes. D'un côté, le champ des possibles. De l'autre, celui des promesses. Petit à petit, à force de boniments, l'écart entre le possible et l'acceptable s'est creusé au point de rendre notre pays presque ingouvernable. Au bout de trente années des mêmes pratiques, le mal est fait. L'emprunt des voies possibles pour la France est rejeté par le plus grand nombre au profit des voies

promises, même si celles-ci constituent des leurres, ou des impasses. Certes, le rêve d'un monde meilleur ne doit pas s'effacer, ni l'envie de se battre pour lui, mais si l'on veut vraiment améliorer le sort du plus grand nombre de nos concitoyens, il faut devenir pragmatique.

Le discours du Bourget est un exemple caractéristique du guêpier que constitue le grand écart entre chimère et réalité. En mettant aux enchères électorales ce qu'il ne pouvait posséder et en déclarant que « son ennemi était la finance », François Hollande a promis aux électeurs un monde inaccessible, celui qui verrait la finance mise au pas et les financiers au pilori. Il l'a payé cher. Et comme les trahisons électorales ne ramènent pas toujours dans le champ de la raison politique, depuis, les populistes s'en donnent à cœur joie.

En vérité, tout cela pourrait être presque distrayant si la situation de la France n'était pas si grave. Certains en doutent, et ce n'est pas nouveau. Alors qu'ils trouvent des indicateurs positifs, qu'ils montrent les courbes de tendance structurelles qui vont dans le bon sens. Soyons (enfin) sérieux. Les dégâts de l'incurie passée sont là, sous nos yeux, comme des stigmates : désastre industriel, chômage de masse, endettement maximum. Si demain, les moyens de notre souveraineté faiblissent, les plus flamboyants pourront toujours fanfaronner sur la scène nationale, mais à l'ONU, par exemple, on nous tordra le bras et nous serons contraints de rendre notre siège de membre permanent du Conseil de sécurité (qui nous donne le droit de veto). Notre destin ne nous appartiendra alors plus du tout. L'indépendance a peut-être un coût, mais elle n'a pas de prix.

Face à cette situation, si l'indignité et l'irresponsabilité restent au cœur du débat public reste, la France ne cessera de régresser. Car par-delà nos profondes difficultés internes, notre conservatisme de classe, et nos absurdes et interminables débats sur la baisse de 5 euros des APL, autour de nous, le monde évolue à une vitesse affolante. Mais nous n'en parlons pas, ou si peu. Et dans tous les cas, rien ne bouge, ou presque. Ce ne sont pourtant pas les motifs de vives préoccupations qui manquent et qui, faute de parade, auront des effets sur la France, son économie et sa cohésion, comparables à ceux d'Irma sur Saint-Martin. Ainsi :

- Serons-nous prêts lorsque l'Afrique aura vu sa population doubler ? Deux milliards d'habitants en 2050. Sans parler des problèmes liés à l'islamisation radicale. Si l'Europe ne s'occupe pas du continent africain, il va s'occuper d'elle, et il a déjà commencé.
- L'Union européenne prend-elle vraiment la mesure de cette course aux armements, y compris à ses portes, et tout autour de la Méditerranée ?
- Qu'avons-nous engagé de sérieux face à la révolution numérique et l'exploitation sans fin de nos données personnelles ?
- Pris en tenailles entre d'un côté, les États-Unis, l'extraterritorialité de leurs lois et le dollar, et de l'autre, la marche vers l'hyper-dominance asiatique (60 % de la population mondiale et près de 40 % du PIB) que font la France et l'UE pour rivaliser ?

Voilà quelques-uns des thèmes de fond qui devraient occuper l'essentiel du débat public. Dans ce domaine, la responsabilité des dirigeants politiques est absolue. Ils doivent nous faire sortir du labyrinthe politique. Pour que nous commencions à prendre la mesure des défis à relever, que nous en débattions et que nous mettions notre énergie au service des futurs possibles. Sans quoi, nous serons condamnés à subir le futur.

Lao-Tseu aurait sans doute conseillé au grand chef qui veut nous montrer la lune (sans la promettre, toutefois) de s'y prendre de façon à ce que les Français ne regardent pas sa main, mais plutôt dans la bonne direction.

Par Alexandre Malafaye.

**Minuit approche, Monsieur le Président,
le carrosse peut vite se transformer en citrouille !**

Renouveau démocratique ou pas, le Gouvernement d'Édouard Philippe n'échappe pas au casse-tête de ses prédécesseurs : comment concilier politique de long terme et logique budgétaire de court terme ? En temps normal, l'équation est déjà complexe. Mais cette fois, au vu de la double ambition affichée par Emmanuel Macron – la transformation du pays et le sérieux budgétaire –, elle est cornélienne, presque insoluble. Car la seconde prétention percute de plein fouet la dynamique de temps long de la première, et braque déjà ceux qui craignent d'en subir les effets, et ceux qui, au nom du jeu politicien, crient à l'injustice sociale. Le compte à rebours du temps d'action utile est enclenché. Avec d'un côté, les possibles dissensions au sein de la majorité, et de l'autre, le bal des mobilisations contestataires, les mâchoires de l'immobilisme peuvent se refermer plus vite que prévu.

Une fois encore, la question de la légitimité du pouvoir politique est sur la table. L'élection d'Emmanuel Macron, dans les conditions que l'on connaît, ne vaut pas approbation pleine et entière de son programme par les Français. Le répéter à l'envi ne sert à rien, et encore moins à justifier une politique dirigiste que nos concitoyens ressentent dictée par Bercy, Bruxelles et Berlin. Ces méthodes ont prouvé leurs limites. Combinées à la défiance qui caractérise la relation entre les Français et leurs dirigeants, elle pourrait avoir raison des velléités transformatrices du Président. Le moment n'est-il pas bien choisi pour admettre la réalité ? L'élection confère le droit de gouverner, mais plus celui de décider seul, ni de tout imposer par le haut.

Concrètement, s'il fallait aller vite pour réformer le Code du travail, l'adapter et le rapprocher de la moyenne des pratiques européennes, afin de créer cette étincelle de confiance tant attendue par le monde économique, le reste nécessitait davantage de profondeur dans l'analyse et de doigté dans l'action. Ici, le piège réside dans la confusion entre vitesse et précipitation. D'autant que, dans son ensemble, une grande partie des membres de l'exécutif n'a qu'une expérience encore très relative de l'art de gouverner. Il est une chose de gagner une élection en mode *start-up*, avec un projet séduisant mais sans véritable profondeur, il en est une autre de présider aux destinées d'un grand pays comme la France. Un grand pays fatigué et meurtri par les mensonges et les errements passés.

Ainsi, la précipitation fait commettre des erreurs dont le prix risque d'être élevé. La loi de moralisation a été votée, certes, mais l'histoire démontrera qu'un certain nombre de dispositions aura des effets contraires à celui recherché. Pourquoi avoir fait adopter cette loi si rapidement au lieu d'aborder l'enjeu du renouveau démocratique dans son ensemble ? Pourquoi mener la réflexion de façon si éparse ? En son temps, nous en avons appelé à un Grenelle de la démocratie, pour qu'une véritable refondation de notre système de gouvernance soit pensée avec les Français, puis engagée.

Dans un autre registre, celui lié à l'ensemble des annonces faites par le gouvernement depuis le début de l'été, si l'on se met à la place des Français, franchement, il y a de quoi se perdre. Entre ce qui va augmenter, ce qui va baisser, ce qui sera fait pour les uns et pas pour les autres, et tout ce qui est lancé simultanément, bien malin qui s'y retrouve. Même les CRS se sont sentis agressés par les comptables de Bercy.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer, et aussi comprendre, le grand malaise qui secoue la fonction publique. À l'heure du renouveau démocratique, parvenir à faire si vite l'unanimité syndicale contre soi n'est pas très glorieux. Il faut peut-être en tirer quelques leçons. L'enjeu est majeur et n'a échappé à personne : faire des économies. Compte tenu des déficits publics et de notre dette abyssale, l'intention paraît salubre. Elle conditionne aussi notre crédibilité vis-à-vis de nos partenaires européens. Mais si nous nous mettons un instant à la place des 5,6 millions de fonctionnaires concernés par les projets du gouvernement, comment ne pas ressentir leur désarroi ? Eux aussi, depuis trente ans, ont été mangés à toutes les sauces. Ils se sont défendus, et dans l'ensemble, leur situation est plus envieuse que celle des salariés du privé. Ils n'en sont que plus mal aimés, et jaloux. Fort logiquement, ils redoutent que le régime de pain blanc appartienne au passé, et faute de savoir de quelle farine l'avenir sera fait, cela les fâche.

Or, il ne sera pas possible de transformer la fonction publique en le décrétant, ou en utilisant les méthodes du passé qui toutes, ont échoué. Le cycle est bien connu et, à l'issue des rapports de force et des mobilisations, la grande ambition se réduit en petite réforme.

Les chantres du renouveau démocratique seraient bien inspirés de commencer par transformer leurs méthodes d'action. Car personne ne transformera la France sans les Français, ni la fonction publique sans les fonctionnaires. Le temps est peut-être venu de réaliser, ou d'admettre, qu'on ne change pas un pays avec pour seules armes, la loi et les incantations du type « je veux ». L'omniscience est proscrite, et tout ce qui y ressemble dangereusement contre-productif.

Dans le cas particulier de la fonction publique, les crispations internes, les méfaits du copinage et le rejet par principe du « top down » imposent un *aggiornamento* des pratiques. Il ne suffit plus de tracer une trajectoire budgétaire. Il faut d'abord expliquer, sans ambiguïté aucune, le projet et ses objectifs, le but de la transformation et les effets attendus. Ensuite, et c'est là que réside la vraie « révolution copernicienne », il faut donner du temps au temps – quitte à l'expliquer à Bruxelles ! – et engager une concertation sans précédent, qui associe chacun des 5,6 millions de fonctionnaires. Seul un travail participatif, fondé sur l'intelligence collective, le décroisement et la confiance permettra de métamorphoser la fonction publique, pour développer son efficacité et en même temps, la rendre plus économe. Tout doit être revu. Les organisations, les *process*, les habitudes, le management. Sur le terrain, au plus près des réalités, ce ne sont pas les leviers d'action qui manquent, mais les moyens de les activer, et la motivation. Un exemple parmi tant d'autres : si chaque fonctionnaire trouve une solution pour économiser cinq euros par jour dans son service, à l'échelle de la fonction publique, cela représente tout de même cinq milliards par an.

A condition de bien s'y prendre, tout devient possible. Entre la carotte – dont nous n'avons plus les moyens – et le bâton – qui se brise à chaque fois sur l'échine des plus résistants aux réformes –, une troisième voie existe. Celle qui repose sur le sens donné, l'engagement de chacun et la reconnaissance. Cette voie devrait être celle du carrosse présidentiel. Les autres passent par la case citrouille, et minuit approche...

Par Alexandre Malafaye.

Paysage politique cherche nouveaux éléphants roses désespérément !

Quand des leaders politiques franchissent des lignes rouges, il faut *a minima* les mettre en quarantaine. Après les déclarations scandaleuses de Jean-Luc Mélenchon qui alignait dans une aberrante perspective historique les nazis, le plan Juppé et le CPE, France télévision a commis une faute en organisant l'affrontement – raté – entre Édouard Philippe et M. Mélenchon.

Une fois encore, il convient de relever l'étonnante bienveillance qui est réservée à ceux qui dérivent selon qu'ils soient positionnés à l'extrême droite, ou à l'extrême gauche, de l'échiquier politique. Comme si la gauche, quand elle est radicale, révolutionnaire et inspirée par la haine d'une partie de nos concitoyens, pouvait présenter le moindre intérêt civilisateur, ou humaniste.

Quoi qu'il en soit, les médias devraient cesser de présenter M. Mélenchon comme le principal opposant à Emmanuel Macron. Parler plus fort que les autres ne rend pas plus représentatif. S'il suffit de brandir un paquet de nouilles à l'Assemblée nationale pour endosser le costume de chef de l'opposition, alors notre système politico-médiatique est vraiment très atteint. La course à l'audimat et le jeu des *punchline* ont pour effet d'entretenir une certaine lobotomisation de l'esprit critique. L'émotion prend trop souvent le pas sur la raison. Pourtant bien formés et surinformés, nos compatriotes peuvent se laisser influencer par des raisonnements simplistes et d'inspiration compassionnelle.

En vérité, M. Mélenchon ne représente pas l'opposition, mais la destruction. Et de le déclarer : « Je suis le bruit et la fureur, le tumulte et le fracas ! ». Impossible de débattre avec la fureur, même si – pour se racheter, personne n'est dupe – elle s'est contenue face au Premier ministre.

De leur côté, les dirigeants du Parti socialiste ne se seraient pas égarés en condamnant les propos de M. Mélenchon au lieu de, pour certains, poser sur Twitter avec lui le 23 septembre lors de la manifestation de la France insoumise. Après avoir mis son siège en vente, le PS brade son âme. Quelle inconséquence. Pour peu que la politique engagée par Emmanuel Macron porte un tantinet ses fruits, ce qui est dans le domaine du probable, il n'y aura plus de prospérité électorale à gauche toute. D'ailleurs, M. Mélenchon n'est ni la gauche, ni à gauche. Il est une promesse de chaos déguisée en « petit père des peuples ». Politique sans éthique n'est que ruine de la Nation, aurait pu paraphraser Rabelais à son endroit.

Le Président de la République, enfin, forme un curieux duo avec M. Mélenchon. Quand il évoque les « fainéants » ou qu'il explique que « la démocratie, ce n'est pas la rue », il sait qu'il provoque « la fureur » du mammoth insoumis. Est-ce pour mieux l'entretenir ? Si tel est le cas, il n'est pas impossible d'imaginer qu'il ait susurré aux dirigeants de France télévision l'idée d'inviter M.

Mélenchon à « l'émission politique ». En bon élève de François Hollande, passé grand maître dans l'art du calcul politique, il estime sans doute qu'en agissant de la sorte, il tient à bonne distance du devant de la scène médiatique ses opposants sérieux. Pour lui, le leader des insoumis est l'adversaire politique idéal, qui empêche les autres d'exister, développe une idéologie *low-cost* et n'a aucune chance de gagner les prochaines présidentielles. Mais attention, la théorie du « moi ou le chaos » a ses limites. Maintenir le débat à la surface des grands problèmes favorise l'appauvrissement de la pensée collective et dope les extrêmes. Le jour de la prochaine grande crise, une vague populiste pourrait bien nous faire toucher le fond.

Confronté à cette situation inédite, que peut faire le Parti socialiste ? Première question : a-t-il encore une place ? La coloration politique de La République En Marche fournit la réponse : elle tire très peu sur le rose, et encore moins sur le rouge. Le PS peut donc envisager l'avenir. Mais s'il veut vraiment rester dans le rose, il devra tourner le dos aux frondeurs et aux rétrogrades de tout poil, pour parvenir à ancrer un projet « de gauche » dans la réalité, et non dans les fantasmes. Ce qui l'amènerait à parier sur l'intelligence des hommes, plutôt que sur leurs peurs, et faire ainsi preuve d'un nouveau sens de l'exercice des responsabilités politiques.

Un changement de nom ne serait sans doute pas inutile. Après tout, pour contrer les Républicains qui, rappelons-le, ont commis un beau hold-up avec leur nom, pourquoi ne pas se rebaptiser « Démocrates » ? Toutefois, l'essentiel ne se situe pas là. Pour exister, un parti doit avoir un projet et définir un mode d'action. La paresse intellectuelle consiste à choisir la voie contestataire. Mais cette voie est bouchée, et sans issue. Face à un exécutif qui met en œuvre son programme et exerce son pouvoir, s'opposer pour s'opposer ne sert à rien, sauf à rester dans ces postures qui sentent l'imposture. La facilité mène à l'échec politique, puis au *dégagisme*. Reconstruire après un séisme, ce n'est pas faire comme avant. Tout doit être revu, et cela doit influencer la manière de penser et d'agir, y compris lorsqu'il convient de critiquer le travail gouvernemental. Déjà, les socialistes devraient s'interdire de servir la bouillie de M. Mélenchon. Deux exemples. Non, les ordonnances ne sonnent pas le glas du Code du Travail. Non, le budget 2018 ne se résume pas aux caricatures du type « les grands gagnants sont les riches » et « c'est un budget CAC 40 ».

Pour une gauche moderne, il y a un chemin, délaissé jusque-là, qui n'a pas pour seul pavement les stratégies de conquête de pouvoir. A partir d'une réalité nationale et internationale enfin assumée, il faut investir le monde des idées, se présenter comme une force de proposition, avoir le courage de reconnaître les bonnes idées et les réussites de son adversaire, pour mieux pointer ses erreurs et ses insuffisances. Tout cela pour, *in fine*, bâtir un projet alternatif qui rime avec meilleur et crédible, au lieu de piocher dans le seul vocabulaire de la rupture et de la revanche sociale.

D'ici 2022, les sujets de fond sur lesquels notre pays a besoin d'une opposition socialiste intelligente, et non bruyante, ne manquent pas. Qu'elle se jette à fond dans le débat public avec les enjeux du vivre et travailler ensemble, les questions institutionnelles, la formation continue, la précarité et la pauvreté, la compétitivité de nos entreprises, la réforme de l'État, le devenir de l'Europe, l'immigration et l'avenir de l'Afrique, etc.

La politique est une affaire sérieuse. Le système bipartisan challengé par quelques trublions plus ou moins éphémères est en voie de remplacement. A quoi ressemblera le paysage politique français d'ici deux ou trois ans, après les prochains verdicts des urnes ? Il est difficile de le prédire, mais si les éléphants roses ne reviennent pas peupler le territoire politique, à gauche, les mammoths rouges auront le champ libre. Or, pour la France, la révolution n'est pas une option, ni le chaos.

Par Alexandre Malafaye.

Mais à quel jeu dangereux le Président joue-t-il ?

Cinq mois après l'élection d'Emmanuel Macron, la question se pose. En ce jour de mobilisation syndicale quasi unitaire, il ne serait pas inutile de demander au Président : Pourquoi « foutre le bordel » avec des petites phrases balancées comme des grenades au visage de vos opposants ? Pourquoi ne pas choisir d'œuvrer à la réconciliation des Français et d'expliquer de façon paisible votre action ? Que vous faut-il de plus pour comprendre qu'il ne sera pas possible d'y arriver en « tapant dessus » ? De toute évidence, cette façon d'être et de faire est contre-productive. La fonction publique est déjà dans la rue, encouragée par une gauche qui ne se soumettra pas et une partie non négligeable de l'opinion qui soutient cette fronde. Vous pouvez leur en vouloir, comme à ceux qui « foutent le bordel au lieu d'aller trouver des postes », ou encore critiquer les médias, mais si les Français ne comprennent pas le sens de l'action gouvernementale, ou s'ils n'en retiennent qu'une présentation tronquée et caricaturale, c'est de votre seule faute. Quand la provocation répond au simplisme, dialogue de sourd garanti.

Comme il fallait s'y attendre, l'épreuve du feu, à savoir l'exercice du pouvoir, révèle le Président Macron, son style et sa gouvernance. Elle met aussi ses failles en lumière.

Sur la forme, l'homme est indéniablement brillant, combatif, magnétique, au-dessus du lot. Ses discours sont de bonne facture, il a le sens de la formule, il se donne de l'épaisseur – à défaut d'avoir une véritable profondeur politique – et un réel sentiment de compétence se dégage. Mais hélas ! le Président ne parvient pas à se retenir de gâcher la fête en enchaînant les erreurs de communication, et les provocations inutiles. Certains y voient la manifestation des signes extérieurs de la caste dans laquelle il s'est fait enfermer malgré lui. Banquier d'affaires il était, méprisant envers « ceux qui ne sont rien » il est. CQFD. Le leader historique d'En Marche, celui qui a fondé son engagement politique sur le « renouveau » et la théorie du « en même temps », se voit maintenant comparé à Nicolas Sarkozy. D'autres insistent sur la jeunesse, l'inexpérience, l'impétuosité doublée de brutalité, l'arrogance du jeune chef qui éprouve le besoin de s'affirmer et va jusqu'à sacrifier le chef d'état major des armées pour, pense-t-il sans doute, mieux asseoir son autorité. Certains, enfin, qui le connaissent ou l'approchent, relèvent un certain narcissisme et son manque d'écoute.

Avoir à ce point voulu maîtriser sa communication pour parvenir si vite à ce degré élevé d'images et de messages brouillés relève de l'exploit. D'aucun pourrait crier au fiasco.

La forme n'étant jamais vraiment décorrélée du fond, nous empruntons volontiers la formule de l'équipage d'Apollo 13 : « Paris, nous avons un problème ! ». Car le vent se lève et les nuages s'accumulent sur l'océan du quinquennat Macron. Et nous ne sommes qu'au début de la traversée.

Dans les faits, la forme a rejoint le fond dès lors que l'amalgame s'est imposé comme seule grille d'analyse de l'action gouvernementale. Dans ce domaine, les Insoumis son des as, il faut bien le leur reconnaître. Il n'y avait là aucune fatalité, et la mayonnaise aurait pu ne pas prendre. Mais tel n'est pas le cas, et tout se mélange, pour le pire de la pédagogie politique.

Emmanuel Macron est-il devenu le « président des riches » à cause de son projet de réforme de l'ISF et des cinq euros des APL, ou bien faut-il incriminer son comportement qui, par analogie, a fait de lui un complice des « riches », et même « un riche » ? L'éternelle question de l'œuf ou de la poule, et nul ne la tranchera...

En attendant, le mal est fait, et il rejaillit sur l'action politique. Englué dans cette surréaliste polémique sur l'ISF qui, au passage, révèle les risques de fracture de La République En Marche, le gouvernement étudie avec le plus grand sérieux la création d'une nouvelle usine à gaz fiscale, pour définir la liste des « signes ostentatoires de richesse », et ensuite les maintenir dans l'assiette de calcul de l'impôt sur la fortune. Personne ne s'en offusque. Il faut dire que « la haine des riches » (la une du Point d'avril 2012) est telle que rien ne choque plus quand il s'agit de les faire payer. Pourtant, la simple idée que l'on puisse définir par la loi les « signes ostentatoires de richesse » et désigner leurs propriétaires fait frémir. Notre pays interdit que soient réalisées des statistiques ethniques, par peur que l'histoire ne se répète, et par souci d'égalité. Et là, nous nous apprêtons à légiférer en vue d'établir un listing avec les noms et les adresses de ceux d'entre nous qui possèdent certains biens « visibles ». Quelle folie ! Prions pour que jamais un tel listing ne tombe en de mauvaises mains.

Voilà ce qui arrive quand la communication présidentielle n'est pas à la hauteur des enjeux. On se fait déborder, et on tombe dans deux pièges.

Le premier est celui du « précédent », ou de la boule de neige. Depuis cet été et la pétition sur le statut de la première Dame qui a fait bouger l'Élysée, les adversaires d'Emmanuel Macron ont détecté une faille. Sous ses apparences autoritaires, le Président serait sensible à la pression. Cela n'a pas échappé aux routiers. Pour eux, la ministre du travail vient de faire une exception aux ordonnances loi travail : les primes restent négociées au niveau de la branche, et non dans l'entreprise. Ces petites victoires n'ont rien de symbolique ou d'anecdotique. À l'instar des brèches dans un barrage, au début, leur effet est anodin, mais à la fin, l'eau emporte tout.

Le second piège est celui du « réactionnel ». Il s'inscrit dans la longue lignée de toutes ces lois pensées sans en mesurer les effets à long terme, influencées par le clientélisme, les bons sentiments, élaborées en dehors des réalités, ou fondées sur un déni assumé. Emmanuel Macron s'était déjà laissé entraîner par François Bayrou et sa loi de moralisation qui, à terme, transformera nos élites politiques en cadres moyens de la République. Cette fois, avec ses compromis sur l'ISF, il entretient le mythe égalitariste de l'impôt Robin des Bois. Or, si l'impôt constitue l'outil de redistribution par excellence, il faut à tout prix éviter qu'il ne soit perçu comme un instrument punitif. Et s'il y a bien quelque chose d'utile à transformer dans notre pays, c'est cet état d'esprit vindicatif.

Le courage politique consiste à ne rien céder à la facilité. Le Président doit monter en première ligne pour défendre pied à pied son projet et lutter contre cet amalgame dévastateur qui est devenu la règle. Il lui faudra expliquer, expliquer, et encore expliquer. Tous ceux qui, de par le monde, ont réussi de grandes transformations, n'ont pas agi différemment. Reste à espérer que le Président rectifiera vite le tir, ou que les indicateurs économiques et sociaux s'amélioreront sans trop tarder, pour tirer le tapis sous les pieds des contestataires démagogues. La conjonction des deux, avant 2022, ne serait pas de trop.

Par Alexandre Malafaye.

Premières mesures de la symphonie du nouveau monde ?

Quoi qu'en dise la CGT, la journée de mobilisation syndicale du 10 octobre 2017 ne peut être qualifiée de succès. Aucun « déferlement » n'a envahi la rue. Le « coup d'état social » et la « casse du service public » brandis comme des chiffons rouges n'ont pas déchaîné les passions. D'une certaine façon, il est rassurant de constater que les dérives démagogiques ne l'emportent pas à chaque fois. Il ne suffit pas de dire tout et n'importe quoi pour déplacer les foules.

Certes, des services se sont mis en grève, entraînant des galères bien inutiles pour les usagers, une centaine de manifestations ont eu lieu, et l'unité syndicale a pu se vérifier. Mais si les partenaires sociaux de la fonction publique sont parvenus à trouver des motifs à cette apparente union, ils n'étaient pas suffisants pour entraîner une vraie mobilisation. Quand elle n'est que de façade, l'union ne fait pas la force.

Tandis que les organisations syndicales se cherchent des excuses, en pointant notamment le coût d'une journée de grève pour un budget familial, des raisons plus profondes expliquent la mauvaise fortune des contestataires. Quelque chose flotte dans l'air, une petite musique inhabituelle qui ne peut leur plaire. Même si la communication gouvernementale est encore brouillonne et si les petites phrases du Président de la République troublent une partie des messages de l'exécutif, les Français commencent à réaliser que des promesses sont tenues. Et vite tenues. Que l'on soit d'accord, ou pas, avec ce qui est mis en œuvre, le simple fait que la parole de campagne soit respectée ne laisse personne indifférent. C'est une nouveauté, et elle paye. Le sondage Ifop pour Synopia que nous publions ce jour, montre que pour 57 % des Français, Emmanuel Macron tient ses engagements de campagne. Ils n'étaient que 45 % à le penser au début du mois d'août.

Par ailleurs, sur la scène internationale, chacun peut percevoir qu'il y a un « moment français », et là encore, à part quelques abrutis et des barbus fanatisés, personne ne boude son plaisir de voir la France bien représentée.

Il est évidemment trop tôt pour affirmer que cette petite musique, avec ses fausses notes, reprend les premières notes de la symphonie du nouveau monde, mais nous ne pouvons pas ne pas l'entendre.

Toujours est-il que cette amorce d'engagements respectés percute de plein les tenants de l'ancien monde politique et syndical. Parce qu'elle les surprend, les déstabilise et, *in fine*, les menace. Chemin faisant, s'il persiste et signe, Emmanuel Macron va passer la deuxième couche du *dégagisme*. En définitive, ce qui se joue sous nos yeux, c'est le combat titanesque de deux mondes. L'ancien, qui

conteste et s'oppose par principe, fidèle à ses méthodes clientélistes, enfermé dans ses prisons idéologiques, ses dénis, et cette fabrique du mensonge politique qui en découle. Et le nouveau monde, qui se fait agile, change de pied, mise sur les stratégies d'alliance, la culture du compromis, et la volonté d'expérimenter.

A gauche, la contestation se veut outrancière et bruyante. La caricature l'emporte sur la raison politique et ne laisse aucun espace au Parti socialiste. A droite, ce n'est guère mieux. Les adjectifs triste et ridicule se livrent une compétition farouche. Qu'il est triste Éric Woerth quand il dénonce un budget 2018 « injuste un peu partout ». Qu'il est ridicule Laurent Wauquiez quand il critique la décision du Président de la République de sanctionner le Préfet du Rhône. Tout cela est tellement classique, prévisible. Plus à droite encore, c'est le pitoyable qui l'emporte : on compte sur les drames d'une actualité infiniment complexe et cruelle pour rebondir.

En face, le Général Macron aligne des divisions d'un genre nouveau qui, dans l'esprit et la forme, empruntent à la « Groko » - grosse coalition – allemande. Étonnant attelage, en effet, qui réunit dans le même gouvernement le Républicain Bruno Le Maire et le socialiste Jean-Yves Le Drian, l'écologiste Nicolas Hulot et Édouard Philippe, un ancien cadre dirigeant d'Areva. Impensable il y a encore deux ans.

Par comparaison, l'ouverture pratiquée par Nicolas Sarkozy relève du coup d'éclat et du pied-de-nez, quand Emmanuel Macron fait sauter les digues. Avec cette *mix team* dont on retrouve la même diversité à l'Assemblée nationale, le Président va au bout de la logique du « en même temps » qui, sur le papier, vise à transformer le bras de fer classique « je gagne / tu perds » en une conciliation des contraires fondée sur le pragmatisme et la volonté d'en sortir par le haut, avec à la clé, la promesse de résultats qui justifieront les efforts demandés.

Pour l'instant, cahin-caha, la cohésion du groupe résiste à la pression des forces centrifuges, chaque ministre, et chaque député, ayant l'assurance d'avoir le soutien des autres le moment venu, lorsqu'il s'agira du projet qu'il porte, ou pour lequel il s'est engagé devant ses électeurs. La façon dont la loi de moralisation a été négociée puis votée en est l'illustration. En son temps, le Général de Gaulle constituait des majorités autour de chacune de ses grandes réformes.

Toutefois, si Emmanuel Macron disposait d'un boulevard les deux premiers mois de son quinquennat, il avance maintenant sur un chemin plus étroit, qu'il a contribué à miner lui-même avec ses provocations et son déficit de pédagogie. Et c'est bien là que, pour l'instant, le bât blesse. Selon le même sondage Ifop pour Synopia, 56 % des Français ne comprennent pas la politique menée par l'exécutif, et ils sont 60 % à ne pas avoir une vision positive de ce que peut devenir la France à 5 ou 10 ans. Pour chacun de nous, dans sa vie privée, son métier, ou dans son pays, ne pas comprendre ce qui se trame, et voir l'avenir en gris, n'aident ni à avancer, ni à accepter les évolutions. Bien au contraire. Le flou incite au repli sur soi, un phénomène qui, s'il est collectif, durcit les clivages et transforme la moindre perspective de changement en régression, en peur ou en « souffrance ». Le tout venant entretenir le fonds de commerce des leaders de l'ancien monde politique.

La confiance ne se décrète pas. Elle se tisse, s'entretient, se nourrit. Tenir ses engagements ne suffit pas. Emmanuel Macron doit leur donner un sens. Dans cet exercice, il lui faudra aussi apprendre à ne pas compter sur son seul talent et la verticalité d'un pouvoir parisien. Surtout, sa haute fonction lui permet de tirer le débat public vers le haut, et il y a urgence. Le même sondage nous révèle que 65 % des Français sondés estiment que le débat public n'est ni au niveau des enjeux, ni de bonne qualité. Il est donc logique que les Français ne comprennent pas bien le présent et redoutent l'avenir. Tout est lié. « Mieux vaut comprendre peu que comprendre mal » écrivait Anatole France. Si le Président montre l'exemple, s'il le fait de façon pertinente, il contribuera à inverser la tendance. Sa prestation dimanche soir sur TF1 va dans ce sens, saluons-le.

Par Alexandre Malafaye.

La démagogie peut-elle être la prochaine victime du démagisme ?

L'exercice auquel s'est livré le Président de la République dimanche dernier sur TF1 mérite que l'on y revienne un instant. D'abord parce que l'audience obtenue par Emmanuel Macron se situe dans le top 5 de l'année 2017. Avec près de 10 millions de téléspectateurs, il bat – de peu – le grand débat organisé le 20 mars 2017 entre les cinq candidats à la présidentielle (9,7 millions de téléspectateurs), il dépasse nettement le résultat des deux finalistes de la primaire de la droite et du centre le 24 octobre 2016 (8,5 millions) et pulvérise l'audience de son Premier ministre lors de « L'émission politique » du 28 septembre (3,2 millions). Il n'est certes pas au niveau de la grande finale de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle (16,4 millions), mais l'enjeu était d'une toute autre nature, à la fois sur le fond et la forme. Et il n'y avait aucun suspense, pas de gagnant ni de perdant à l'issue. Pas de sang show sur les murs, donc.

Ensuite, parce que l'interview du chef de l'État peut être replacée dans la perspective du sondage Ifop pour Synopia récemment publié : 65 % des Français estiment que le débat public n'est ni au niveau des enjeux de la France, ni de bonne qualité.

Cette fois, les téléspectateurs n'ont pas dû être déçus. La qualité était au rendez-vous, et nul ne peut défendre sérieusement que le verbe présidentiel ne se positionnait pas au bon niveau des sujets. D'ailleurs, ses expressions ont provoqué moult débats dans les jours qui ont suivi. Notamment celle des « premiers de cordée ». Si de telles expressions font prendre des risques au Président de la République, elles révèlent ses raisonnements et permettent de décrypter les théories qui inspirent son action politique. « On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens » disait le Cardinal de Retz. S'agissant d'un jeune chef de l'État qui a pris grand soin de dissimuler sa personnalité derrière sa foudroyante ascension politico-médiatique, rien n'est plus sain. Ainsi, nous commençons à faire connaissance avec Emmanuel Macron. L'homme se dévoile, une intelligence crève l'écran, un style de chefferie s'impose. Chemin faisant, au fur et à mesure que des décisions se prennent, souvent moins marquées par la maturité que le désir de s'imposer, une étonnante méthode se dessine : celui qui mise tout sur le futur ne prend aucun soin à se fabriquer un passé.

Dans le même temps, de tels questionnements sur les ressorts de l'inspiration présidentielle se situent à des années lumières des débats sans fin autour des outrances des Insoumis. Jean-Luc Mélenchon a-t-il compris qu'à force de tirer le débat vers le bas, il s'exposait à une possible démonétisation de son verbe ? Nul ne peut le certifier, mais toujours est-il que l'insoumis en chef fait preuve d'une surprenante retenue depuis sa paisible confrontation avec Edouard Philippe sur France 2. Rumine-t-il l'échec des récentes mobilisations sociales ? Ou bien, tente-t-il de passer du statut

d'opposant bruyant à celui d'adversaire crédible ? L'avenir – à 5 ans – nous renseignera sur sa carrure de stratégie.

Pour Emmanuel Macron, l'enjeu, on l'aura bien compris, consistait à remettre sa politique dans la bonne perspective. S'il avait été davantage expérimenté de la chose publique et imprégné des inquiétudes réelles des Français, le Président de la République ne se serait pas égaré dans cette posture jupitérienne avare de paroles. En filigrane, chacun a pu percevoir qu'il cherchait à se débarrasser de ce fichu bout de sparadrap à 5 euros des APL. C'est hélas raté. Pour éviter de se faire coller l'étiquette « président des riches », Emmanuel Macron aurait dû expliquer sa politique dès les premiers jours, tout en se détachant des influences gagne-petit de Bercy. Désormais, il est pris au même type de piège mortel que François Hollande avec sa fameuse « courbe du chômage ». A une différence près : le « prédécesseur » d'Emmanuel Macron avait choisi son poison. Celui qui pourrait bien terrasser le successeur de François Hollande se nomme « écart de richesses ». Si, en 2022, les riches sont plus riches, les classes moyennes encore plus moyennes et les pauvres plus pauvres, nous serons forcés d'admettre que la théorie du ruissèlement a fonctionné, mais à l'envers...

Quoi qu'il en soit, le goût des Français pour la politique, même s'il s'accompagne d'un dégoût certain envers les politiques, ne se dément pas. C'est une chance dont il faut vite trouver le moyen de faire le meilleur des usages. Car la démocratie représentative, loin d'être tirée d'affaire avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, est désormais bousculée, et même *challengee*, par la démocratie participative et la démocratie directe, l'essor de ces deux dernières étant boosté par le numérique. Saine concurrence entre différentes formes d'expression démocratique, ou menace de remplacement de l'une par l'autre ? Mieux vaudrait ne pas attendre de connaître la réponse à cette question pour se préoccuper de trouver un équilibre satisfaisant, qui garantisse le pilotage régalién du pays et la prise en compte de l'avis citoyen au quotidien, sans rien céder aux pulsions minoritaires, ni risquer de se faire dépasser par un mouvement *dégagiste* sauvage.

En pratique, moins les Français comprendront l'action de l'exécutif, plus ils militeront en faveur des formes de démocraties alternatives, sans trop chercher à savoir si le chaos ne se tient pas en embuscade, prêt à balayer tout ce qui n'est pas assis sur des fondations solides. Avec les dernières élections législatives, nous avons eu un avant-goût de la légèreté des Français quand ils expriment leur colère dans les urnes. Beaucoup considèrent que nous avons remplacé une majorité de députés aux résultats insuffisants, par une majorité de *député.e.s* aux compétences insuffisantes. Professionnels de la politique contre amateurs de la société civile. Insuffisance contre incompétence. Curieux match. Espérons que les Français n'en seront pas les grands perdants.

Plus que jamais, la pédagogie politique constitue la clé du futur. Elle passe par le débat public et ces grandes confrontations dont les Français sont friands. Elle suppose que les tenants de l'exécutif montent au feu aussi souvent que possible. Elle amène aussi à se demander si le format actuel des émissions politiques ne devrait pas évoluer pour aller vers davantage de débats directs entre l'exécutif et les oppositions, d'égal à égal. D'abord, pour tenir compte de la crise de la démocratie représentative qui nécessite d'inventer de nouvelles réponses. Et ensuite, parce qu'il apparaît nécessaire de confronter l'action politique à ses contradicteurs et ces contradicteurs aux réalités. Car les journalistes mènent une bataille par nature asymétrique face aux hommes et aux femmes politiques. Aussi talentueux soient-ils, ils ne disposent pas de toutes les armes pour combattre la propagande gouvernementale et les dérives démagogiques des opposants. C'est précisément cette propagande et cette démagogie que les Français rejettent.

Par Alexandre Malafaye.

#LesBalancesaffolent !

31 octobre 2032, 6 heures 20.

Marc a eu 35 ans hier. La soirée était arrosée. Trop ! Installé dans le canapé du salon, il vient d'avaler deux aspirines et attend le café que *Samantha*, le robot ménager, lui prépare.

« Quelle galère ! » enrage-t-il, les lèvres serrées.

A 6 heures précises, un SSMS (*Shouting SMS*) lui hurlait qu'il était placé en garde à vue et qu'une équipe de policiers venait le chercher pour le conduire au tribunal. L'instant d'après, le commissariat prenait le contrôle à distance de son domicile, pour verrouiller toutes les issues et l'empêcher de fuir. S'enfuir ? Quelle illusion ! Des caméras à reconnaissance faciale équipaient chaque palier, chaque ascenseur, chaque coin de rue. Ses moyens de communication et de paiement étaient également neutralisés. Compte tenu de la nature des faits qui lui étaient reprochés, la procédure de comparution immédiate devant un juge robot serait appliquée, avec une condamnation automatique à la clé. Depuis l'arrivée des ordinateurs quantiques grand public, on n'arrêtait plus les progrès de l'intelligence artificielle. Pour se défendre, il aurait accès à un service d'avocats virtuels. Les vrais avocats, ceux de chair et d'os, comme les vrais juges, n'étaient requis que pour les affaires criminelles.

Tout ça pour une provocation à laquelle il n'aurait pas dû réagir. Pourquoi avait-il insulté cette grosse femme et donné un coup de pied à ce fichu roquet qui menaçait son bas de pantalon ? Quel idiot !

Comme il n'avait pas d'antécédent judiciaire, il risquait une condamnation maximale d'une semaine d'enfermement à domicile. Ce n'est cependant pas la privation de liberté qu'il redoutait, mais l'obligation de présenter ses excuses aux deux victimes, en direct, sur Justice.Facebook-HyperLive.3D, et de procéder à son autocritique publique. S'il n'était pas jugé assez convainquant par les internautes, la vidéo pouvait rester accessible jusqu'à un an. La honte sociale totale, et un risque considérable pour son emploi.

Samantha le fit sursauter. « Votre café, Marc ! ». Le logiciel vocal du robot présentait un bug persistant et, une fois sur deux, au lieu de la voix sensuelle de Marilyn Monroe, celle de Tarzan l'agressait. Des voix venues d'une époque inconnue aux gens de sa génération, mais qui lui semblait infiniment désirable.

Le café lui éclaircit les idées et son esprit critique fit un bond dans le temps. Comment la société occidentale avait-elle pu dériver à ce point ? Tout avait commencé après les révélations des

agressions sexuelles d'un producteur californien et cette campagne d'indignation sur les réseaux sociaux.

C'était il y a quinze ans.

A l'époque, avec ses copains et copines de Fac, ils se déchainaient sur Twitter, sous couvert d'anonymat bien sûr, et ils lançaient aussi des pétitions qui faisaient reculer les gouvernements. Le hashtag #Balancetonporc avait fini de les désinhiber. Désormais, ils devenaient redresseurs de tort, ils débusquaient les pervers. C'en était fini du paternalisme et de l'impunité des mâles dominants. La parole se libérait, les salauds de tout poil allaient payer et la démocratie directe triomphait.

Puis, une actualité en chassant une autre, les consciences se détournèrent et le législateur se contenta d'une petite loi de rien du tout pour réprimer le harcèlement de rue. C'était sans compter sur les féministes et la cohorte des moralistes qui eurent une idée de génie : se servir de leur Smartphone porté autour du cou, caméra branchée en permanence, et poster sur Twitter en temps réel les comportements « subversifs » avec les #Prisenflag ou #Bienfaitpouragueule. Dans un premier temps, cela fit sourire, d'autant que les capacités mémoire limitaient ce type d'usage. Mais les fabricants de Smartphones sentirent qu'il y avait là une fantastique aubaine et, avec l'avènement de la 5G, ils lancèrent une nouvelle génération d'appareils capables d'enregistrer et de stocker dans le *cloud* sans limite. Conséquence de ce grand progrès, pour se protéger des abus et être en mesure d'apporter des éléments contradictoires, la plupart des honnêtes gens durent s'équiper. Il leur fallait se protéger des images trafiquées et des vidéos contrefaites postées sur le net qui les mettaient – la plupart du temps – injustement en cause. Face à l'ampleur du phénomène, le législateur fut contraint de codifier les infractions filmées (harcèlement, insulte, violence, délinquance, etc.) et d'automatiser les condamnations pour faire. On aurait pu en rester là. Mais la voix des moralistes et celle de l'indignation publique étant toujours plus forte que la raison, en 2025, la Loi finit par rendre obligatoire le port du Smartphone caméra activée dès lors que l'on quittait son domicile. Pour le plus grand bonheur des fabricants de Smartphones dont les profits dépassèrent l'entendement. En sous-main, ils avaient soutenu les féministes. Ainsi, la vie de chaque citoyen dans l'espace public n'avait plus rien de privé.

Ami lecteur, vous pensez sans doute que ce petit conte relève d'un délire paranoïaque dû à une overdose de hash...tags. Espérons-le. Mais ne négligeons pas de regarder en arrière avant de nous jeter tête baissée dans le futur, sans réfléchir à ce qui se joue sous nos yeux. Ainsi, si nous revenions vingt ans en arrière, qui, parmi nous, aurait prédit que :

- Internet ne serait pas un simple Minitel amélioré et que, par exemple, un marchand de layette pourrait savoir qu'une femme est enceinte avant son mari, ou qu'un assureur calculerait nos primes en fonction de notre mode de vie ?
- Le discret « dièse » (#) du solfège se rebaptiserait « hashtag » pour devenir le levier d'une influence sociale et sociétale majeure ?
- Un numéro de téléphone permettrait à des enfants de dénoncer leurs parents ?
- Les *emoticons* aboutiraient à la création d'une forme de langage universel ?
- La police utiliserait des logiciels pour prédire les lieux des délits ?
- Des « Google car » rouleraient avant 2020 ?
- Un milliardaire du genre de Donald Trump s'installerait à la Maison blanche ?
- Nous pourrions organiser des vidéo-conférences gratuitement dans le monde entier ?
- Des mini-hélicoptères sans pilote, les drones, livreraient du courrier à la place des facteurs ?
- En France, il serait interdit de payer un commerçant plus de 1000 € en liquide ?

Bref... En vingt ans, sous l'effet de la révolution numérique – nous n'en sommes qu'au début – notre monde s'est engagé sur la pente d'une préoccupante et rapide mutation. Nous y évoluons tant bien que mal, mais nous ne contrôlons plus rien. Avec des États de plus en plus répressifs et inquisiteurs, des entreprises aussi puissantes que des états, une morale qui perturbe le bon sens comme l'aimant affole la boussole, et l'éthique qui n'inspire que les travaux universitaires, ne plus réagir relève de l'inconscience. Pour reprendre le mot de Francis Blanche, il devient urgent de penser le changement

plutôt que de passer son temps à changer le pansement. Car viendra le temps où plus aucun pansement ne suffira.

Par Alexandre Malafaye.

Seuls les plus éthiques survivront !

Si nous laissons de côté quelques utopies, au demeurant fort réjouissantes du point de vue intellectuel, le profit en tant que tel ne pose pas de problème. Au regard de la société, l'enjeu, c'est la façon dont chaque entreprise le fabrique, ainsi que son usage, sa destination. Le profit... comment, pour qui, pourquoi ? Bien souvent, les mots et leur déclinaison permettent d'éclairer le débat. Selon Wikipedia, « le profit est le gain financier obtenu d'une opération économique ». Une définition un tantinet simpliste qui passe en perte et... profit, ce que le Larousse complète utilement : « Avantage, bénéfice intellectuel ou moral ». Utilisé à bon escient, le profit peut être profitable. *A contrario*, il sert à enrichir des profiteurs. Profitable, profiteur... une chose est certaine, à l'instar du crime, il profite à quelqu'un, ou à quelque chose. Mais la suspicion qui entoure sa fabrication et sa destination ne concourt pas à renforcer le climat de confiance dont une Nation a besoin pour que ses enfants s'épanouissent sans se méfier les uns des autres.

Pour la plupart de nos concitoyens, Hobbes et sa formule « l'homme est un loup pour l'homme » sévissent toujours dans la « boîte noire » de l'entreprise. Et les affaires qui défrayent la chronique n'arrangent rien. Tel constructeur qui manipule ses algorithmes pour frauder les tests anti-pollution, tel fabricant de bonbons qui exploiterait les récoltants de cire de carnauba au Brésil, telle compagnie américaine qui produit des semences stériles ou des herbicides probablement cancérigènes, etc. De la même façon, le fait que les clients en difficulté d'une banque lui rapportent davantage qu'un client créditeur, alimente l'idée que « mon ennemi, c'est la finance ». Ici, un habile partage de la valeur entre parties prenantes permet d'acheter les consciences et de faire passer la pilule de pratiques commerciales que la morale – et les clients – aimerait bien réprouver davantage. Il en va de même avec certains secteurs placés en situation de monopole, qui nous contraignent à subir leurs travers, faute de pouvoir les mettre en cause, ou en concurrence. Dans des univers à forte intensité capitaliste, souvent nécessaires à notre souveraineté, le profit « achète » bien des silences et des détournements de regards. Moins visible du grand public, nous pourrions aussi évoquer le très profitable racket publicitaire mis au point par les géants du web via l'hyper exploitation de nos données personnelles.

Fort heureusement, le tissu économique foisonne d'exemples positifs, mais ils n'accrochent pas autant la lumière des médias. C'est ainsi, et l'indignation qui naît d'un scandale, ou l'émotion suscitée par un drame, seront toujours plus fortes qu'un concert de louanges.

Dans tous les cas, quelle que soit la façon d'aborder la question, si la finalité du profit reste le profit, alors le vers est dans le fruit. La société ne se contentera pas d'attendre indéfiniment que la morale balaye tel ou tel fraudeur, pris la main dans le sac de pratiques illégales, inconvenantes, indécentes, gagne-petit ou *border line*. Car le monde a muté. « Peu importe que le chat soit noir ou blanc, pourvu qu'il attrape les souris ! » affirmait Deng Xiao Ping en 1961. Ce n'est plus vrai. La façon de faire des affaires ne peut plus se calquer sur le modèle du Monopoly. Conçu en 1935, le jeu montrait qu'il suffisait d'avoir de l'argent, et d'acheter et vendre des ressources – y compris humaines – pour créer de la valeur ajoutée et s'enrichir seul. Désormais, les pions revendiquent leur part, et la révolution numérique, capable de mobiliser les opinions, les y aide pas à pas. Mais ils partent de loin, et l'économie, de peu qu'elle se financiarise, ressemble toujours à un gigantesque casino qu'à une pépinière.

Derrière cette question du profit, s'en cache une autre, plus centrale et transversale. Avec tout ce que nous savons et voyons, en qui et en quoi avoir confiance ? Certainement pas dans les hommes et les femmes politiques. Pour les Français, ils ont failli. Il est trop tôt pour dire si l'arrivée d'Emmanuel Macron changera la donne. A la fois parce que le jugement des Français se fondera sur la matérialité des résultats de sa politique, et sur son style de gouvernance. Et aussi, parce que le recours à certains artifices risque de retarder la présentation de l'addition du fiasco de nos pratiques démocratiques et des multiples dévoilements de l'État de droit. Ainsi, la loi de moralisation qui, pour l'essentiel, repose sur le principe « on ne prend pas les mêmes et on recommence... comme avant ». Mais la messe du quinquennat n'est pas dite, d'autant que le Président de la République ne manque ni d'imagination, ni d'audace. Il vient ainsi de décider d'ouvrir le passionnant mais ultra-complexe dossier de la participation.

Qu'importe. Pour le citoyen, comme pour le « travailleur », rien de tout cela n'est rassurant, ni satisfaisant. Car trop souvent, dans la gouvernance des entreprises comme dans celle de la Cité, le sens, la prise en compte de l'intérêt général et le respect du bien commun font défaut. En un mot, il manque l'éthique.

Pour autant, quelque chose émerge. Initié avec la prise en compte du développement durable dans l'équation économique. Prolongé avec le principe de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dont France Stratégie vient de démontrer qu'elle apporte un gain réel de performance économique. Poussé par l'impératif de bonne moralité des pratiques et l'obligation de « conformité », chaque service et chaque acteur de l'entreprise constituant à lui seul un potentiel maillon faible. Stimulé par la montée en puissance des individualismes.

C'est l'éthique qui, en filigrane, relie ces évolutions. De fait, l'ensemble des systèmes de gouvernance se trouve confronté à l'éthique, sans toutefois bien savoir où la positionner. Constitue-t-elle une nouvelle assurance d'honorabilité, un moyen supplémentaire d'embellir sa vitrine commerciale, sans rien changer à l'arrière-boutique ? Ou bien doit-elle se situer en amont, pour inspirer le projet d'entreprise, lui donner un sens augmenté et connecté, et se retrouver en aval, en tant que finalité, au même rang que le profit ? L'avenir nous le dira. Et l'avenir ne sera que la somme de nos actions.

Pour l'instant, avec ou sans *compliance* ou RSE, la compétition économique sert peu ou prou les mêmes intérêts, et les mêmes grands (des)équilibres. L'appât du gain tient encore la corde. Mais qui sait si demain, la sélection ne s'opérera pas sur le critère de l'éthique, seul gage crédible d'une confiance retrouvée. Peut-être sommes-nous parvenus au fameux « point d'inflexion stratégique » édicté par Andy Grove, le mythique fondateur d'Intel. Dans le prolongement de son livre – *Seuls les paranoïaques survivent* –, peut-être aurait-il prophétisé : « Seuls les plus éthiques survivront » ! En

attendant, laissons le mot de la fin au poète Pierre Reverdy et à sa définition parfaite : « L'éthique, c'est l'esthétique du dedans ».

Par Alexandre Malafaye.

Le difficile apprentissage de la prise de parole numérique

L'actualité récente nous a démontré, une fois de plus, les difficultés nouvelles que pose la prise de parole numérique, c'est-à-dire l'expression de tout un chacun sur le Web (internet et réseaux sociaux).

Rappelons que la révolution numérique a profondément bouleversé cette prise de parole, réservée jusqu'à récemment à la presse traditionnelle soumise à une déontologie et à une loi (du 29 juillet 1881) qui instaure un mécanisme d'horloger entre la liberté d'expression des uns et le droit des autres qui sont cités. À l'inverse, sur le Web, n'importe qui peut s'adresser au monde entier, immédiatement pour dire n'importe quoi et de façon quasi indélébile.

Quel que soit le support, la loi prévoit et sanctionne les abus de la liberté d'expression, mais dans les faits, sur le Web, les poursuites sont difficiles, la parole numérique de désinhibe et peut sombrer dans un excès.

Prenons d'abord le cas Weinstein. Il est incontestable que cette affaire a permis la dénonciation d'un probable « abus de pouvoir économique » d'un producteur de cinéma. Cet avantage doit aussi être évalué au regard de l'atteinte portée aux principes fondamentaux de la présomption d'innocence et du procès équitable. Il faut se garder de considérer que, dans certains cas, l'évidence s'impose. Il n'existe aucune évidence en matière de justice et la justice doit toujours être exercée devant les tribunaux et par des juges. À défaut, nous reconstituerons très prochainement des Comités de Salut Public Numériques où la vie d'une personne, ou sa réputation, pourraient être discutées et sanctionnées sur le Web, immédiatement et sans appel. Sans justice, la Terreur n'est jamais loin.

De la même façon, la vague #balancetonporc permet probablement de libérer la parole des victimes cachées, mais jusqu'où et à quel prix ? Ne conviendrait-il pas plutôt d'inciter les victimes à porter plainte, avec les garanties toutes les parties bénéficient ?

Quoi qu'il en soit, force est de constater que ce nouvel espace de parole ravive des problématiques plus anciennes auxquelles il est toujours difficile de répondre : doit-on devenir un barbare pour lutter contre la barbarie ?

Sous un autre angle, nous devons nous interroger sur le déferlement de haine et d'appel au meurtre qu'a provoqué la Une de Charlie Hebdo sur Monsieur Ramadan. En droit, l'incitation à la haine ou au meurtre est illégale et sévèrement punie par la loi (trois ans de prison), mais l'effectivité des sanctions est très faible en raison même des caractéristiques de la parole numérique (immédiateté, viralité, quantité). On assiste donc à une banalisation de ces comportements.

Face à ces situations, que pouvons-nous proposer ?

Aujourd'hui, tout l'arsenal législatif pour sanctionner les abus de la liberté d'expression sur le Web existe. L'objectif essentiel est pratique. Il consiste à pouvoir facilement identifier ou localiser les auteurs des abus et à mettre en place des solutions techniques permettant de mettre fin à l'abus. Avec le numérique, l'enjeu le plus important est de pouvoir stopper l'atteinte.

Ce mécanisme a commencé à s'enclencher, car en octobre, les géants du Web et les pays du G7 ont décidé « de mettre en œuvre ensemble » un plan d'action visant à bloquer « des contenus à caractère terroriste ». Là encore, l'arsenal répressif existe, et celui qui a posté un tel contenu pourra être poursuivi (même s'il est généralement hors de France), mais ce qui importe, c'est de mettre hors ligne, sans délai, le message abusif.

Dans le même esprit, les évolutions suivantes devraient être envisagées pour rendre l'espace numérique plus sociable.

1. Mettre fin à l'anonymat sur le Web.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, nous pouvons tous prendre publiquement la parole sur le Web en utilisant des pseudos ou des faux comptes. À l'inverse, il est utile de rappeler que dans la presse traditionnelle, celui qui veut s'exprimer a l'obligation préalable de déclarer son identité et son adresse, et ce pour répondre, le cas échéant, de ses propos.

Sur le même principe, l'individu qui prend la parole sur le Web devrait avoir l'obligation de le faire sous son nom, et son adresse devrait pouvoir être facilement accessible. À ce jour, l'identification est la plupart du temps possible, notamment avec l'adresse IP, mais cette procédure est longue et coûteuse pour celui qui est mis en cause. Si aujourd'hui, nous sommes capables de mettre en place le registre des bénéficiaires économiques des sociétés immatriculées en France, nous devrions aussi être capables de tenir un registre des utilisateurs du Web.

Ces règles existent déjà pour tous les sites internet qui ont notamment l'obligation légale (pénalement sanctionnées) de déclarer l'identité et l'adresse du directeur de publication.

Là encore, ces règles ne sont pas toujours respectées. Dans ces conditions, il conviendrait aussi de donner à la personne mise en cause sur le Web le droit de demander la mise hors ligne des comptes des personnes ou des sites internet qui ne respectent pas les obligations légales, et ce, dans l'attente de la régularisation de leur situation.

2. Donner à la victime la possibilité de demander le retrait immédiat de certains messages.

Nous savons que la mise en cause d'une personne sur le Web est, *a minima* de portée nationale, gratuite, immédiate, permanente et facilement accessible par les moteurs de recherches. La sanction d'un abus nécessite cependant le recours à un tribunal, ce qui est long et onéreux.

Dans des cas particuliers (comme l'incitation à la haine, les menaces de mort, ou pourquoi pas, les insultes), la personne mise en cause devrait avoir le droit de demander, à ses risques et périls, aux supports (Google, Facebook, Twitter) de retirer immédiatement ce type de message, ou de le déréférencer. Bien évidemment, celui dont le message aurait été retiré, à tort, pourrait saisir la justice contre celui qui a demandé le retrait en prétendant qu'il a été porté atteinte à sa liberté d'expression.

De telles solutions pragmatiques seraient de nature, sans remettre en cause fondamentalement les droits des uns, de protéger un peu plus, le droit des autres. Parallèlement, notre premier souci devrait être, dès à présent, d'apprendre, à l'école, aux élèves, à prendre la parole sur le Web. Avec le risque que représentent les dérives engendrées par la révolution numérique, il se pourrait bien qu'il s'agisse là d'un enjeu vital pour la préservation de notre démocratie.

Par Fabrice Lorvo.

Égalité des chances ou déchéance de l'égalité ?

En phase avec la réalité, le gouvernement vient de mettre sur la table une réforme qui propose de revoir les conditions d'entrée à l'Université. Comme il fallait s'y attendre, le concert des partisans de l'immobilisme a joué son refrain bien connu : l'hymne à la défense du sacro-saint principe de l'universalité de l'Université. Mais dans quel but ? Défendre la liberté – le droit acquis ! – des bacheliers à accéder sans contraintes aux formations universitaires de leur choix, quitte à compter les points des échecs plus tard ?

Cette question obère la seule interrogation véritablement anxiogène : celle du devenir de ces millions de jeunes sans formation et sans métier, et de la nécessité de prendre acte d'un chômage endémique, qui n'épargne pas davantage les jeunes universitaires, que ceux qui échouent aux portes de l'Université.

Nous savons hélas que sur les 62 % d'étudiants français inscrits à l'Université, nombreux sont ceux qui n'y trouvent pas de passeport pour l'emploi. Ainsi, par exemple, 57 % des diplômés de master en sciences humaines et sociales n'ont toujours pas d'emploi stable trente mois après l'obtention de leur diplôme. Dès lors, quelle curieuse idéologie pousse tant de doctes savants à soutenir que la transmission d'un savoir est la principale, voire la seule, fin universitaire ? Pour ensuite refuser de poser la question de l'orientation.

Une autre question, plus brûlante encore, mériterait d'être adressée à tous les défenseurs du mammoth, ceux-là même dont on entend la voix à chaque fois que le bon sens s'invite dans le débat : si l'Éducation nationale avait mieux fait son travail, l'orientation, et la sélection, feraient-elle encore débat ?

Cette consternante réalité qui frappe notre jeunesse confirme que l'Université souffre, et ce n'est pas nouveau. Nul ne devrait en douter, et les classements internationaux ne cessent de le rappeler. Les maux qui affectent « l'autre mammoth » sont d'une double nature. Très irritable, il se met en

crise dès qu'on tente de le réformer, même à la marge. De là à le transformer... Mais cette susceptibilité masque l'autre crise, celle d'un système qui ne « délivre » plus, qui ne remplit plus sa mission d'origine : offrir un apprentissage qui procure une somme de connaissances suffisantes pour appréhender le monde du travail en position de force. Face à la révolution numérique encore balbutiante, l'ambition républicaine doit consister à former des citoyens qui ont "appris à apprendre", capables d'adaptation et de créativité, et non des récitants qui reproduisent fidèlement des solutions éprouvées.

Mais au lieu de cela, pendant ces décennies influencées par l'interdit d'interdire, le confort du *statu quo* et la fuite en avant, les portes laissées grandes ouvertes ont repoussé plus loin le temps d'une nécessaire sélection que le marché du travail se charge d'opérer sans le moindre état d'âme. Au nom de quoi laisser tant de jeunes s'engouffrer dans des impasses ?

Arrêtons de dissimuler « l'affreuse » réalité ! La sélection s'opère tout au long de la vie, à travers les choix que l'on fait, ceux que l'on ne fait pas, et ceux qui sont fait à notre place. Ainsi va la vie, la sélection est permanente, elle est « naturelle », elle fait partie de l'équation, et s'il y a bien un enjeu pour la République, ce n'est pas de chercher à supprimer la sélection ou à niveler sur la base d'absurdes considérations, mais d'agir pour que chaque jeune ait la chance de jouer la ou les bonnes cartes qu'il a en main. Quitte à prendre le risque de l'orienter et de le « pousser » en fonction de ses aspirations, de ses aptitudes, et de ses compétences déjà révélées. Car est-il sérieux de considérer qu'avant la classe de terminale, chaque jeune est capable de savoir à coup sûr dans quel domaine il s'épanouira ?

La véritable promesse de notre République, c'est de donner sa chance à chacun, sans négliger de rappeler aux jeunes que pour réussir, sa vie ou dans la vie, il faut se dépasser, se « faire mal », prendre des risques ou même se mettre en danger, et persévérer.

Il est donc urgent de substituer à cette sélection « sauvage » et post universitaire, des critères de sélection équitables. Le projet de réforme présenté par le Premier ministre constitue une première tentative. Il ne nous semble pas qu'il soit ici question de « tuer dans l'œuf » les rêves d'avenir d'un jeune, mais de faire preuve d'un minimum de pragmatisme. Dans un pays comme la France, imbibée par l'idéal des Lumières, l'éducation, comme la santé, n'ont pas de prix. Mais elles ont un coût, et dans le cas spécifique du système éducatif et universitaire, le « retour sur investissement » est pour le moins médiocre. Une médiocrité qui rejaillit de plein fouet sur une autre promesse que la République se devrait de tenir, celle de permettre à chacun de saisir des opportunités tout au long de son parcours professionnel. Nous en sommes loin.

Ainsi, sur l'orientation, le projet de loi essaie de renforcer le temps qui sera consacré à l'orientation des lycéens. Mais la question des critères sur lesquels se fera cette orientation reste à étudier. Un jeune ne devrait pas entendre parler d'orientation pour la première fois en terminale. L'orientation, c'est-à-dire le choix d'une voie d'études – et plus largement d'un projet d'avenir –, doit être perçue comme un processus, un parcours qui commence dès le collège. L'enseignement supérieur et le monde professionnel doivent être impliqués tout au long de ce parcours, et ce pour deux raisons : fournir aux futurs étudiants les informations nécessaires pour guider leur choix d'orientation ; et faire connaître les métiers en tension et émergents pour lesquels les offres d'emplois sont perpétuellement insatisfaites. En cessant enfin de mépriser les métiers de la main !

L'orientation ne s'arrête pas au bac. Pour respecter la diversité des choix et permettre des changements d'orientation en cours de route, des passerelles doivent être établies entre les filières universitaires elles-mêmes, et entre les filières universitaires et les filières professionnelles. La gouvernance de l'Université doit être plus souple, plus agile et permettre des parcours individualisés. Il faut aller au bout de l'ouverture et s'inspirer de ce qui se passe dans les grands pays de l'OCDE.

Pour que ces changements, ces améliorations, aient un impact réel et positif, il faudra lever un tabou : celui de la nécessaire flexibilité des filières au regard de l'économie de la connaissance. Ouvrir des filières, diminuer l'accueil dans d'autres lorsque les possibilités de débouchés fluctuent. En un mot, combattre ce qu'est devenu trop souvent l'Université, à savoir un passage obligé, dénué de finalité, bien loin des filières d'excellence qu'elle devrait offrir aux jeunes. Il ne s'agit, ni plus ni moins, de savoir si nous voulons relancer un véritable processus d'égalité des chances – celles « de réussir » –, ou bien si nous continuons à laisser agir les forces qui fabriquent cette déchéance de l'égalité.

Par Alexandre Malafaye.

La « Matrice » est en danger !

« *Les grands hommes se passionnent pour les petites choses, quand les grandes viennent à leur manquer* » écrivait d'Alexis de Tocqueville à Gustave de Beaumont en 1857. À l'heure d'un débat public qui vire à la cacophonie, ce constat ne pouvait pas mieux ressortir du chapeau de l'Histoire. Écriture inclusive, interdiction de la cigarette au cinéma, ou dernière en date, ajout du mot « matrimoine » aux Journées du patrimoine (une initiative proposée par EELV au Conseil de Paris et qui sera étudiée en 2018), sont autant de « petites choses » qui mobilisent nos représentants et déchaînent la JAVA (Jungle Audiovisuelle, Virtuelle et Artificielle).

Signe des temps qui changent ou simple dérèglement passager de la parole publique ? Il semble bien que l'intérêt manifeste de l'État pour le marginal dure, et même s'amplifie.

À quand remonte le début de cette dérive ? Est-elle liée à la multiplication des moyens d'expressions et de communications ? Est-elle inhérente à cette façon moderne de faire de la politique ou, pour exister, il faut d'abord faire du bruit ? Est-elle accentuée par la marchandisation de l'information, devenue simple source de profit ?

Des réponses se dessinent, et ne peuvent nous rassurer. Dans ce monde « vertu-réel », la voix de l'État se perd, se dilue et se brouille, au point de ne plus occuper une place de choix dans le débat démocratique. Car enfin, soyons un peu sérieux. Par comparaison avec la lutte contre le terrorisme islamique, le réchauffement climatique, les migrations, le chômage des jeunes et l'éducation nationale, les déserts médicaux, la cohésion sociale ou celle des territoires, les Journées du « matrimoine » ont de quoi faire rire, ou pleurer. Mais pour traiter les grands sujets, un minimum de hauteur de vue s'impose, ce qui oblige à laisser de côté ces encombrants petits calculs politiques à vocation existentielle.

Dans les faits, si l'État ne joue plus ce rôle d'initiateur et d'animateur clé du débat public, c'est parce qu'il alimente cette cacophonie démocratique, au même titre que tous ceux dont internet a démultiplié la parole. Comme l'État est poussé à nous assister dans tous les actes de notre vie quotidienne – au nom du fameux principe de protection –, qu'il nous dit comment nous alimenter, comment élever nos enfants, comment écrire, où fumer, où installer les crèches de Noël, qu'il a circularisé près de 400 000 normes, et qu'il taxe tout et même n'importe quoi, ne nous étonnons pas que le débat public tourne au ridicule. Même l'Union européenne en rajoute, en définissant la taille des coupelles d'huile d'olive dans les restaurants, la vitesse des clignotants des voitures, le débit des poires de douche et même la largeur des lunettes WC...

Que d'État ! C'est pourtant là que réside le plus saisissant paradoxe : en apparence, les droits de l'État ne cessent de se renforcer, au détriment de ceux du citoyen qui évolue dans un état de droit de plus en plus corseté. Mais en réalité, même s'il s'immisce de plus en plus dans notre vie au travers de cette folie normative et hygiéniste, et que la pression terroriste le conduit à davantage à encadrer nos libertés, sur l'essentiel, il ne contrôle plus rien. Il subit la pression des voix minoritaires, des flambées d'indignation sur les réseaux sociaux, et il cède sur le principal, perdant de vue ce qui ne devrait cesser de l'occuper, à savoir l'intérêt général de notre pays et son futur. Comme la nature a horreur du vide, il réglemente à tour de bras, au lieu de chercher à reprendre la main sur un jeu qui lui a échappé. Sa légitimité en pâtit nécessairement, puisqu'elle ne repose plus que sur sa capacité à administrer la légalité et à s'emparer de sujets accessoires, ou qui ne devraient pas relever de sa sphère. Certes, nous avons tous le droit de penser et de partager *urbi et orbi* (merci Twitter !) le fruit de nos élucubrations, mais au moins, l'État se devrait de penser droit... et ne pas penser qu'au droit, et en droit, pour agir.

S'il ne se ressaisit pas, cette hyper-mobilisation de la parole et de l'action publiques sur le secondaire finira par condamner notre façon de vivre. Car à l'heure de cette révolution numérique dont nous n'avons toujours pas saisi le sens et la portée, deux périls menacent la bonne gouvernance de notre pays :

1. Se laisser déborder par les affaires courantes. Si les journées de Jupiter font sans doute 36 heures, il n'est pas Louis XIV et ne peut proclamer « l'État, c'est moi ». L'État, c'est une multitude d'acteurs désorientés (et parfois calculateurs) qui, pris au piège d'un système déresponsabilisant, laisse tout remonter à l'étage supérieur, pour finalement aboutir au sommet de l'État, sur le bureau de son chef. Le prédécesseur d'Emmanuel Macron en a fait les frais, à se retrouver contraint de gracier telle condamnée après une pétition, ou de négocier en direct avec une jeune roumaine. De telles pratiques appartiennent au passé, pensez-vous ? Peut-être. Nous verrons bien dans la durée si le Président Macron parvient à se tenir à bonne distance du quotidien, et surtout à canaliser le génie normatif des centaines d'électrons libres et bavards qui gravitent autour de lui.

2. Ne pas regarder loin derrière et loin devant. D'où venons-nous, où sommes-nous et où allons-nous ? Qui, de nos jours, au sein de l'appareil d'État, se pose de telles questions et prend la mesure de ce qui est à l'œuvre ? Qui réalise que le pointillisme législatif actuel laissera bientôt la place à un autre style de figuration, le réalisme *soft totalitaire* ? Le « Big brother » qui nous guette n'est pas celui de Georges Orwell, issu d'une guerre nucléaire, mais celui né du mariage entre *Big data* et *Big morale*. Là encore, vous avez le droit de douter. Mais prenons un exemple et tirons un peu dessus. Dans des dizaines de pays, les animaux de cirque sont interdits. Pour l'instant, la France résiste. Mais elle finira par céder, c'est le sens de l'histoire, et il faudra aller plus loin, toujours plus loin. Viendra bien le moment où certains s'intéresseront au sort des oiseaux en cage, aux chiens en laisse ou aux chats d'appartement. Ils seront eux-aussi interdits. Par chance, grâce à l'intelligence artificielle, nous continuerons à avoir nos Fido, Bubulle, Titi et autre Grisou, autant de gentils petits robots, semblables en tous points aux vivants, à ceci près que nous n'aurons plus à souffrir de leur disparition, ni à aller chez le vétérinaire...

A défaut d'être certain, ce futur est possible, voire probable. En 1970, nos parents ou nos grands-parents n'auraient pas « acheté » le projet de la France d'aujourd'hui. Voilà pourquoi il convient de tirer les leçons de l'Histoire récente et de réagir. Bâtir un projet de société, ce n'est pas laisser le pays dériver sur une pente savonnée, tout en jouant la comédie des apparences. Alors s'il y a bien une « grande cause du quinquennat », c'est celle-là. Revenir à l'essentiel et s'y tenir, pour redonner du sens et un cap à la France. Car à l'évidence, la Patrie est en danger.

Par Alexandre Malafaye.

Jean-Luc Mélenchon : fracas et fatras !

En matière de débats politiques, la semaine qui vient de s'écouler le confirme : à l'irresponsable bêtise des uns répond la folie démagogique des autres.

Premier exemple. Dans un débat télévisé, afin de soutenir son propos venimeux à l'égard d'Emmanuel Macron en Afrique, un second couteau socialiste a cru intelligent de souligner que des gens avaient jeté des cailloux sur son convoi. *Des gens... des cailloux... Un incident de quelques secondes...* Quel argument ! Ainsi, en Afrique, il subsisterait des personnes qui n'aiment ni la France, ni l'Occident, ni l'histoire coloniale, ni les Blancs. Mais à quoi bon remuer encore et toujours le couteau dans la plaie de notre passé. D'autant que, même si nous peinons à le regarder en face, il serait judicieux de ne pas balancer à chaque fois le bébé et l'eau du bain lorsque nous l'invoquons. Car à quoi bon cultiver ces confusions historiques culpabilisantes qui ne font qu'entretenir ce sentiment interne de détestation de la France ? Une partie de notre population est sensible à ces arguments, qui la maintiennent dans un état de rejet de notre pays, de ses valeurs et de ses représentants.

Les hommes et les femmes politiques qui, par paresse ou par manque d'inspiration, abusent des raccourcis, des amalgames, du clientélisme et de cette pensée à courte vue, feraient bien de réaliser que leur propos ne servent qu'à encourager ceux qui préfèrent creuser des trous dans la coque du navire France plutôt que de participer à son aventure collective. Hélas ! à force de creuser, comme ils sont nombreux et encouragés à le faire, et que l'océan du XXI^e siècle nous promet de sévères tempêtes, ils pourraient bien finir par tous nous entraîner vers le fond. Les 67 millions de Français que nous sommes ne méritent pas un tel destin !

Les propos de café du commerce sont une chose. Le débat public en est une autre, et pour y participer, un minimum de sens des responsabilités s'impose. C'est en tout cas la posture que devraient adopter celles et ceux qui se veulent se situer dans le champ du politiquement responsable. Car de l'autre côté de la frontière, très à droite, et très à gauche, de dangereux démagogues profitent de toutes les faiblesses de la France, et de l'état de droit couplé au système démocratique pour galvaniser leurs troupes, infiltrer l'appareil de gouvernance et renforcer leurs positions.

Deuxième exemple. Jean-Luc Mélenchon dans l'Émission politique de France 2. Il se présente comme « opposant et proposant » mais en réalité, il n'est que fracas et fatras. Sa bouillie programmatique, sa haine clairement exprimée et dirigée, et sa rhétorique esquivante devraient faire davantage que nous alerter. Des gens comme lui sont prêts à tout pour parvenir à leurs fins. Le simple fait qu'il ne désavoue pas Mme Obono en dit long sur les calculs politiques qu'il fait. Le petit calcul, c'est celui de l'avenir de son groupe de 17 parlementaires à l'Assemblée nationale. Avec un seuil fixé à 15 pour le constituer, M. Mélenchon sait qu'il doit composer. Mais cela lui convient parfaitement, car son grand calcul est électoral. Derrière Mme Obono, qui se reconnaissent dans ses outrances antirépublicaines, se trouvent des dizaines de milliers de Français. Autant d'électeurs qui peuvent aussi descendre dans la rue. Pour celui qui assoit son projet sur la promesse du chaos, une telle ressource n'a pas de prix.

La façon de M. Mélenchon d'exploiter la misère, la détresse, l'injustice ou encore la souffrance, qu'elles soient réelles ou ressenties, compte parmi les plus misérables, et les plus cyniques. Rien de bon n'en sortira jamais et en prime, cette méthode décuple la rancœur de nos concitoyens et mobilise leur énergie au service d'un projet dont la concrétisation ferait sortir la France de l'Histoire.

L'abolition des privilèges n'a jamais duré qu'une nuit. M. Mélenchon le sait mieux que beaucoup, ce qui le rend incapable – et l'hystérise quand on l'interroge – de présenter un exemple de réussite portée par un idéal révolutionnaire. De Staline à Castro et de Mao à Maduro, le bilan n'est guère réjouissant.

Bien sûr, on nous opposera que le modèle libéral et capitaliste ne peut lui non plus se pâmer des plus beaux atours de la vertu sociale, ou écologique. Ce n'est pas faux. Mais bilan contre bilan, la comparaison mériterait cependant d'être menée à terme, car derrière ce modèle, ce sont des états de droit qui prospèrent, au sein desquels les citoyens naissent et vivent libres et égaux en droits, sans crainte qu'une opinion ne les envoie dans une geôle, un camp de rééducation, ou au bout d'une corde. Certes, le colonialisme a existé, nous polluons trop, les inégalités hommes homme / femme persistent, la condition de pauvreté est privative de liberté, et les chances de réussite ne sont pas les mêmes selon que vous ayez eu un chauffeur ou des baskets trouées pour vous rendre à l'école, mais de grâce, cessons de tout mettre sur le même plan.

Ceux qui, à l'instar de M. Mélenchon, « détestent cette société » et « haïssent ses valeurs », mais sont vraiment sincères, feraient bien de regarder ailleurs, avec d'autres préjugés que ceux véhiculés par la gauche gauchisante – ou la droite du même type. Et si par cas ils trouvent des pays dans lesquels le syndicat SUD local propose aux enseignants un « Atelier en non-mixité » pour traiter du « racisme d'État dans la société et en particulier dans l'Éducation », qu'ils soient aimables de nous en informer.

Notre système démocratique est décidément bien tolérant à l'égard de ceux qui le détruisent de l'intérieur. Nous sommes peut-être en marche, mais alors sur la tête ! Tout cela n'est pas raisonnable. Car viendra le moment où chacun sera heureux de choisir son camp, c'est-à-dire celui de l'Europe. Très imparfait et toujours très inégalitaire, ce continent reste le nôtre et il va devoir se confronter aux forces montantes, par exemple celles qui viennent d'Asie, qui ne partagent pas les mêmes valeurs, ni le même mode de vie, et qui ne nous feront aucun cadeau. A quel titre nous en

feraient-ils d'ailleurs ? Après des siècles vassalisés, le carillon de leur domination sonne. Et ne comptons plus sur les Américains pour faire rempart.

Bruno Le Maire, depuis Shanghai, vient de déclarer : « Dans tous les secteurs, la Chine avance à une vitesse stupéfiante. » A n'en pas douter, ce qu'a vu notre Ministre de l'économie n'est que la partie visible de l'iceberg chinois. La loi du nombre alliée à une pratique plutôt modérée de l'éthique font que la puissance et la créativité sont maintenant de leur côté.

Voilà pourquoi nous devons cesser de nous affaiblir collectivement. Sans quoi, même s'ils n'y sont pas prêts (dixit F. Ruffin), les Insoumis pourraient bien gouverner. Avec un peu de chance, lors de son déjeuner à l'Élysée, Barack Obama aura donné quelques précieux conseils à Emmanuel Macron pour qu'il ne soit pas lui aussi remplacé par un populiste. Qui sait, s'il suit la voie de son modèle américain, notre Président renoncera peut-être aux selfies...

Par Alexandre Malafaye.

Avec le combat des chefs, réinventons le débat démocratique !

C'est une bien triste semaine qui s'est achevée avec la victoire des nationalistes corses. En effet, si notre pays se retrouve pour fêter ses bleus, pleurer ses « héros » ou se serrer les coudes face à la barbarie islamiste, une fois le temps de l'émotion passé et les larmes séchées, notre propension à l'individualisme, sorte d'égoïsme de défiance, revient en force et le spectacle continue, comme avant. A chaque fois, avec toujours plus d'acuité, la même question se pose : en tant que Peuple de France, que faisons-nous ensemble ? Vraiment ensemble ? Peu de choses, en vérité, et la classe politique porte ici une lourde responsabilité. Pour asseoir son règne, elle a fait le choix d'attiser nos divisions, au point de fracturer notre Nation et de provoquer une rupture entre gouvernants et gouvernés. Qui se traduit par un chiffre inquiétant, à peine 10 % des Français accordent leur confiance aux politiques, et qui remet en cause le dispositif central de notre système de gouvernance, à savoir la démocratie représentative.

Pur produit de cette crise qui la frappe de plein fouet, l'élection d'Emmanuel Macron ne la règle en rien, et il serait dangereux de se laisser aller à le croire. Fragilisée dans ses fondations et chamboulée par la révolution numérique, la démocratie représentative se voit désormais challengée, et même menacée, par la démocratie participative, et par la démocratie directe. Le *dégagisme* qui a sévi lors de l'élection présidentielle, version politique de l'*uberisation*, en est l'illustration la plus criante. Or, dans un pays comme la France, le pouvoir central doit garder la maîtrise de l'appareil de gouvernance, ce qui impose de restaurer sa légitimité. Faute de quoi nous continuerons à perdre, année après année, des parcelles de souveraineté. Pour cela, les engagements doivent être tenus et

surtout, produire des résultats visibles. Mais un autre écueil se dresse sur le chemin de ce vaste chantier : la qualité très relative du débat public dont la tonalité souvent polémique et la concurrence entre médias dénaturent les réalités et amplifient l'accessoire, au point d'éclipser l'essentiel. Le temps est donc venu d'adapter le débat public aux enjeux de notre époque et au numérique, pour l'amener au meilleur niveau possible, avec des formats adaptés, et en inscrivant cet effort dans le temps long. Il s'agit d'un véritable défi que le pouvoir exécutif doit relever s'il veut « faire de la politique autrement ».

Les douze derniers mois nous enseignent que le débat public peut produire le meilleur et le pire. C'est donc du meilleur qu'il faut tirer leçon. Deux types de débats sont parvenus à mobiliser les Français en masse :

- Les débats des primaires de la droite et de la gauche, puis ceux opposants les candidats à l'élection présidentielle.
- Plus récemment, avec la participation d'Edouard Philippe à « L'émission politique » de France 2 et l'interview d'Emmanuel Macron sur TF1.

Dans le premier cas, il s'agissait d'une confrontation entre aspirants aux plus hautes fonctions exécutives. Dans le second, nous avons vu l'exécutif monter en première ligne. A chaque fois, ces débats obtiennent de fortes audiences, qui oscillent entre 4 à 16 millions de téléspectateurs.

Il en ressort que les confrontations « politiques contre journalistes » sont moins fécondes en termes de pédagogie politique ou de confrontation d'idées que les débats entre pairs. C'est ainsi, les journalistes mènent une bataille par nature asymétrique face aux grands leaders politiques. Leur déontologie leur interdit de se comporter comme des opposants, ce qui limite la contradiction. Il leur est par conséquent plus difficile de combattre la propagande des uns et le démagogisme des autres. C'est seulement lors des grands duels, d'égal à égal, que le meilleur de la lumière politique parvient à se manifester et que les opinions peuvent se forger. Nous le constatons à chaque fois de façon éclatante.

Par ailleurs, même si le cœur de la démocratie est censé battre à l'Assemblée nationale, les débats qui s'y tiennent ne permettent pas au pouvoir exécutif d'expliquer sa politique au plus grand nombre. Il l'a d'ailleurs bien compris et le Président de la République n'hésite plus à dialoguer directement avec les Français.

Alors avec Jacky Isabello*, « nous avons fait un rêve ». Ensemble, au début de l'année 2017, nous avons lancé une initiative baptisée « 3 débats sinon rien » et interpellé le CSA pour que soient organisés des débats entre les candidats à la présidentielles avant le premier tour, et entre les deux tours.

Notre rêve, cette fois nommé « 4 débats sinon rien », a pour ambition de placer quatre fois par an le pouvoir exécutif face aux forces de l'opposition représentées au Parlement, ou à celles de la société civile organisée. Chaque débat serait retransmis à une heure de grande audience sur les grandes chaînes de télévision et de radios qui restent toujours très regardés et écoutés, et qui touchent toutes les couches sociales. Des journalistes, choisis pour leur compétence et leur impartialité, arbitreraient ces débats. Les deux premiers seraient des « figures imposées » et les deux suivants des « figures libres » :

Le 1^{er} débat, avec le Président de la République, porterait sur les grandes orientations du quinquennat, le projet de société, et la politique étrangère.

Le 2^{ème} débat, avec le Premier ministre et des ministres choisis, traiterai du projet de loi de finance.

Pour les 3^{ème} et 4^{ème} débats, l'opposition, puis la société civile organisée, auraient le choix du thème.

Afin de permettre aux citoyens de se réapproprier les lieux qui concourent au bon fonctionnement de notre démocratie, nous proposons que ces débats soient alternativement organisés au Palais de l'Élysée, puis à l'Assemblée nationale, au Sénat et enfin, au CESE.

Au total, entre deux élections présidentielles, et en neutralisant les neuf mois précédant l'élection suivante, il serait possible d'organiser une vingtaine de débats de ce genre sur la durée d'un quinquennat. Tous les grands sujets pourraient alors être passés en revue : éducation, défense, endettement, sécurité, Europe, migrations, Afrique, révolution numérique, etc. Avec les temps, nous faisons le pari que les Français seraient mieux informés des réalités politiques, économiques, sociales, géopolitiques, etc. ; ils saisiraient mieux les enjeux de chaque sujet et, lors des élections, ils pourraient se déterminer en conscience et non en émotion, ou en fonction de la parole la plus forte, ou la plus audible du moment.

Cette fois encore, nous allons interpeller le CSA, et l'ensemble des parties prenantes, pour que soient instaurés de tels débats et qu'un cadre juridique leur soit donné afin d'éviter que des influences conjoncturelles liées à des intérêts particuliers n'en compromettent la tenue.

Nous sommes peut-être à l'aube du « renouveau démocratique », mais pour qu'un jour nouveau se lève sur la France, il faut réinventer la discussion publique, pour que la lumière jaillisse enfin.

Par Alexandre Malafaye.

De la République française à l'État de travers...

Nous le voyons depuis deux décennies, le cadre légal dans lequel nous évoluons, c'est-à-dire l'État de droit, se transforme peu à peu au profit d'un État des droits, celui du plus fort, du plus bruyant, du plus vindicatif ou du moment, pourvu qu'il aide à glaner des voix. Le dérèglement est patent. Nous évoluons désormais dans un État qui fabrique du droit à n'en plus finir pour compenser son incapacité à faire respecter la justice, toutes les justices, et ainsi faire vivre – et respecter – les valeurs de la République française. Si cette étrange année 2017 se termine avec une note d'espoir, les premiers pas réussis d'un Président de 40 ans, pour autant, aucune cohérence d'ensemble ne se dessine, que ce soit au plan national, européen ou mondial. En France, trop souvent, le dogme ou l'irréflexion de la pensée publique ajoutent aux forces qui entraînent notre « vieux monde » dans un dérapage de plus en plus incontrôlé.

Ainsi, la précipitation et l'émotion font commettre des erreurs graves à nos gouvernants. Prenons l'exemple du couple transparence et moralisation, un assemblage aux apparences vertueuses mais qui devient vite infernal à l'usage si la lettre prime sur l'esprit et si ceux qui manipulent ces principes n'en modélisent pas les effets à long terme. Ajouté à la facilité et la lâcheté qui caractérisent trop souvent l'action politique, nous réunissons là les ingrédients annonciateurs d'une fin de régime, ou de cycle.

Commençons par la transparence. Telle que le législateur l'a conçue, elle sonne le glas de la vie privée pour tous ceux qui choisissent de s'engager en politique, et cela, de façon irréversible. Car une

fois la déclaration de patrimoine rendue accessible à tous, le retour à la vie d'avant n'est plus possible. Il y a là une rupture d'égalité vis-à-vis des autres citoyens. Par ailleurs, combien de polémiques vont-elles naître de ce voyeurisme ? Qui pour reprocher à tel ministre le nombre de ses voitures et y voir une contradiction au regard de ses convictions. Qui pour traiter tel autre ministre de « riche » et contester sa capacité à s'occuper de questions sociales. Parce que, évidemment, il faut manger froid pour avoir le droit de parler de chauffage. A coup sûr, nous allons dénaturer le lien que nous entretenons avec ces personnalités. Et personne pour défendre l'idée que le talent et un travail acharné, souvent assorti de sacrifices personnels, expliquent ces bonnes fortunes. Ni pour féliciter ceux qui apportent leur compétence à notre pays et renoncent à des rémunérations autrement plus sympathiques que celles offertes par l'État. A ce train là, seuls les moines pourront devenir ministres. Et encore, même un ecclésiaste a un passé, et nous trouverons le moyen de lui adresser un reproche. Car qui peut prétendre être conforme aux standards du moment... depuis toujours ?

L'absurdité de la situation actuelle fera des victimes dans le futur, car viendra le moment où l'exécutif renoncera à nommer telle personnalité expérimentée au prétexte de son patrimoine ou de la signification, aux yeux de certains, de telle propriété. Effet pervers en forme d'assurance anti polémique.

Faut-il que nos gouvernants aient été inconséquents pour ne pas avoir confié à la haute autorité concernée, le soin de vérifier en toute confidentialité que le pouvoir n'enrichit pas indûment ceux qui l'exercent. Car à l'heure de l'ochlocratie numérique, le peuple ne fera pas un usage raisonné de ces informations. Et il continuera à se faire berner par plus malin que lui, qui agira dans l'ombre, là où le feu de la transparence ne sévit pas. Pour faire voter un amendement qui sert les intérêts d'une corporation. Pour obtenir un permis de construire, ou un passe-droit, grâce à sa position favorable. Mieux aurait valu édicter des règles limpides, et des sanctions très sévères appliquées sans faillir, que cette folle transparence.

Nous voulions le contrôle, nous aurons la terreur, et ce n'est pas ce climat moralisateur durable qui va calmer les esprits. Nous l'avons encore vu avec l'éviction de l'humoriste Tex de l'émission « les Z'amours » de France 2, après sa blague sexiste sur C8 et la saisine du CSA par Marlène Schiappa. Sans l'intervention de la secrétaire d'État, il y a fort à parier que l'animateur n'aurait pas perdu son job. Pas maintenant, en tout cas. Dès lors, pourquoi Mme Schiappa, qui porte aussi un regard critique sur le profil des Miss France, ne s'est-elle pas indignée quand M. Mélenchon s'est comporté de façon si méprisante et machiste à l'égard de Laurence Debray dans « l'émission politique » ? Aurions-nous assisté à la même scène dans le cas d'une inversion des forces physiques en présence ? Nous en doutons.

Voilà ce qui affaiblit l'État de droit. Le recours à la facilité et cette consternante faculté d'abuser de son autorité quand cela ne nécessite aucun courage. Il en va de même pour le radar niché de façon mesquine, pour collecter une autre forme d'impôt dans des poches souvent vides. Cette basse conception du rapport du fort au faible, sous couvert de morale, de bienveillance ou de pseudo légitimité. Mais quand il s'agit de certains quartiers, ou de Notre Dame des Landes, curieusement, l'État n'affiche plus la même désinvolture. Les Zadistes ne sont pourtant pas les descendants d'Astérix, mais comme lui, ils possèdent une potion magique. Internet et les médias en continu. Nous observerons avec une curiosité certaine la détermination dont l'État fera preuve pour évacuer la ZAD et rétablir l'ordre. S'il recule, ou tergiverse encore, l'effet sera dévastateur pour l'autorité publique.

La facilité, c'est aussi de la façon dont les responsables politiques participent au débat public. Nous l'évoquions dans une chronique précédente, mais il était insensé de voir colportés par certains et commentés par d'autres ces quelques jets de cailloux sur une voiture du cortège d'Emmanuel Macron à Ouagadougou. Au lieu de cela, qui a pris la peine d'écouter, et de relayer, le remarquable discours du Président ghanéen prononcé à Accra devant Emmanuel Macron ? Nana Akufo-Addo a

exhorté son Continent à prendre son destin en main, pour conserver sa jeunesse, et cesser de vivre aux crochets de généreux pays comme la France. Mais qui s'en soucie ? En revanche, que notre Président passe un week-end à Chambord, ça, c'est de l'info !

La facilité, enfin, celle de Jean-Jacques Urvoas, l'arroseur arrosé, qui renseigne Thierry Solère à propos de ses tracasseries judiciaires. Quelle pouvait être la motivation de ce Garde des Sceaux dont beaucoup louaient l'intégrité ? Le syndrome Thévenoud ? Voulait-il aider le député républicain à prendre la bonne décision s'il lui était proposé d'intégrer le gouvernement, et ainsi éviter qu'une nouvelle affaire de moralo-transparence ne frappe une classe politique déjà éprouvée. Ce contournement de la Loi par celui-là même qui venait de la faire confirmer que le remède est pire que le mal. Décidemment, l'État de droit ne cesse d'aller de travers. Vivement 2018 !

Par Alexandre Malafaye.

1881 – 2018 : il est temps de réinventer la gouvernance des médias !

L'affaire récente du « traquenard médiatique » dont M. Mélenchon prétend avoir été victime lors de son passage à « l'Émission politique » sur France 2 (30 novembre 2017) présente un double intérêt : d'abord par la question qu'il a posée, et ensuite par les réactions qu'elle a suscitées.

La question posée était celle de savoir s'il était toujours acceptable que les journalistes ne répondent devant personne d'une éventuelle atteinte à leur déontologie. M. Mélenchon en appelait donc à la création d'un « tribunal professionnel » de la presse.

En préambule, il convient de rappeler que la responsabilité d'un journaliste ne peut, en principe, être engagée par un plaignant qu'en cas d'abus de la — sa — liberté d'expression. En résumé, c'est essentiellement la diffamation (atteinte à l'honneur et à la considération d'une personne), l'injure, la diffusion de fausses nouvelles ou l'incitation à la haine. En dehors des cas prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881, la responsabilité du journaliste ne peut pas être engagée. C'est une protection indispensable pour garantir la liberté de la presse.

Reste la question d'une possible entorse par un journaliste à sa déontologie et notamment à « la vérité, la rigueur et l'exactitude, l'intégrité, l'équité et l'imputabilité¹ » de l'information. Force est de constater qu'il n'existe pas de juridiction, en France, qui puisse se prononcer sur une éventuelle faute

déontologique. M. Mélenchon a donc proposé de créer une instance professionnelle dédiée à cette mission. Ce qui est intéressant, c'est la réaction offusquée de nombreux professionnels de la presse qui s'opposent à une telle évolution en brandissant une atteinte à la liberté de la presse.

Loin de nous l'idée de remettre en cause ce dogme qui constitue effectivement la pierre angulaire de notre démocratie. Mais un tel organe de contrôle existe dans des pays qui ne tournent pas manifestement le dos à la démocratie. Il existe en Belgique, qui s'est dotée d'un conseil de déontologie journalistique composé de six journalistes, six éditeurs de presse, deux rédacteurs en chef et six représentants de la société civile. De son côté, le Québec a instauré un « tribunal d'honneur du Conseil de presse ». Sa mission est la « protection de la liberté de la presse et à la défense du droit du public à une information de qualité. Son action s'étend à tous les médias d'information distribués ou diffusés au Québec, qu'ils soient membres ou non du Conseil, qu'ils appartiennent à la presse écrite ou électronique. »

Alors bien sûr, tout cela se passe hors de France, et il est possible que de telles institutions soient incompatibles avec les gènes d'un pays qui a tout de même inventé les Lumières et apporté la civilisation à l'humanité ! Et pourtant, ce principe est bel et bien prévu dans la charte d'éthique professionnelle des journalistes. Extrait : « un journaliste digne de ce nom (...) :
- n'accepte en matière de déontologie et d'honneur professionnel que la juridiction de ses pairs ; répond devant la justice des délits prévus par la loi ».

Ajoutons que la création d'un tel conseil a été appelée de ces vœux, en France, par une partie de la profession, notamment en 2013. Le Syndicat National des Journalistes avait annoncé d'ici trois ans la constitution d'une instance de déontologie des médias, afin d'enrayer la défiance vis-à-vis du public. Ce projet ne semble pas avoir abouti.

Une information de qualité est un bien infiniment précieux dans notre société. Et ce, d'autant qu'avec la révolution numérique, la qualité de l'information tend à baisser, et la rumeur comme la manipulation (type *fake news*) prennent une ampleur inédite. Dans le même mouvement, la défiance entre le public et les médias s'accroît de plus en plus.

Que ce soit pour mettre fin au discrédit porté contre la profession de journalistes, ou pour sanctionner des dérives possibles, il serait utile qu'une instance de déontologie paritaire (moitié professionnel et moitié public) soit effectivement créée en France. Ce tribunal d'honneur (le nom est si joli) ne pourrait être assimilé à un tribunal civil car il ne posséderait aucun pouvoir judiciaire, réglementaire, législatif ou coercitif, et il n'imposerait aucune autre sanction que morale. Il aurait aussi le mérite de faire une place à un grand absent de l'information en France, le public. N'oublions pas que le droit à l'information des journalistes doit avoir pour corolaire le droit du public à être bien informé. Dans ces conditions, il est normal que ledit public puisse participer au jugement éthique de l'information qu'on lui présente.

Il serait bien utile pour stimuler un rehaussement de la qualité de l'information dans un cadre plus éthique, et ainsi amorcer le retour de la confiance du grand public. Sa création permettrait notamment de mettre un terme aux suspicions lancées contre les journalistes. Si un tel organisme avait existé, M. Mélenchon aurait pu le saisir, mais rien n'indique qu'il lui aurait donné raison. À ce jour, seules demeurent ses accusations et le doute consécutif.

Au moment où l'audiovisuel — à commencer par le service public — est tant stigmatisé, les journalistes auraient tout à gagner avec l'instauration d'un tel « tribunal d'honneur ». La confiance du public reste le meilleur protecteur de l'information, et donc des journalistes. C'est probablement du fait de ce manque de confiance que le Président aurait déclaré, en petit comité, que « l'audiovisuel public est la honte de la République ».

Que ce soit M. Mélenchon ou notre Président, force est de constater que c'est l'information produite par l'audiovisuel public qui, à ce jour, se trouve dans l'œil du cyclone. Serait-elle devenue une victime expiatoire ? Une sorte d'offrande sacrificielle à l'initiative du personnel politique ? Ce qui est sûr, c'est que les propositions de réforme de l'audiovisuel public, concoctées par le Gouvernement ne tarderont pas à venir. Ce serait une belle occasion pour créer ce tribunal d'honneur mais il est probable que cela ne soit pas la priorité des réformateurs. Dans tous les cas, le récent entretien élyséen entre le Président et Laurent Delahousse (17 décembre 2017 France 2) illustre là encore, la nécessité de réinventer les formes du débat politique. Synopia s'engage en ce sens².

En attendant, saluons les hommes et les femmes de l'audiovisuel public qui se battent au quotidien avec la même passion d'informer le public et ce, même lorsque les crédits baissent (en 2018, une nouvelle économie de 80 millions d'euros a été demandée). Après le « travailler plus pour gagner plus » de 2007, Emmanuel Macron invite à « travailler mieux mais avec de moins en moins de moyens », ce nouveau cap ne doit pas être au détriment de l'information du public. Nous y veillerons.

Par Fabrice Lorvo.

« Démocratie, liberté, réseaux sociaux : dormez braves gens, mais que d'un œil ! »

Comment expliquer l'engouement jamais démenti pour les livres, les séries et les films d'anticipation ? Le futur dépeint y est souvent toujours le même : une tyrannie s'installe, de manière pernicieuse et opportuniste, profitant de crises économiques, sociales, écologiques, migratoires, ou d'une invasion par des extraterrestres mal intentionnés.

Les nouvelles technologies sont copieusement utilisées à des fins d'asservissement ; les classes sociales s'opposent ; un tyran ou une caste s'empare du pouvoir, par la force ou non, et révèle ensuite son vrai visage.

Si les scénarios diffèrent quant aux causes de l'instauration de ces nouvelles dictatures, l'issue est souvent la même : face à une population inerte et docile, un petit groupe de « héros », souvent jeunes, prend conscience de la gravité de la situation et fait preuve de courage en s'opposant au nouvel ordre établi, jusqu'à la victoire et au renouveau de la démocratie, sur l'air de la liberté retrouvée.

A chaque fois, ces œuvres interrogent l'actualité : sont-elles le reflet d'un danger intériorisé et redouté par le public ? S'agit-il de mises en garde délibérées contre des dérives autoritaires potentielles ? Veulent-elles nous faire prendre conscience des signes avant-coureurs ? Ou bien

participent-elles plutôt d'une mise en condition, n'ayant à ce titre qu'un rôle cathartique nous permettant de justifier à nos yeux l'accumulation de nos renoncements ? Les œuvres d'anticipation constituent en cela un médium d'autant plus adéquat qu'elles nous font, *in fine*, miroiter le retour lointain, mais quasi certain, des libertés...

Sans basculer dans les théories du complot qui alimentent la fiction et sont souvent très éloignées de la réalité, nous pouvons légitimement tirer la sonnette d'alarme tant les raisons objectives d'être inquiet se multiplient. Certains des ingrédients nécessaires à l'avènement d'une des multiples formes du totalitarisme sont aujourd'hui réunis : érosion du lien social, perte de confiance dans les représentants élus et dans le système politique en général ; dé-hiérarchisation des informations et diminution de la qualité du débat public ; dramatisation à outrance et culture de la mise en scène permanente ; ou encore l'engouement fugace, et souvent violent, des opinions publiques, pour ne citer que quelques exemples.

Bien sûr, les mécanismes démocratiques amortissent encore les effets pervers des éléments précités, et certains contre-pouvoirs jouent toujours leur rôle, avec plus ou moins d'efficacité. En définitive, ces séries et films d'anticipation nous permettent surtout de jouer à nous faire peur. Pourtant, les grandes tendances observables peuvent faire craindre des manipulations massives de l'opinion publique destinées à l'influencer, à diriger ses regards et ses indignations, pendant que des acteurs publics et privés agissent dans l'ombre ; tout laisse d'ailleurs penser les géants du web américain et chinois maîtrisent la technologie numérique à de telles fins.

Si le point de non-retour était un jour franchi, un héros providentiel émergerait-il afin de nous sauver des méandres de la dictature ? Il est permis d'en douter, tant nos pertes de liberté, pour manifestes qu'elles soient, sont infiniment plus pernicieuses que celles dépeintes dans les fictions, et à ce titre bien moins mobilisatrices. Aussi, la force de l'habitude peut-elle doucement s'installer : si elle est perçue comme une insupportable entrave aux libertés individuelles de ces héros survoltés, la coutume, « première raison de la servitude » selon Etienne de la Boétie, constitue un redoutable frein à la vigilance. L'individualisme croissant couplé à la léthargie puissante créée et entretenue par la société – consommation, divertissement, zapping – peuvent-ils être surmontés, afin de nous permettre d'agir par delà l'indignation ponctuelle ?

Le paradoxe se situe là : nous acceptons que le champ de nos libertés se rétrécisse afin de permettre à l'État de mieux nous protéger. Dans le même temps, nous avons l'illusion de disposer d'une nouvelle liberté grâce aux réseaux sociaux. Mais qui peut aujourd'hui prétendre que cette pseudo liberté bruyante et confuse constitue un gain par rapport à ce que nous concédons chaque jour ?

Sous l'apparence du débat qu'ils s'enorgueillissent d'instituer, les réseaux sociaux fonctionnent bien davantage comme les nouveaux théâtres des passions hystériques et éphémères, dont on ne sait qui, en réalité, les alimente. En plus d'être des amplificateurs de la réaction publique, ils donnent surtout la parole à une minorité agissante – la plupart du temps anonyme et répondant à un agenda bien défini. Il est à redouter que l'on ne bascule définitivement dans ce tribunal de l'opinion publique qui sévit déjà par certains égards. Rien n'y échappe : des actions du gouvernement et des personnalités politiques aux comportements de chacun de nous, l'avis de nos pairs, devenus juges d'un jour, s'exprime pleinement et violemment. Le risque est réel de voir cette nouvelle forme d'expression manipulée et utilisée à d'autres fins que celles de l'intérêt général.

Ainsi, face à ces dangers virtuels mais bien présents, nous nous devons à chaque instant, de faire preuve de vigilance : il en va de la bonne santé et de la vigueur de notre État de droit. Cela passe par une attention accrue aux détails, car la menace devant nous est constituée d'une succession de renoncements qui, additionnés, sont autant d'échecs pour la démocratie et les libertés individuelles. Alexis de Tocqueville avait déjà en son temps pressenti le désintéressement des citoyens à la chose

publique, phénomène presque inhérent aux régimes démocratiques stables. Il importe donc de prendre sa suite et de s'arrêter sur les ressorts de la vigilance politique en temps de paix.

L'éducation de l'opinion et son éveil au sens critique seront toujours les meilleurs remparts face aux risques de manipulation. Mais cela suppose que nous soyons individuellement et collectivement disposés à préférer les processus de délibération et de discussions au sein de l'espace public, au détriment du bruit produit par l'agrégation des indignations et des condamnations proférées en chœur par des disciples dont Panurge aurait été satisfait. Il reste à inventer des procédures participatives qui ne soient ni confisquées par des minorités agissantes, ni ignorées superbement par un pouvoir politique sûr de son fait.

Ne nous trompons pas, la société dans laquelle nous vivons est probablement l'une des plus appréciables de l'Histoire, et l'Homme n'a jamais été aussi libre de faire ses propres choix de vie. Non, ce n'était pas mieux avant. Cette époque qui est celle des plus grandes libertés, couplées aux plus grandes avancées scientifiques et technologiques, nous impose d'être responsables et de veiller à ce que nos libertés, si durement acquises, ne nous soient pas arrachées. La responsabilité imposée par nos libertés fait que nous ne pouvons-nous offrir le luxe de dormir tranquille, pendant que d'autres veillent.

Par Joséphine Staron et Audrey Strohlic.

Élections de 2019 : le Titanic européen évitera-t-il son iceberg ?

Pour peu que l'on soit un tantinet réaliste et lucide sur les enjeux géopolitiques auxquels nous devons faire face au cours des prochaines décennies, on ne peut que souscrire pleinement aux propos du Président de la République sur l'Europe. Que ce soit lors de ses vœux aux Français, ou ceux prononcés devant le corps diplomatique, Emmanuel Macron fait preuve d'un volontarisme européen dont nous avons déjà pu mesurer l'épaisseur lors de son « discours fondateur » à la Sorbonne, ou lors du sommet européen de décembre 2017.

Comment, en effet, ne pas rêver d'une « Europe forte et souveraine » et d'une « Europe qui protège » ? Oui, « l'Europe est bonne pour La France ». Et oui encore, « il ne faut rien céder ni aux nationalistes ni aux sceptiques ».

Il n'est bien sûr pas évident que ce volontarisme soit aussi bien accueilli dans toutes les capitales européennes qu'à Paris. Et au sein même de notre pays, notamment dans cette « France périphérique », il n'est pas non plus certain que la fougue européenne du Président Macron soit appréciée, voire comprise.

La force de cette ambition doit cependant être replacée dans la dynamique actuelle, peu favorable à l'Union européenne. Sans jouer les Cassandre, en prenant un peu de recul sur le quotidien, le

détricotage de l'Union européenne est en marche, aussi bien dans son projet que dans sa constitution.

« Il suffira d'un signe... » dit la chanson. Mais le Brexit constitue bien plus qu'un signe. C'est une sirène d'alarme. Et depuis, les « signes » s'enchaînent : crise en Catalogne, victoire des indépendantistes en Corse, bras de fer entre la Commission et le gouvernement polonais (application de l'article 7), arrivée au pouvoir de l'extrême droite en Autriche, en Italie, revendications autonomistes des riches provinces lombardes et vénitiennes, etc. En France aussi, en sus de la Corse et de l'Outre-mer, nous avons prétexte à inquiétude. N'oublions jamais que les partis dits populistes ont obtenu plus de 40 % au premier tour de la présidentielle. Cet électorat n'a pas disparu et n'est pas tombé sous le charme du *macronisme*.

Dans ce contexte, que « la France soit de retour » – ce qui reste à confirmer dans les faits et les résultats – et qu'elle cherche à ouvrir la voie d'une « refondation de l'Europe » constitue une bonne nouvelle. Ainsi, tel un Don Quichotte cervelé, Emmanuel Macron s'apprête-t-il à livrer bataille contre les moulins populistes et les géants de l'*Eurexit*. Le défi est immense, à la mesure de notre Continent et des déceptions accumulées par les Européens depuis la disparition de l'Union soviétique. C'est en effet à partir de ce moment que, faute de menace qui nous forçait à converger pour être plus fort, chaque pays a choisi de privilégier son agenda national, laissant souvent libre cours aux dérives politiciennes et clientélistes, et à toutes les folies, à commencer par celles de l'endettement et d'un élargissement irraisonné, tout en tapant sur l'Union européenne pour se défaire de ses propres turpitudes.

Le mal est fait. Inutile de nous y attarder, mieux vaut se tourner vers le futur. Par chance, la période est propice aux bonnes résolutions, et nous en voyons deux que l'exécutif serait bien inspiré de reprendre à son compte.

La première concerne l'idéologie anti-européenne qui alimente ces courants nationalistes et « asolidaires », et fait des frontières, du protectionnisme et de l'exit une perspective d'avenir crédible et souhaitable. Il faut la combattre avec la plus totale détermination, car le poison indépendantiste cause déjà de sérieux dégâts.

Revenons sur terre ! Face « aux USA et à la Chine », ainsi associés dans ses vœux de la Saint-Sylvestre par le Président Macron, qui a une chance de rivaliser ? L'UE ? Peut-être. La France avec son 0,9 % de la population mondiale ? N'y pensons même pas. Alors la Corse, la Nouvelle Calédonie ou la Catalogne... absurde ! Face aux géants du web – aujourd'hui américains (les GAFA), et demain chinois (les BATX) – à la vampirisation des données, des contenus et de la valeur ajoutée, à cette guerre numérique mondiale qui ne dit pas son nom, et face au péril potentiellement mortel pour l'humanité de l'intelligence artificielle, prétendre que le repli sur son « soi national » est une option, relève au mieux de l'inconséquence.

En Corse, par exemple, laisser infuser dans les esprits que l'indépendance serait envisageable, peut-être dans cinq ou dix ans, est d'une irresponsabilité qui frise la correctionnelle. Il devrait y avoir un délit de crétinerie en bande organisée ! Ou alors, il faut dire la vérité au peuple corse, tout de suite. La seule voie d'avenir pour une « Corse libre », c'est de devenir un paradis fiscal.

Le rare mérite des mouvements indépendantistes – comme des partis populistes – est de poser quelques bonnes questions. Qui auraient dû, depuis longtemps, interroger et faire réagir les dirigeants français, comme ceux des pays de l'Union. Les politiques de l'autriche se terminent toujours mal. Alors Cessons de tergiverser. La France métropolitaine est en position de force par rapport aux indépendantistes. Elle a bien moins à perdre que les peuples qui se retrouveraient soudain seuls face à leur destin. *A contrario*, elle aurait beaucoup à gagner à prendre l'initiative

lorsqu'il s'agit de répondre à des attentes légitimes et d'imaginer le mode de gouvernance adapté à chaque territoire éloigné de Paris.

Par ailleurs, qu'il faille améliorer l'UE et corriger ses travers, c'est évident. Comme il est pertinent de chercher à lui donner les moyens – qu'elle n'a pas – de protéger. Mais tout cela doit se conduire de façon hautement responsable, visionnaire, et avec la ferme volonté de consolider et renforcer le bloc européen.

La seconde résolution touche à la formulation de notre nouvelle ambition européenne. Cette fois, il faut placer la barre au bon niveau et ne plus décevoir. Faire croire qu'un sportif peut sauter une barre à deux mètres et découvrir qu'il peine à dépasser un mètre conduit les spectateurs à de vives désillusions.

De la même façon, il est maintenant nécessaire de cesser de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Les effets de manche ne sauraient constituer la base d'un langage de refondation. Donner envie, oui. Bercer d'illusions, non. Les peuples ne s'y laisseront plus prendre. Ainsi, sur l'Europe de la défense, sur les coopérations structurées, comme sur les travailleurs détachés, évitons d'amplifier les réalités. La communication se doit d'être juste.

Un petit pas dans la bonne direction doit être présenté comme tel, et non comme une grande enjambée. Car en définitive, pour relancer l'UE puis la refonder, en l'état des positions des 27, des traités et du système gouvernance mou qui en découle, seule comptera la politique des pas que l'on peut accomplir. Ces petits pas réussis et l'absence de grand écart entre les paroles et les faits, façonneront la nouvelle crédibilité de l'UE et feront que les élections de 2019 ne seront pas les dernières du genre.

Par Alexandre Malafaye.

Le partage de la valeur, mère de toutes les batailles

Sur le projet baptisée « entreprise et bien commun », le moteur gouvernemental tourne à plein régime. A terme, c'est à dire au printemps 2018, l'objectif est d'aboutir à un projet de loi joliment résumé par l'acronyme PACTE : Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises. De cela, compte tenu des intentions et des ambitions affichées, nous pouvons espérer qu'il sorte le meilleur. Deux risques cependant se présentent, celui de confondre vitesse et précipitation, et l'autre, plus fâcheux et induit par le premier, celui de privilégier les moyens au détriment de la fin. De fait, nous touchons là à l'un des maux qui affectent le plus notre pays, celui de croire que la Loi va tout régler et que l'État est bel et bien fondé à se mêler de tout, en s'invitant aussi souvent que possible dans le quotidien des citoyens et des acteurs économiques. Au nom du principe de précaution, du droit des uns, de l'indignation du moment, d'une idéologie passagère, etc., et emmené par des gouvernants qui conçoivent trop souvent la France comme une île, déconnectée de toute interaction extérieure. Les mêmes qui n'ont jamais compris que la complexification à outrance avait un coût, parfois exorbitant, qui affecte notre compétitivité et impacte le prix final payé par le consommateur. Les mêmes encore, qui ont oublié – y ont-ils seulement pensé ? – que ce qui est conçu par des fonctionnaires habitués au gigantisme et aux procédures de l'administration, se décline avec les plus grandes difficultés dans les petites et les moyennes entreprises.

Jusqu'en 2017, cette étrange façon de gouverner a inspiré nos politiques sociales et économiques. Le résultat n'est guère brillant. Désindustrialisation, chômage de masse, soumission au diktat des GAFA, balance commerciale déficitaire, creusement des inégalités. Tout cela pour aboutir au primat des logiques financières. Véritables perversions du système capitaliste, elles conduisent à un partage de la valeur de moins en moins profitable à la France, à ses entreprises nationales et à ses salariés. Les gagnants, eux, se trouvent du côté des groupes de taille mondiale, et des groupes étrangers.

Or, s'il y a bien un enjeu majeur, qui devrait constituer le cœur du PACTE, c'est celui du partage équitable de la valeur. Avec deux grands objectifs à atteindre : que la valeur reste sur le territoire national, ou qu'elle y revienne, et qu'elle soit mieux répartie entre tous ceux qui la « fabriquent ». Pour stimuler un meilleur partage, servons-nous de ce qui existe, et montrons-le.

L'avantage, avec la valeur, c'est qu'elle se mesure. Il est « facile » de voir comment, dans une entreprise, elle se répartit entre tous ses acteurs, qu'ils soient actionnaires, dirigeants, salariés, fournisseurs, ou collectivités publiques (impôts, taxes et charges). Ces données figurent dans le bilan, le compte de résultat et le bilan social. Quant au client, qui finance l'intégralité de la valeur par le prix qu'il paye, il devrait trouver un intérêt réel à savoir de quelle façon ledit prix se ventile entre les différentes poches des parties prenantes associées dans la réalisation du bien, ou du service, qu'il achète.

C'est donc un système de notation du partage de la valeur qu'il faut établir. Avec un principe de notation à la fois simple dans sa restitution, et quand même assez sophistiqué dans sa mesure pour être le plus pertinent possible.

Dans un autre registre, celui de l'efficacité énergétique des appareils électroménagers, la transparence est désormais la règle pour les fabricants qui, depuis 1992 et une directive européenne, ont l'obligation d'informer les consommateurs avec une étiquette très lisible (notation de A+++ à G). Il en va de même pour les logements, avec le diagnostic de performance énergétique (DPE) que chaque vendeur doit produire. Ici, la transparence associée à la notation ont fait évoluer en bien les comportements d'achats des clients et les pratiques des vendeurs. Entre deux cafetières, l'une énergivore, l'autre économe, les consommateurs, dans leur grande majorité et pour peu qu'on les sensibilise un tantinet, savent faire « le bon choix édicté par le bon sens ».

Il en ira de même avec la notation du partage de la valeur. Avec le temps, il y a fort à parier que le consommateur, qui a aussi une casquette de citoyen, privilégiera l'achat de biens et de services dont il sait que le fournisseur choisi (fabriquant, prestataire ou distributeur) a une approche plus éthique du partage de la valeur que tel ou tel de ses concurrents. Parce qu'il paye ses impôts en France (ou au sein de l'UE), qu'il limite les écarts de rémunération entre ses dirigeants et ses salariés – et entre les hommes et les femmes –, qu'il fait un usage équitable de ses bénéfices, qu'il emploie des handicapés, qu'il privilégie la précarité ou la stabilité de ses salariés, qu'il paye vite ses fournisseurs, etc. Bref, les données disponibles ne manquent pas. Reste à trouver la formule magique qui permettra de les agréger et de les pondérer intelligemment, pour donner une note à chaque entreprise, à commencer par les plus grandes.

Les vertus d'une telle notation sont nombreuses. Actualisé chaque année – ce qui permettra de suivre le comportement de chaque entreprise –, il fera du partage équitable de la valeur, un élément de différenciation commerciale, par delà les réclames et les discours marketing, et il responsabilisera le consommateur dans ses choix. Ainsi, entre deux yaourts, l'un produit par un industriel qui étrangle ses paysans, et un autre qui les rétribue au juste prix, il pourra, par son acte d'achat, encourager l'entreprise qui lui semble la plus responsable. Il saura aussi, lorsqu'il effectue un achat en ligne auprès d'une grande plateforme américaine, ou lorsqu'il s'équipe en téléphonie, qu'il enrichit, parfois de façon scandaleuse.

Du côté des salariés, un tel indicateur permettra d'orienter, dans la mesure du possible, ses choix de carrière vers des entreprises dont l'éthique n'est pas qu'un slogan, on un simple indicateur, noyé dans la nébuleuse des contraintes de la RSE et de la *compliance*.

Du côté des entreprises, cette notation valorisera toutes celles, et elles sont légion, qui se comportent bien, et qui n'ont pas hésité à « transgresser » les articles 1832 et 1833 du Code civil pour considérer l'homme et la femme, ou encore le respect de l'environnement, comme une finalité à part entière. Quant à celles qui seront mal notées, il leur appartiendra de se transformer, ou de risquer de disparaître.

Enfin, pour notre cher vieux pays, l'évolution vers un partage équitable de la valeur ne pourra avoir que des effets positifs sur la cohésion de notre Nation, et sur les rentrées fiscales.

La métamorphose du monde des entreprises, vers plus d'équité, constitue un défi majeur qu'il faut impérativement réussir. L'éthique et le partage de la valeur en sont la clé, à condition de privilégier l'incitation compétitive au sempiternel recours à la loi.

Par Alexandre Malafaye.

Make our State great again !

« A-t-il de la chance ? » demandait Napoléon lorsqu'on lui proposait de promouvoir un général. En effet, pour Napoléon et pour de nombreux dirigeants, sur un champ de bataille, comme dans le bureau d'un DRH, le facteur chance constitue l'une des clés du succès.

L'Histoire le démontre, certains chefs ont de la chance, c'est ainsi, et leurs troupes ont pas à pas tendance à croire de façon aveugle, voire mystique, en la victoire qui serait donnée à leur général par un arrêt du destin. Mais, au fond, n'est-ce-pas l'inverse ? N'est-ce-pas la croyance dans la bonne étoile du chef qui procure aux soldats la confiance et la combattivité qui leur fait remporter la victoire ? La chance des chefs serait ainsi une variante collective et un peu élaborée de la méthode Coué.

Ainsi, Hassan II, le roi du Maroc, était connu de ses sujets pour avoir la « baraka », qui lui conférerait immunité et invulnérabilité. Il a échappé à plusieurs attentats, dont deux très spectaculaires. Dans un cas, alors que son palais était investi par les rebelles, il a échappé à une mort certaine en se cachant plusieurs heures dans les toilettes. L'autre, plus miraculeux encore : un missile a été tiré sur son avion et l'a touché, mais sans endommager les parties essentielles de l'aéronef qui a pu se poser sans encombre. Qu'en conclure ? Que le roi Hassan doit sa survie à sa baraka, ou bien à la pression

psychologique que cette prétendue chance imposait aux rebelles, et qui a fait trembler le bras du lanceur de missile ?

Sans conteste, Emmanuel Macron a de la chance. Son élection relève d'un invraisemblable alignement des astres : ses adversaires, même les plus crédibles, ont été contraints de renoncer les uns après les autres, lui ouvrant la voie de l'Élysée, tel Moïse traversant la mer Rouge. L'élection passée, sa chance ne l'a pas quitté. Sur la scène intérieure, la configuration politique a interdit aux partis traditionnels de se ressaisir pour exercer un rôle de contre-pouvoir et commencer à façonner une force d'alternance crédible. Les ténors de la vie politique « d'avant » sont, soit discrédités, soit empêtrés dans leurs propres affaires. Quant à la relève, elle ne s'en relève toujours pas. Aucune parole d'opposition claire et audible ne perce. Le champ est donc dégagé pour mener les réformes décidées par le nouveau pouvoir.

Sur la scène internationale, un étrange concours de circonstances (encore la chance !) fait qu'il n'existe plus aucun leader politique occidental dont la voix puisse s'imposer. Angela Merkel peine à former un gouvernement de coalition ; le Royaume Uni ne digère pas son Brexit, ni l'Espagne sa Catalogne ; l'Italie est plus ingouvernable que jamais ; et Donald Trump a investi la Maison Blanche. Le Président Macron est donc seul à disposer, pour cinq ans, d'un pouvoir sans équivoque et d'autant plus fort que les autres sont faibles.

Faut-il voir dans cette chance insolente l'origine de la popularité grandissante du Président ? Par contraste, l'infortune de son prédécesseur fait sourire. Tout paraissait se liguier contre lui, de l'Allemagne intransigeante aux terroristes sanguinaires, en passant par les tocodes de ses compagnes et la guérilla des frondeurs. Il n'était pas jusqu'à la pluie qui n'accompagnât, en supplice chinois, les déplacements présidentiels.

Napoléon Bonaparte a longtemps bénéficié d'un concours de circonstances favorables. Mais la chance est une maîtresse capricieuse. Pour l'avoir oublié, pour ne pas s'être assez défié de lui-même, l'Empereur a commis des fautes capitales. L'expédition d'Espagne, et celle de Russie, furent les coups de trop d'un Empereur persuadé de son génie militaire et protégé, pensait-il, par sa bonne étoile. Autant de péchés d'orgueil qui constituèrent les probables causes de la déroute finale, et de la fin de l'Empire.

Le président Macron en est là de son parcours victorieux. Aura-t-il la lucidité, en pleine réussite, de mener les batailles utiles et de renoncer aux combats douteux ? Le jour où les premiers revers viendront, les « soldats de la Macronie », jusqu'alors galvanisés par les victoires et la chance quasi mystique de leur chef, ne commenceront-ils pas à douter ? Le scepticisme, même naissant, engendre une moindre détermination et conduit à des erreurs. De proche en proche, l'édifice vacille. Ainsi, Louis XV, arrivé au pouvoir en « Bien-Aimé » finira son règne dans l'impopularité générale, et Valéry Giscard d'Estaing, jeune président moderne succédant au gaullisme hiératique et empesé, achèvera son septennat dans une atmosphère chargée d'intrigues et « d'affaires ».

A la fin de son temps, il restera au président Macron à se poser la question terrible, celle qui nous interroge tous, un jour ou l'autre : « Qu'ai-je fait de mon talent ? » Y pensait-il lors de sa visite du tombeau de Napoléon avec Donald Trump ? L'avenir nous le dira.

* * *

Écrit en tout début d'année, il nous semble intéressant de partager ce texte aujourd'hui, et de nous interroger sur les conséquences pour la baraka jupitérienne de la – fausse bonne ? – décision prise sur Notre Dame des Landes.

Saluons d'abord l'habileté dont a fait preuve le Président. Echec et mat, en trois temps : d'abord l'ouverture, avec un rapport qui a opportunément ouvert la voie à un atterrissage en douceur sur l'actuel aéroport (en attendant les recours qui vont naître) ; puis la diversion, avec cette large concertation ; et enfin, le coup de grâce, avec la décision. Certes, l'exécutif a tranché – promesse tenue –, mais le vrai courage aurait consisté à chasser les zadistes et à construire l'aéroport.

A court terme, c'est bien joué, et le Président évite de gâcher sa chance et l'excellente dynamique de son action en livrant une bataille à l'issue incertaine contre les plus fanatiques des zadistes et leurs acolytes des black blocs. Sur le terrain, l'Etat aurait sans aucun doute gagné. Mais dans le cœur des Français ? La Nation aurait-elle fait preuve de résilience au premier sang versé ? D'une tempête dans un verre d'eau au tsunami, il suffit parfois d'une marée médiatique. Et quand la vague se retire, le monde s'est transformé, en pire. A l'évidence, il ne fallait pas risquer de sacrifier le quinquennat sur l'autel nantais. Car, même en cas de victoire totale de l'État, personne n'aurait comparé Notre Dame des Landes à Austerlitz. En revanche, l'image de Waterloo se serait vite imposée.

Mais à long terme, l'Histoire pourrait bien reconnaître qu'un Président qui en tance un autre, au prétexte qu'il ne respecte pas les engagements de son pays, prend le risque de ternir son aura lorsqu'il ne respecte ni les urnes, ni l'avis des élus locaux, ni les décisions de justice, ni la parole de son prédécesseur, ni même la sienne.

En définitive, ce compromis à la Pyrrhus pourrait bien avoir raison de l'ambition restauratrice de l'autorité de l'Etat partout où c'est nécessaire. Espérons qu'il ne soit pas le révélateur d'une méthode ou d'un tempérament, car on n'a jamais rien transformé dans l'eau tiède.

Par Alexandre Malafaye.

Le Président à l'épreuve du temps long

Il se passe quelque chose en France. Difficile de le nier. Le phénomène est observable à l'œil nu. Chacun y va de son appréciation et les observateurs se perdent en conjectures. Dans le marigot de l'ancien monde politique, il en énerve beaucoup, qui ne savent comment se dépêtrer des sables mouvants dans lesquels « le phénomène » les a perdus. Quant aux rescapés, ils marchent à l'ombre, et se demandent comment combattre un être polymorphe et qui ne dort pas. En effet, impossible de croiser le fer avec lui. Tel Terrence Hill dans « Mon nom est personne », visage angélique et silhouette agile, il désarçonne, esquive, sourit et frappe à la vitesse de l'éclair. Il est partout à la fois, avec la même intensité, et la même maîtrise, ou presque, des dossiers.

Ce « phénomène », vous l'aurez deviné, c'est le quadragénaire qui a enfilé le costume institutionnel que le Général de Gaulle avait taillé à sa mesure.

Huit mois après son élection, la sidération s'estompe, mais à l'international, « l'effet Macron » continue de se propager, et d'attirer les curieux. Il n'est quand même pas banal de voir graviter au château de Versailles, autour du nouveau soleil français, cent quarante grands patrons, à la veille de Davos.

Au plan intérieur, même s'il ne marche pas sur l'eau, force est de reconnaître que les décisions qu'il met en scène – même s'il s'agit parfois de compromis – rencontrent la plupart du temps l'adhésion du plus grand nombre de nos concitoyens. Si le *data mining* n'existait pas, nous pourrions croire au miracle. Quoi qu'il en soit, cette intelligence là n'a rien d'artificielle ; elle fonctionne à plein régime, et il faut se réjouir de ce vent d'optimisme qui souffle sur la France, réveille le mot confiance, et séduit les investisseurs.

Il ne faut cependant pas s'y tromper. Une hirondelle n'a jamais fait le printemps, et le battement frénétique des ailes présidentielles, s'il peut faire décoller les sondages et soulever l'enthousiasme à droite et au centre, ne suffira pas à transformer le pays.

Même si l'exécutif prend grand soin de saturer l'espace médiatique, au point de détourner l'attention des vrais indicateurs – compétitivité, balance commerciale, chômage structurel, poids de l'État –, nul ne peut dire si la période que traverse la France constitue une simple pause dans un lent mais inexorable déclin de puissance, ou bien le palier d'un rebond durable.

En attendant l'heure de vérité, la réalité revient au galop. Si le Président a évité de mettre le feu aux Landes de Notre Dame, les surveillants de prisons se rappellent à son bon souvenir, avec un message simple : des sous ! Pour mieux payer les agents, pour en recruter d'autres, et pour moderniser l'outil de travail. Les magistrats, les policiers, les enseignants et les infirmières formulent les mêmes revendications. Légitimes pour l'essentiel, elles ne doivent pas exonérer le service public de repenser son organisation pour trouver, enfin, la voie de l'efficience.

Des sous, par milliards, il en faut aussi pour nos quartiers, nos routes, les grandes infrastructures, l'aménagement des territoires et l'Outre-mer, la recherche, l'agriculture, l'aide au développement en Afrique, l'accueil des migrants, les handicapés, le financement de la dépendance. Les retards accumulés sont tels qu'ils ont eu la peau de l'expo universelle.

Problème : face à la multiplication des besoins et des urgences, où trouver tous ces sous ? L'endettement public a enfoncé le seuil du raisonnable, et la fiscalité ne saurait constituer un recours, sauf à risquer de tuer dans l'œuf cet embryon de reprise. Et si Emmanuel Macron tient ses promesses, restons calmes. Seul le temps long confirmera, ou infirmera, la pertinence de ses grands choix et priorités. Comment pourrait-il en être autrement ? Même s'il avait été beaucoup plus ambitieux, le budget 2018 n'aurait rien changé au pouvoir d'achat des Français. Même si les ordonnances travail avaient franchi toutes les lignes rouges tracées par les syndicats, les créations d'emploi n'auraient pas explosé. Même si Jean-Michel Blanquer mène à bien sa réforme du Bac, le chômage des jeunes ne se résorbera pas aussitôt. Même si l'autorité de l'État, soit disant restaurée, ne s'était pas arrêtée aux frontières tracées par les zadistes, le manque de respect à l'école n'aurait pas changé.

Nous touchons ici au cœur du problème, à savoir la limite du pouvoir politique français, jacobin, ultra législateur et centralisateur. Une limite qui se traduit généralement par une grande agitation des gouvernants, la superficialité du labourage réformateur, et un piège, celui de l'illusion qu'ils entretiennent pour se maintenir en fonction. La précédente période de grande illusion a duré près de quarante ans ; elle s'est soldée par le *dégagisme*.

Faut-il, comme Winston Churchill, promettre « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur », ou déclarer, comme François Fillon en 2007, « être à la tête d'un Etat en situation de faillite » ? Pas certain. Pour autant, il serait imprudent de renoncer au discours de vérité. Car dans les faits, si l'économie française parvient à aller mieux au cours des prochaines années, et avec elle, « les premiers de cordée », pour les Français, dans leur grande majorité, c'est une autre histoire. S'ils vont mieux, ce sera d'abord une question de ressenti, de perceptions et de progrès immatériels. Bien sûr, pour ceux qui auront retrouvé un job ou créé leur boîte, ça ira mieux. Mais pour les autres ? Pour les

classes moyennes que le fisc matraque joyeusement ? Pour les retraités ? Pour les condamnés au Smic à vie ? Pour les agriculteurs ? Pour les millions de Français qui vivent dans des quartiers sinistres ? Pour tous les fonctionnaires dont la rénovation de l'outil de travail va se faire attendre longtemps ? Sauront-ils faire leur l'adage de Jean de La Fontaine « Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage » ? Accepteront-ils de vivre le progrès par procuration ? Se contenteront-ils de bénéfices indirects ?

En définitive, le danger est bien là. Celui d'amplifier le grand écart entre une France immobile ou à la traîne, qui devra se contenter de miettes et de cartes postales, et une France embarquée dans la grande aventure du 21^e siècle, vers qui ruissellent déjà les fruits de la croissance.

Bien sûr, aucun monde parfait n'est possible. La question est celle d'un équilibre durable qui reste à trouver, pour que cette France à plusieurs vitesses et déjà à plusieurs destinations, ne franchisse le cap de l'irréconciliable. Seul un peuple uni forme une Nation.

Terrible responsabilité qui pèse sur les épaules du Président. Il lui appartient de trouver les mots justes et d'agir à bon escient, pour à la fois stimuler la reprise économique dont le pays a un impératif besoin, et en même temps, réinventer un destin national dans lequel chacun a sa place et l'accepte. Tout le reste ne serait que fuite en avant, et la facture des surpromesses et des fractures non résorbées ne tarderait pas à venir.

Par Alexandre Malafaye.

Antisémitisme en 2018, « ça » ne devrait plus être possible !

Une fois n'est pas coutume, j'entame cette chronique à la première personne. Dimanche dernier, ma femme et moi, après deux heures d'avion et une de bus, nous nous sommes retrouvés à Auschwitz Birkenau. Si tout a été dit et écrit sur les camps de la mort, il n'en reste pas moins vrai que rien ne remplacera jamais l'expérience. Et encore. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'expérience. Plutôt d'une brève incursion dans un lieu hanté par le diable et dans lequel les hommes qu'il a inspirés ont accompli, à une échelle aberrante et industrielle, la pire des barbaries. Ce lieu est invraisemblable. Même la terre, les arbres et le ciel restent figés dans l'épouvante ; ils conservent la trace morbide du fonctionnement de cette machine destinée à humilier, faire souffrir et tuer des humains par centaines de milliers et un Peuple. En quelques heures, nous sommes passés d'une représentation monstrueuse et figurée à un réel glaçant. Nous avons pu ressentir, voir, fouler, et effleurer la mort, celle qui a été donnée au nom d'une folie alors très répandue en Europe, l'antisémitisme, et dont Adolf Hitler fut le terrifiant catalyseur.

Le soir, à Cracovie, avant de reprendre l'avion, nous avons retrouvé la parole et tenté de mettre des mots sur ce que nous avons partagé, dans le silence de l'effroi et du chagrin qui pétrifiait nos âmes. Le plus frappant était ce sentiment de proximité. Auschwitz et la Shoah, ces voies de chemin de fer et

ces bâtiments, ces barbelés et ces chambres à gaz, c'était presque aujourd'hui et presque chez nous. Et si ces deux « camps de la mort polonais » – expression désormais punie par une loi polonaise votée en janvier 2018 ! –, paraissaient inoffensifs, ils nous donnaient pourtant l'impression d'attendre qu'on vienne les réactiver. Dans les ruines encore tièdes d'Auschwitz et de Birkenau, nous étions dans la gueule du monstre, et il n'était pas mort.

De retour à Paris, les questions ont commencé à se bousculer, et l'actualité des derniers jours n'a fait que renforcer nos doutes. Qui sommes-nous et de quoi sommes-nous capables ? Si la science et la psychiatrie aident à trouver des réponses sur l'individu et sur notre espèce, dès qu'il s'agit de la nature humaine et des humains en groupe, c'est une autre affaire. Plus que jamais, les phénomènes de masse, ou de meute, doivent nous interroger. Que se passe-t-il dans la tête de ces gens qui, le jour du *black friday* ou pour une promotion sur le Nutella, sont prêts à marcher sur leurs semblables ? Et que penser de ces migrants qui s'entretiennent à Calais ? Ne parlons même pas du Rwanda ou de la Syrie.

Dans un autre registre, d'impressionnants phénomènes de masse sévissent via les réseaux sociaux et parviennent à exalter ce qu'il y a de pire en nous. Notre humanité pourtant si bien pensante s'adonne à la terreur, condamnant d'un coup, sans pitié, sans réfléchir et surtout sans jugement celui qui semble avoir fauté. Une terreur digitale pour ceux qui la propagent, mais bien réelle pour les cibles, et qui bafoue sans vergogne la présomption d'innocence. Toutes les causes, pour peu qu'elles soient justes, doivent être défendues avec la plus farouche des déterminations, mais sans jamais sombrer dans l'hystérie, et encore moins son encouragement. Rien ne justifie qu'une violence en remplace une autre. La loi du Talion n'est plus de mise.

Et s'il nous arrive de nous racheter collectivement, en « black blanc beur » en 1998, dans les rues après Charlie ou autour de Johnny, ne nous leurrons pas, et surtout, ne nous refugions pas dans le confort des apparences du progrès. Dotés d'une mémoire courte et sélective, gourmands d'une morale sirupeuse, et déclamant nos valeurs à qui mieux mieux, au premier drame venu, nous versons davantage dans la sensiblerie que dans la compassion, et au moindre écart de l'un de nous, la meute – nous en groupe – se déchaîne.

Tout aussi préoccupant, lorsque notre sensibilité n'est pas égratignée, ou que le poison de l'égoïsme, de la convoitise ou du racisme obscurcit notre esprit, nous choisissons l'indifférence et fermons les yeux. En vérité, le soir venu, nous ne devrions pas nous endormir la conscience tranquille. Notre vraie nature ne change pas. Sous le vernis de l'éducation, nos instincts sont à l'œuvre. Le récent sondage effectué par la plateforme de recrutement Qapa¹, fait froid dans le dos. Ainsi, 76 % des Français interrogés déclarent être prêts à tout pour « décrocher le job de leur rêve », y compris trahir pour 72 %, mentir pour 68 % des hommes et même tuer pour 3 % d'entre eux.

Ces réalités ne sauraient être escamotées, et ceux qui exercent des responsabilités publiques et qui s'expriment au nom des autres, doivent se montrer attentifs à l'usage de leur verbe. Trop souvent, nous jouons avec le feu. Mais les mots ont un sens et nous agissons dans le présent comme si le passé n'avait pas existé, comme si la maturité et la raison constituaient la norme sociale, comme si les discours de haine n'attisaient aucune passion.

Nous devons en permanence faire face à nos responsabilités. Celle, par exemple, du devoir d'histoire vis-à-vis des Juifs. Comment tolérer que des actes antisémites se produisent encore ? Ainsi, cet enfant juif à Sarcelles qui se fait rouer de coups par deux adolescents. Jean-Michel Blanquer a mille fois raison de dire qu'il faut « apprendre à lire, écrire, compter et respecter autrui ». Mais au nom de quel laxisme idéologique post soixante-huitard avons-nous cessé d'apprendre à nous respecter et

¹ Sondage effectué en janvier 2018 par e-mailing auprès de 4,5 millions d'inscrits sur la base Qapa.fr

renoncé à nous défier de nous-mêmes ?

L'hydre de l'antisémitisme repousse et que faisons-nous ? Nous tergiversons sur la qualification juridique de la défenestration de Sarah Halimi alors que son agresseur criait « Allah akbar ! ». Serions-nous devenus fous ? Qu'avons-nous appris depuis la chute du III^e Reich, et qu'apprenons-nous à nos enfants, y compris ceux issus de l'immigration, pour que « ça » continue ?

A force de compromissions peu glorieuses, notre État de droit a été perverti au lieu de se raffermir pour garantir à chacun le plein exercice de ses droits, dans le respect de ceux des autres. Par un excès de tolérances coupables et une étrange incapacité à nommer nos maux, nous avons laissé prospérer sur notre sol des idéologies mortifères, des zones de non droit et des comportements abjects. Nous sommes attaqués, et nous ne nous défendons pas, ou si peu et si mal. Quelle honte. A n'en pas douter, sur ce point, les historiens du 22^{ème} siècle jugeront cette époque avec une grande sévérité.

Qu'on ne s'y trompe pas, la frontière entre l'ordre, le désordre et le chaos reste éminemment fragile. Il suffit d'une coupure de courant généralisée pour que tout bascule. Voilà pourquoi il nous faut collectivement placer le respect d'autrui au cœur de tous les apprentissages et des lieux de vie en commun, et dans le même temps, faire preuve de la plus grande fermeté vis-à-vis de tous ceux qui menacent ou attaquent nos vieilles démocraties et nos valeurs. Avec un seul message : vous ne passerez plus !

Par Alexandre Malafaye.

Sauver l'Europe ? Oui, mais *pour quoi* faire ?

Et si nous mettions un instant de côté nos convictions personnelles sur l'Union européenne et oublions les débats sans fin entre les européistes convaincus et les anti-européens acharnés ? Tel était l'un des enseignements de la conférence organisée par Synopia avec Enrico Letta, ancien premier ministre italien (2013-2014) et Hubert Védrine, le 12 février dernier. Deux « grands européens » qui, s'ils n'empruntent pas les mêmes sentiers de réflexion pour « faire² » ou « sauver³ » l'Europe, cherchent le même port et partagent les mêmes valeurs et les mêmes inquiétudes quant à l'avenir de l'UE.

Car dans les faits, qui trouvons-nous entre le camp des européistes et celui des anti-européens ? Une majorité pragmatique et dépourvue d'idéologie, qui pose une question simple : pourquoi et *pour quoi*, les États-nations d'Europe devraient-ils déployer des moyens et de l'énergie pour sauver

² Faire l'Europe dans un monde de brutes, Fayard, septembre 2017

³ Sauver l'Europe, Editions Liana Levi, novembre 2016

l'Europe ? Pour peu que l'on considère utile d'écouter la voix des peuples, la question semble pertinente ; mais pour beaucoup, notamment les élites européennes, ce questionnement suffit à cataloguer ses auteurs d'eurosceptiques, au mieux, ou d'europhobes, au pire.

Un tel mépris, quand il vient de si haut, est critiquable au dernier degré. D'abord, parce que le si faible nombre de pro-européens convaincus devrait, *a minima*, inciter à moins d'arrogance. Avoir raison ne suffit pas à convertir les âmes. Ensuite, parce qu'il révèle un déni de réalité aussi obscur que suspect. Et enfin, parce qu'il bloque toute recherche de dialogue avec les eurosceptiques qui eux, ne demandent qu'à changer d'avis, à condition que l'UE redevienne lisible et légitime. En effet, si les dizaines de millions d'anti-européens, présents dans tous les pays et parfois proches d'être majoritaires, ne risquent pas de tourner casaque, il n'en va pas de même pour les eurosceptiques. Loin des dogmes, ils ne perçoivent tout simplement plus le sens du récit européen et assistent, impuissants et ahuris, à la montée en puissance de nos divisions et à notre marginalisation.

Il est temps de renoncer à ces discours moralisateurs qui condamnent toute remise en cause de l'Union et balayent d'un revers de main les doutes de ceux qui, loin d'en vouloir la destruction, interrogent son utilité. Ne pas s'y intéresser, comme c'est le cas depuis qu'a commencé cette intégration à marche forcée, a conduit au décrochage des peuples. L'image d'une armée dont les généraux seraient au front et les troupes dans les casernes... La vraie menace est là, et elle devrait mobiliser toutes affaires cessantes les dirigeants de l'UE : récupérer les peuples, et agir de façon concrète pour que l'UE ne soit plus perçue comme une machine sans pilote conçue par et au service d'une vague mais inquiétante oligarchie. Cet impératif doit amener à revoir ses compétences et conduira, peut-être, le jour venu, à amender ou changer les traités.

En attendant, les citoyens européens ne peuvent plus se satisfaire d'une Union souvent incohérente et abstraite, qui improvise au gré des crises et des urgences pour ensuite recommencer à intervenir dans des domaines considérés comme mineurs avec ses deux outils préférés : la brimade réglementaire et le catimini feutré des couloirs de Bruxelles.

Les réponses attendues par les « eurosceptiques récupérables » passent par la redéfinition de l'application du principe de subsidiarité, sacrosaint pilier de la gouvernance de l'UE. La subsidiarité consiste à choisir l'échelle et le mode d'intervention le plus efficace pour réussir une politique. À titre d'exemple, ce principe conduirait la Commission à fixer à chaque État un objectif personnalisé de réduction de consommation d'eau, sans imposer à tous le débit des poires de douche et des chasses d'eau. Choisir entre la fin et les moyens. A l'évidence, il faut « débruxelliser » la Commission, et dans son discours sur l'état de l'Union, prononcé en septembre dernier, Jean-Claude Juncker, son Président, encourage cette voie sans ambiguïté aucune. Une vraie réflexion sur la subsidiarité aiderait aussi à combattre les craintes liées aux pertes de souveraineté et aux transferts de compétences. À ce sujet, quel dommage de ne pas avoir privilégié le recours à un vocabulaire moins anxigène. Il eut été bien plus judicieux de parler d'un partage des compétences nationales garanti par le contrôle démocratique.

Pour cela, il est indispensable que le pilote de l'avion, à savoir le Conseil de l'Union européenne, se ressaisisse, qu'il dépasse ses chicaneries et regarde le monde tel qu'il se dessine sous nos yeux : en 2050, un Terrien sur vingt sera européen. Seulement. Et d'ici là, qui sait ce qu'aura imposé cette révolution numérique sauvage.

Ils sont désormais 27 autour de la table. Avant que d'autres membres ne soient à leur tour « dégages » ou « exités », il leur appartient de tirer les leçons d'un passé récent : le mode de gouvernance actuel de l'UE a montré ses limites et ses insuffisances en temps de crise. En cause, notamment, un évident manque de souplesse, et des compétences communautaires dont la variabilité des périmètres se révèle handicapante : trop restreintes sur certains sujets, trop étendues

sur d'autres. C'est cette répartition des compétences qu'il faut repenser, en cessant d'opposer les méthodes intergouvernementale et communautaire. La redéfinition des champs d'action et des modalités d'intervention doit se faire en fonction d'un critère principal : l'efficacité. En soubassement de ce chantier, il conviendra d'identifier ce qui pourrait constituer des Biens communs européens, sur lesquels les peuples et les gouvernements seraient à même de s'entendre et de décider d'exercer leur souveraineté en commun. L'exercice supposera de tordre le cou à quelques canards. Nous perdons trop de temps et d'énergie à promouvoir ou combattre le « toujours plus d'intégration » (armée européenne, etc.). En revanche, explorons sans plus tarder le champ d'une Europe des projets, ou par projets, et des coopérations à géométrie variable. L'UE doit concentrer son action dans les domaines où ses instances peuvent apporter une valeur ajoutée réelle et perçue. Et ces domaines ne manquent pas. Seule compte la politique des pas que l'on peut accomplir.

Enfin, une vraie prise en main des défis posés par la crise migratoire ne saurait être davantage différée. Face à ces flux de souffrances humaines qui percutent de plein fouet nos valeurs et révèle la fragilité de l'Union, les solutions proposées (quotas, *hotspots*, accord avec la Turquie, etc.) se sont avérées bien insuffisantes. Il faudra faire plus, mieux, et ensemble. Le contraire ne serait pas digne de notre Continent et de ceux qui tentent d'en assurer la direction.

Par chance, si la situation actuelle est désespérante, elle n'est pas – encore – désespérée. Sous la pression des réalités, des Peuples et de quelques leaders déterminés, dont notre Président, la porte d'une refondation de l'Europe peut s'ouvrir. Mais il y a urgence, et le facteur ne sonnera pas deux fois.

Par Alexandre Malafaye et Joséphine Staron.

Briller au sommet ne suffit pas, il faut éclairer le chemin !

Nous l'avons déjà souligné dans de précédentes chroniques, la vitesse de travail du Gouvernement, sous l'impulsion dirigiste du Président, fait craindre une insuffisance d'analyse et de réflexion. Il ne faut jamais oublier d'où l'on vient, et le succès du mouvement En Marche ne saurait masquer la réalité d'un parti dont la base est toujours au sommet, ni effacer le souvenir de cette victoire obtenue par « effraction » face aux princes du « vieux monde ».

Certes, dans son ensemble, l'attelage élyséo-gouvernemental a de l'épaisseur, mais ne lui manque-t-il pas la profondeur de l'expérience ? Une qualité qui conduit à modéliser les projets, afin d'en mesurer le plus finement possible les effets dans la durée, tant du point de vue de l'ampleur, des dérives potentielles que des possibles insuffisances. Dans son fameux Tao-To King, Lao Tseu écrivait,

voilà 2600 ans, « on régit un grand état comme on fait frir un petit poisson ». Il signifiait ainsi qu'il convient de faire preuve d'une grande précaution dès qu'il s'agit d'action publique.

Cette volonté d'agir vite et au son du clairon, sur tant de fronts ouverts en même temps – certains de façon remarquable (éducation, par exemple) –, présente bien sûr l'avantage de rester maître du jeu. Face à cette boulimie transformatrice d'un Gouvernement sous haute pression, qui multiplie les projets, les annonces et les mises en scène, personne ne suit. Les médias sont saturés et sidérés, l'opposition et les syndicats « éparpillés façon puzzle », et les Français attendent de voir les premiers résultats ; car la France n'est pas une banque, et conclure des *deals* ne suffit pas à métamorphoser un pays.

Nous pouvons cependant reconnaître l'efficacité de la méthode, qui ne laisse pas le temps à la moindre contestation de s'enraciner, un projet chassant l'autre et déplaçant à chaque fois l'attention des médias. Mais cet activisme tous azimuts ne nuit-il pas à la pensée stratégique et n'a-t-il pas pour corolaire la superficialité de l'action ? Face à son champ, le paysan se doit non seulement de labourer droit, et non par-ci, par-là, mais aussi de labourer profond et partout. Et s'il utilise un araire au lieu d'une charrue, même s'il fanfaronne à la taverne, il ne devra pas s'étonner, le jour de la récolte venu, du maigre rendement.

C'est bien là qu'un risque majeur guette le nouveau pouvoir, celui de confondre vitesse et précipitation. Un danger qui, sur plusieurs chantiers stratégiques pour l'avenir de notre pays, risque d'avoir des conséquences fâcheuses. Prenons l'exemple du « nouveau démocratique », tant promis pendant la campagne présidentielle. En mars 2017, anticipant la crainte d'une précipitation post électorale et le désir de vite faire, nous avons lancé, en vain et dans ces colonnes, un appel en faveur d'un « Grenelle de la démocratie ». Pour l'instant, ce nouveau là n'a rien de démocratique, et l'excellente tribune de Patrick Devedjian (l'Opinion du 7 février 2018) le démontrait avec brio.

Mais loin de nous l'idée de faire un procès d'intention à notre Président. Ses prédécesseurs lui ont laissé un pays dans un piteux état, anxieux, figé dans ses corporatismes, et avec des marges de manœuvres budgétaires infimes. A lui, donc, d'exploiter au mieux l'espace ET le temps disponibles. Dans cet esprit, afin d'éviter que l'emballement ne nuise à l'effet final recherché, il ne serait pas inutile de ralentir le rythme, pour donner à chaque grande réforme le temps d'être pleinement pensée.

Ainsi, en moins d'un mois, nous avons vu débouler une loi sur l'immigration, un plan contre la radicalisation, ou encore un projet de service national. Aussi pertinentes soient-elles, ces initiatives sont loin de procurer un sentiment de « nouveau » : on répare dans l'urgence, on bricole de nouvelles lois, et on s'extasie devant tant d'audace avec des mots excessifs pour décrire la promesse. Pourtant, les souris ne font pas des éléphants.

Le cas de l'immigration est caractéristique de cette précipitation à vouloir apporter des réponses alors qu'il importe de poser d'abord la bonne question, celle de la société que nous voulons bâtir ensemble, en nous projetant à un siècle, et en prenant en compte l'ensemble des paramètres (Histoire, réalités et aspirations sociales, démographie, religions, etc.).

Bien sûr qu'il y a un problème avec les flux migratoires, et avec l'immigration, mais avant de faire une loi pour – tenter de – juguler le flux et traiter tant bien que mal le cas de ces milliers de malheureux, ne devrions-nous pas réfléchir à la Nation française de demain, à sa diversité, à son modèle ? Pour un pays, l'immigration ne constitue pas un bienfait qui tombe du ciel, mais elle peut devenir une vraie chance, à condition de le vouloir, de s'en donner les moyens et d'agir sans faillir. Car rien n'ira plus de soi comme on l'a trop longtemps pensé. Et si la loi peut influencer les esprits qu'elle concerne directement, elle ne pénètre pas le cœur de la multitude par magie. Notre pays n'a plus besoin de lois, il a l'impérieux besoin d'un projet de société.

Cette question, personne n'a voulu la poser dans les années 1960 et 70, quand eurent lieu les grandes vagues migratoires destinées à fournir de la main d'œuvre bon marché à nos usines. Les Français d'alors auraient-ils voulu de cette société « moderne », avec ces ghettos urbains, ces millions de jeunes en déshérence, cet aberrant partage des richesses, et ce racisme ambiant qui, faute de mieux, s'abrite derrière le joug d'une terreur moralisatrice ?

N'est-il pas temps de nous poser cette question ? Sans passion. Sans chercher à faire commerce, comme trop le font, de ces enjeux. Ensuite, seulement, nous pourrons faire des lois, sur l'immigration et sur le reste, pour refonder la maison France, et nous les appliquerons avec fermeté parce que nous serons collectivement d'accords sur le projet et le cap. L'acceptabilité repose sur la compréhension et la confiance.

Qu'on ne s'y trompe plus. Refaire Nation est primordial. A l'heure de cette redoutable montée du démagogisme-populisme en Occident, il est fou d'abandonner ce projet aux surdiplômés de l'école des effets de manche tels que Marion Maréchal-Le Pen. Le 22 février, devant le congrès annuel des conservateurs américains (CPAC) cette dernière s'est livrée à une charge virulente contre notre modèle, la conception de nos valeurs, et l'Europe. En soi, le CPAC reçoit qui il veut, même le diable s'il le souhaite. Sauf qu'à la même tribune, outre ce fomenteur de Brexit qu'est Nigel Farage, nous avons vu défiler... Donald Trump et son Vice-président ! Imaginons un instant la tête que feraient les dirigeants Chinois si, lors d'un Colloque à Paris, Emmanuel Macron parlait au même micro que le Dalaï-lama et le dissident emprisonné Wu Gan. Le message est clair, et ce n'est pas un signal faible. Ce coup de billard indirect de l'exécutif américain vise notre unité et notre intégrité, et prend appui sur nos fragilités. Alors s'il fallait un déclic pour réagir, le voilà !

Par Alexandre Malafaye.

Mayday Mayday ! Gouvernance en danger !

Les plans de la réforme constitutionnelle prennent forme, l'encre des scribes du Président sera bientôt sèche, et nous commençons à entrevoir les contours de l'édifice nouveau. Ne nous y trompons pas, par son ampleur, cette réforme ouvrira un nouveau chapitre de l'histoire de la V^{ème} République. Mais, et c'est bien la seule question qui compte, ces importantes modifications de nos principaux textes constitutionnels, organiques et législatifs vont-elles changer en profondeur et en bien la gouvernance de la France ? Le système de demain sera-t-il plus vertueux, plus efficace, et surtout, adapté aux deux grandes exigences que sont :

- gouverner la France dans un monde brutal,
- gouverner la France avec les Français.

En attendant de pouvoir répondre à cette question, replaçons l'enjeu dans sa perspective. Celle de ce monde brutal, d'abord. Une fois encore, il convient de prendre la pleine mesure des réalités avant de donner de grands coups de barre. Vu l'inertie du paquebot France, corriger un mauvais cap prend du temps. Or, que voyons-nous ? Une double tendance, avec d'un côté, un Occident démocratique en proie à de violentes contractions intestines démagogo-populistes, et de l'autre, des régimes autoritaires qui se prémunissent par tous les moyens de nos maux. En géopolitique, le malheur des uns fait toujours le bonheur des autres, la Chine comme la Russie ou les pays du Golfe se repaissent de nos difficultés et de nos divisions. La météo du 21^{ème} siècle ne nous fera aucun cadeau.

Celle des Français, ensuite. Qu'attendent-ils ? Des promesses respectées coûte que coûte, au prétexte qu'elles figurent dans un catalogue électoral ? Pas certain. D'autant que le candidat Macron n'a convaincu que 8,6 millions d'électeurs au premier tour, soit moins d'un sur cinq. Nous sommes loin du plébiscite, et le message du *dédagisme*, ce n'est pas « moins d'élus » mais « plus de résultats ! ». Aussi utile soit-elle, la réduction du nombre de parlementaires ne saurait constituer une fin en soi. Surtout, elle ne doit pas éclipser le plus important, et bien sûr, le plus difficile à réaliser et qui devrait constituer l'inspiration même de cette réforme placée sur l'autel du renouveau démocratique : comment fabriquer une classe politique vraiment compétente, apte à faire face aux enjeux du siècle ?

Pour prolonger l'allégorie maritime, un excellent capitaine ne va nulle part, surtout par gros temps et avec des passagers qui grondent, sans un excellent équipage. Pardon de le rappeler, mais dans l'Assemblée nationale de 1981, celle de la « génération Mitterrand », il n'y avait pas que des cadors, et comme la vie politique ne s'apparente en rien à une course hippique, un paquet d'ânes ont fait carrière, ce qui a ruiné le pays car l'idéologie devient alors le masque de l'incompétence. Nous pouvions tous observer les dérives d'un système au sein duquel rien n'obligeait ceux qui y gravitaient à se remettre en cause, ou à laisser leur place. Il a fallu la vague *dégagsite* de 2017 pour nous débarrasser des derniers tocards. Sans vouloir être désagréable avec qui que ce soit, la nouvelle Assemblée nationale a des airs de 1981 et nous constatons à nouveau que tout le monde ne peut pas devenir député du jour au lendemain. Mais qui s'en offusque ? Qui s'en soucie ? Espérons que les marges de progrès individuel soient réelles, que la réduction de députés annoncée écartera les moins performants, et que la dose de proportionnelle permettra de promouvoir les meilleurs. Face à cet enjeu insuffisamment traité, nous tirons une première fusée de détresse.

Quant au capitaine, son activisme le conduit tout droit à tomber dans le piège de l'illusion d'évidence, c'est à dire croire que ce qui est clair pour lui l'est aussi pour les autres. Ils sont légion les arrogants à avoir perdu en route leurs troupes, leur équipe ou leur peuple. A ce stade du quinquennat, à part le Président, personne ne voit à quelle France aboutira le patchwork des réformes engagées. Il faut expliquer sans relâche, sans quoi, pour le plus grand nombre, en lieu et place de la fresque naissante, ce sont les clichés de « président des riches (pour la gauche) et de « président des villes » (pour la droite) qui s'imposeront. Deuxième fusée de détresse.

L'autre piège, tout aussi redoutable, est celui qui consiste à faire illusion, en laissant accroire que le pacha est à la fois omniscient et omnipotent, chef d'orchestre et homme orchestre. Pour peu que l'on y prenne goût, vient alors la tentation d'amplifier encore la dérive présidentielle du régime, au détriment du Parlement notamment. D'où une troisième fusée, car dans les faits, la réforme constitutionnelle qui s'annonce ne donne que peu de gages à un rééquilibrage pourtant nécessaire des pouvoirs, à leur déconcentration pour aller dans le sens d'une gouvernance fondée sur le principe de subsidiarité, et à la mise sur pied de vrais contre-pouvoirs. De telles lacunes sont pour le moins inquiétantes.

Le quatrième touche à la qualité du lien démocratique, gravement affecté, et aux conflits de plus en plus fréquents qui s'opèrent entre la démocratie représentative et les forces qui altèrent ou contestent sa légitimité, qu'elles soient d'inspiration participatives ou partisans de la démocratie directe. Une réponse se profile, avec le renforcement du droit de pétition et une mission confiée au CESE pour en faire le « canal privilégié de la participation des Français à la décision publique ». En clair, les pétitions citoyennes seront organisées et prises en compte. Sur le papier, rien à redire, sauf que le seuil apparemment fixé pour que l'appareil d'État bouge est à... 500 000 ! Quelle blague. S'il se confirme, cela signifiera que la capitainerie n'aura rien compris de l'enjeu et que nous continuerons à vivre sous l'empire des rapports de force. Prendre en compte les pétitions citoyennes, cela veut dire accepter de dialoguer avec les Français, de façon fluide. Si 10 000 Français se mobilisent, il faut les écouter et leur répondre. S'ils sont 100 000, il faut débattre. Mais s'il ne se passe rien entre 0 et 499 999 signatures, l'exercice sera très stérile, voire frustrant. Car mieux avoir une réponse négative que pas de réponse du tout.

Enfin, le vote blanc, cinquième et dernière fusée de détresse, est écarté. Nous le regrettons vivement, car il n'y a pas de véritable démocratie sans la possibilité pour le citoyen de rejeter en bloc candidats et programmes si rien ne lui convient. Nous avons bien vu où ont conduit des décennies de votes effectués, pour l'essentiel, par défaut. Les citoyens attendent des signaux forts – d'une autre portée qu'une « loi pour la confiance dans notre vie démocratique » – pour se réconcilier avec leur démocratie. Pourquoi ne pas expérimenter le vote blanc lors des élections européennes ? Voilà qui serait ambitieux. Et c'est bien cela que nous attendons, de l'ambition pour un vrai renouveau démocratique et non l'ajustement du costume institutionnel aux seules mesures du Président.

Par Alexandre Malafaye.

Réforme de la SCNF : une bataille duraille à ne pas perdre !

Le Gouvernement n'a pas d'autre choix que de gagner son bras de fer contre les cheminots. S'il cède sur l'essentiel, le manque de profondeur des réformes pourrait devenir un marqueur du quinquennat et réinstiller le doute dans la tête des chefs d'entreprises et des investisseurs alors fondés à penser que la France ne change pas. A Notre Dame des Landes, s'il était sans doute judicieux d'éviter de jouer le quinquennat sur un affrontement anecdotique avec une bande d'extrémistes dont quelques candidats aux martyrs, la petite musique que diffuserait une capitulation face aux cheminots aurait des effets dévastateurs dans la durée.

Car dans les faits, la paralysie corporatiste du pays n'a que trop duré ; son prix est à la hauteur de nos déficits, de nos fractures de cet insupportable chômage de masse. Beaucoup parmi ceux qui endossent le costume de défenseur des services publics, sont des égoïstes ou des écervelés qui ne pensent qu'à se défendre, au détriment de tout le reste. Pourtant, le pouvoir de décision ne leur appartient pas. Il est confié aux élus, par délégation du peuple.

Juge et partie de leur propre cause, ce qui ne choque personne, les cheminots, et tant d'autres, s'arcbutent sur leur statut, leurs conditions d'emploi, leurs avantages et leurs régimes spéciaux. Comme s'il s'agissait d'un Bien commun. Mais ils se trompent. Et de combat et de cible.

Le service public ne constitue pas une fin de soi. Il n'est qu'un instrument destiné à servir les missions sacrées d'un pays comme la France, fondé sur l'état de droit, la république et la démocratie : le plein épanouissement de chaque citoyen, la solidarité universelle et la défense de la Nation française. Or, il n'y a pas de quoi se réjouir, et si cette fonction publique défendue bec et ongles était si performante, aurions-nous ces millions de jeunes mal formés et désœuvrés, ces cités en jachère, ces bataillons de séniors sans emploi ?

S'ils étaient vraiment pétris par l'intérêt général, les fonctionnaires seraient les premiers à se mobiliser pour transformer le pays. Le fait d'être protégés comme ils le sont aurait dû galvaniser leur ardeur et leur audace à moderniser la Nation, à la rendre compétitive, à soutenir la création des richesses. Car sans richesses créées, pas de redistribution. Il n'est pas recevable de la part des fonctionnaires d'entendre comme unique litanie l'argument du manque de moyens. Nous consacrons 13 % du PIB à leur rémunération, un quasi record mondial. Et aucun pays du G20 n'emploie autant de fonctionnaires par habitant que la France (89 / 1000). Avec 5,5 millions d'agents, même à moyens constants, il doit être possible de faire mieux.

Les cheminots se défendent, et leur travail n'est pas si facile que cela ? Soit. Mais à la fin du mois, osons le leur dire, tout va bien, et s'ils veulent partir en train à l'autre bout de la France pour un week-end en famille, pas de problème, c'est gratuit pour eux. Mais qui se soucie du chômeur en fin de droit pour qui, bien souvent, la question n'est pas l'emploi à vie, mais la vie sans emploi, voire la vie tout court ?

Tout le monde dit « il faut plus de moyens, plus de personnel dans les EPHAD, plus de lits dans les hôpitaux, plus de policiers dans les quartiers, plus de petites lignes de train pour irriguer les territoires », etc. Au vu de certaines réalités, de telles revendications sont légitimes et la voix de ceux qui travaillent dans des conditions difficiles doit être entendue (infirmières, policiers, magistrats, etc.). Comme celle de ceux qui vivent loin des grandes villes. On oublie juste que le seul poids des intérêts de la dette, qui n'a cessé de gonfler depuis 1981, représente l'équivalent du traitement d'un million de fonctionnaires. On repousse les réformes à plus tard et on s'étonne qu'un beau jour, ça coince. On oublie aussi les 35 heures, cette nouvelle victoire populaire opérée à contre-courant du reste du monde, et ce qu'elles ont engendré de complexité, de surcoûts et de désorganisations en cascade. Enfin, on oublie – pourtant, le consommateur ne devrait pas – que ces entreprises publiques non soumises à la concurrence disposent d'une variable d'ajustement bien commode : le prix.

Ainsi, voyons-nous augmenter chaque année, dans des proportions supérieures à l'inflation, ou à l'évolution du pouvoir d'achat, les prix des billets de train, celui du ticket de métro et du timbre (il a doublé en 20 ans). Au moins, dans la téléphonie ou le transport aérien, la concurrence a fait son effet.

Nous entendons bien sûr les arguments de ceux qui s'exclament « Mais de l'argent, il y en a ! Regardez les profits du CAC 40 ! » Et de brandir là une racoleuse du Monde avec ce *magic number* :

93 400 000 €. Mais que titrerait la presse si les 40 principaux fleurons de l'économie française cumulaient 0 € de profits ? Serait-ce si bon que cela pour l'emploi ? Absurde. Un jour, peut-être, les Français comprendront qu'il faut jouer la partie avec les cartes du jeu, et que les créations d'emplois, l'investissement, la performance des entreprises et la confiance des décideurs sont intimement liés.

A force de gouverner la France de façon idéologique, nous avons pris beaucoup de retard dans la compétition mondiale. Les chiffres parlent moins bien que nos brillants tribuns, mais *a contrario*, ils disent vrai. A eux seuls, les GAFAs cumulent près de 60 milliards de dollars de profits, et leur capitalisation boursière dépasse le PIB de la France. Si l'on regarde vers l'Ouest, voilà à quoi il faut se comparer. Du côté de l'Asie en devenir et de la Chine, c'est pire encore.

Les retraités d'aujourd'hui, qui grognent devant la hausse de la CSG, réalisent-ils qu'il était idiot de rejeter les fonds de pension à la française ? Faute de disposer d'un tel outil, nous avons abandonné le terrain à d'autres, et près d'un quart du CAC 40 appartient désormais à des gestionnaires d'actifs américains tels que BlackRock, Vanguard ou Capital Group, qui siphonnent les profits nationaux pour aller dans la poche des retraités américains notamment. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, le *courtermisme* politique, encouragé par la multitude des corporatismes, a abouti à des situations, des déséquilibres et des injustices qui menacent autant notre cohésion que notre souveraineté.

Alors s'il y a bien un enjeu majeur qui devrait tous nous mobiliser, fonction publique en tête, ce n'est pas de nous indigner quand nos grands groupes gagnent de l'argent, ni de bloquer le pays pour une cause d'un autre âge, c'est d'engager une lutte farouche contre toutes les formes d'inégalités et d'œuvrer en faveur d'un meilleur partage de la valeur ajoutée. Il s'agit d'un véritable projet de société, qu'il faut inscrire dans le temps long et mener avec intelligence et générosité.

Les choix de méthode d'Emmanuel Macron peuvent se discuter, mais quand il affirme qu'il faut transformer le pays, rien n'est plus vrai ni plus essentiel. Si la fonction publique refuse de prendre sa part, elle deviendra une partie du problème.

Par Alexandre Malafaye.

Transports publics franciliens : et si la gratuité était payante ?

La semaine qui vient de s'écouler a été le théâtre d'une nouvelle polémique, provoquée par Anne Hidalgo, sur son idée de gratuité des transports publics pour les Parisiens. Sitôt son annonce faite, une bronca de réactions s'est faite entendre. Pour fustiger l'électorisme de la proposition – mais si on ne formule pas de nouvelles idées avant une élection, quand le fait-on ? – et pour lui opposer

d'emblée la question du financement. Circulez, en payant bien sûr, il n'y a rien à voir ! Peu de voix, en revanche, se sont faites entendre pour réfléchir à l'idée elle-même et ce à quoi elle renvoie. Il est vrai que Madame Hidalgo aurait pu éviter d'annoncer en même temps l'ouverture d'une réflexion, confiée à des proches, et les conclusions. Mais pourquoi diable se précipiter à apporter des réponses alors qu'il importe d'abord de poser les bonnes questions ? Pourquoi enflammer immédiatement le débat, se faire carboniser en retour et figer les positions de chacun ?

Car derrière cette réponse précipitée, se cache une multitude de questions essentielles, qui dépassent, et de loin, le seul enjeu des voitures à pétrole. Voilà des décennies que les citoyens, et tout ceux qui n'ont pas eu d'autres choix que de rejoindre la très grande agglomération parisienne, subissent la ville et ces innombrables nuisances. Des conditions de vies difficiles, parfois à la limite du supportable. Un urbanisme galopant, brutal et déprimant. Toutes ces pollutions qui asphyxient et minent le moral. Une irascibilité croissante, des transports urbains capricieux avec des agents à la limite de la bonne éducation. Un immobilier hors de prix ; se loger devient un luxe. Le matraquage des automobilistes et ces embouteillages à n'en plus finir. Sans oublier l'insécurité, les rats, etc. Ce n'est donc pas un hasard si Paris ne se classe qu'au 40^{ème} rang des villes les plus agréables au monde⁴.

Pour des millions de Franciliens, le quotidien ressemble au récit d'un jeune collaborateur de banque qui travaille à Paris et habite Evry. La veille de la grève du 22 mars, il a mis quatre heures pour rentrer chez lui (encore et toujours des problèmes avec le RER D), et le lendemain, faute de train, il a été contraint de venir en voiture pour ne pas perdre le fruit d'une journée de travail. Bilan carbone et financier de sa journée : plus de trois heures au volant et des litres de carburant brûlés, quinze euros de parcimètre et trente euros d'amende pour stationnement dépassé car bien sûr, il n'avait pas le nez rivé sur sa montre, ce qui n'est pas le cas de l'entreprise choisie par Paris, qui verbalise plus vite que son ombre. Bienvenue dans un monde résolument moderne.

Ecrasés par le fatalisme et cette tendance naturelle à l'apathie de masse, tels des moutons, nous subissons la ville, résignés. Quant aux élus, ils ne font rien. Ou si peu. Et si lentement. Avec ses armes, la Maire de Paris tente d'agir. Mais sa manière fait réagir ; son manque de concertation, son enfermement idéologique apparent et sa conception insulaire de Paris la placent aussitôt sur le terrain des seuls rapports de force, de l'opposition hostile et du clivage.

Face à des réalités de plus en plus préoccupantes, le temps est peut-être venu de remettre de l'ordre sur la façon de penser en politique. Pour reprendre ce que disait Michel Rocard, la plupart des problèmes sont désormais complexes, tant de choses étant imbriquées les unes dans les autres, et il ne peut leur être apportés que des solutions complexes. En acceptant le temps long, ce qui signifie de ne plus regarder les problèmes par le petit bout de la lorgnette. Et donc ne pas lorgner sur le prochain scrutin.

Ainsi, avant d'évoquer une possible gratuité des transports publics à Paris, il eut été souhaitable de proposer l'organisation de véritables assises de la Région parisienne, auxquelles seraient associés les Franciliens. Leurs sorts sont mêlés, et le périphérique ne constitue ni une frontière géographique, ni une ligne de démarcation entre des intérêts divergents. Cette communauté de destins ne devrait-elle pas conduire à penser – enfin – l'homme dans la ville ? Pour le replacer au cœur des enjeux et du siècle. Pour ne plus vivre sous le joug d'un sentiment dominant. Subir. Toujours subir.

Quelle ville voulons-nous ? Quel urbanisme, quelles mobilités, quels services, quel environnement ? Et dans le cadre des réflexions sur les mobilités, la qualité des transports publics mériterait d'être abordée. Collectif ne veut pas dire bétail ! A la longue, les usagers sont... usagés. Miser sur la gratuité

⁴ Résultat de l'étude 2018 du Cabinet Mercer.

des bus, des métros et des RER peut séduire. Mais il ne serait pas non plus inutile d'investir sur leur climatisation. Et de veiller à leur régularité. La qualité de vie au quotidien commence par là.

De ces assises, un projet fédérateur pourrait naître. En mutualisant les moyens et en faisant preuve d'ingénuité et de raison, tout devient possible, y compris la gratuité qui constitue l'un des instruments des politiques publiques. Rien de nouveau sous le soleil. Ainsi, en région parisienne, les routes et les ronds-points, en dépit de leur coût, sont gratuits. La gratuité peut donc se révéler payante. Alors avant de trancher la question, il conviendra de bien poser les termes de l'équation, en prenant tous les paramètres en compte, de l'emploi au tourisme, en passant par le respect, la culture et bien sûr, la part payée par l'utilisateur. Il ne supporte qu'un quart de la facture des transports publics en Ile de France (2,8 milliards d'euros sur 10). Compte tenu de l'évolution des politiques de solidarité⁵ et des dizaines de milliards d'investissements à venir qu'il ne sera pas aisé de faire supporter aux usagers, cette part va se diluer un peu plus chaque année.

Nous savons hélas que de telles assises de la Région parisienne relèvent de l'utopie. D'abord pour des raisons élémentaires de gouvernance. Dans le cockpit de l'avion francilien, la bataille pour les commandes est permanente. Bien malin qui s'y retrouve, entre les 1276 communes (dont Paris) et les 64 intercommunalités (dont le Grand Paris), les départements (avec la distinction entre petite et grande couronne), et la région. Le pouvoir est dilué et le bazar patine au grand dam d'une multitude au bord de l'exaspération. Mais pourquoi les élites s'affoleraient-elles ?

Ensuite, *dégagisme* ou pas, quelque soit l'enjeu, il semble bien que la politique ne parvienne à dépasser ni les questions de personnes, ni l'horizon des scrutins. Et de fait, une bonne idée d'Anne Hidalgo ne peut être bien accueillie par aucun de ses challengers directs ou indirects. Les Franciliens, dans le fond, on s'en moque. Ce qui compte, c'est la prochaine victoire électorale, et tant pis s'il faut s'interdire d'ouvrir les bons débats, ou tuer une bonne idée.

Une fois de plus, viendra le jour où l'État sera contraint de reprendre la main. Et comme de bien entendu, ce jour-là, tout le monde s'insurgera, pour réclamer plus de subsidiarité. Cherchez l'erreur.

Par Alexandre Malafaye.

Lire, écrire, compter, respecter autrui... et valoriser la carrière d'enseignant

Sans a priori idéologique et en cultivant le pragmatique, le Gouvernement a engagé une profonde modernisation du système éducatif français. Enjeu central s'il en est, car situé au carrefour des défis de cohésion nationale et d'égalité réelle des chances. De nombreuses propositions sont sur la table, qui intègrent les changements de la société et les besoins des jeunes.

⁵ A Paris, les personnes âgées disposant de moins de 2 200 € de revenu mensuel vont bénéficier d'un pass Navigo gratuit.

Mais s'il est indispensable de placer l'élève au cœur de toutes les ambitions réformatrices du système éducatif, il ne faudrait pas donner le sentiment que les enseignants, acteurs centraux, sont laissés de côté. Or, les enquêtes d'opinion et les études internes conduites par le ministère de l'Éducation nationale, ou les syndicats d'enseignants du secondaire, convergent vers un même constat : le monde de l'enseignement traverse une crise des vocations⁶. Les racines de ce malaise sont à la fois profondes, anciennes et multiples. Deux sujets, en particulier, méritent la plus grande attention : le manque d'ouverture de la profession et son défaut d'attractivité. Des maux similaires frappent l'ensemble de la fonction publique, à savoir le repli sur soi, et l'absence de perméabilité aux autres professions. De fait, seule la voie des concours permet d'y entrer, et la reconversion professionnelle n'étant pas prévue, peu nombreux sont ceux qui en sortent. Il semblerait donc judicieux que le deuxième temps du grand chantier engagé par Jean-Michel Blanquer porte sur la politique « ressources humaines » de son ministère.

En premier lieu, l'ouverture du monde enseignant. Aujourd'hui, pour l'essentiel, c'est l'immobilité professionnelle qui caractérise la carrière de l'enseignant. Rien de tel pour nuire à la motivation de ceux qui exercent ce métier, ou refréner les ardeurs des candidats. Afin de bâtir des ponts entre des mondes isolés les uns des autres, nous proposons la création d'une Mission d'aide à la mobilité externe (MAME) dont la vocation serait de mettre en place des passerelles de mobilité. Pour ce faire, elle associerait des représentants de la direction des personnels enseignants, des DRH du secteur privé et des représentants d'associations spécialisées dans la formation et la recherche d'emploi. Développées par cercles concentriques, elles privilégieraient en priorité les secteurs les plus proches d'un point de vue culturel et sociologique du cœur de métier des enseignants (sphère éducative, différentes fonctions publiques, secteurs de l'économie sociale et solidaire). Ces passerelles pourraient dépasser nos frontières et s'étendre aux 27 pays de l'Union européenne, afin de généraliser la pratique des échanges de professeurs de langue vivante, dans l'esprit d'un « Erasmus des enseignants ».

Pour être pleinement efficace et corriger les défauts d'un système bancal qui repose aujourd'hui sur des titulaires à vie et des contractuels vacataires en situation précaire, cette politique de mobilité aurait vocation à fonctionner dans les deux sens, ce qui faciliterait le recrutement externe d'enseignants. Il pourrait s'agir, par exemple, de recruter des cadres du privé en reconversion. L'ouverture ainsi pratiquée contribuerait à pallier le manque de candidats aux concours de l'Éducation nationale.

Le deuxième axe porte sur l'excellence, qu'il faut encourager. Les comparaisons salariales entre enseignants des pays de l'OCDE situent la France dans la moitié inférieure du tableau. Ainsi, le salaire d'un professeur de lycée est inférieur de 20 à 25 % à celui de son homologue allemand. Une réalité qui, aux yeux de tous, dévalue le métier d'enseignant. Pour revaloriser les salaires, certains évoquent l'idée de la rémunération au mérite. Mais avec des enseignants seuls face à leur classe, comment définir les bons critères et évaluer ? Pour autant, il n'est ni injuste, ni indécent, de récompenser les plus engagés. Une voie prometteuse et à explorer est celle des primes collectives, qui permettraient de gratifier des équipes enseignantes. Elles pourraient être complétées par des budgets d'encouragement qui donneraient des moyens pédagogiques supplémentaires aux équipes ayant lancé des démarches innovantes et couronnées de succès.

Toujours sur ce volet de la rémunération, un dispositif favorisant les heures en complément – cours particuliers, soutien scolaire organisé par des collectivités, etc. – pourrait être développé. Calquée sur le dispositif fiscal du « service à la personne », cette proposition permettrait de motiver celles et ceux qui veulent, ou peuvent, s'impliquer davantage, et de lutter contre le travail dissimulé.

⁶ Sondage IFOP de 2017 commandé par SOS Éducation : 68 % des enseignants souhaitent changer de métier.

En troisième lieu, la formation. Si la qualité de la formation initiale des enseignants et son contenu académique ne sont pas remis en cause, il n'en reste pas moins vrai que l'acquisition de compétences nouvelles et transverses, souvent utiles voire nécessaires, repose davantage sur les bonnes volontés isolées que sur une démarche d'ensemble coordonnée. Nous parlons ici, notamment, de l'utilisation des outils numériques, du travail en équipe, de la polyvalence, des projets collaboratifs, du recours à l'image comme outil d'enseignement, de l'analyse critique des contenus internet, etc. Ici, la réponse passe par la formation professionnelle continue. A cette fin, les missions confiées aux Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (ESPE) pourraient être élargies (sans pour autant qu'elles en aient l'exclusivité). Les enseignants auraient ainsi la possibilité de suivre, à différents moments de leur carrière, des formations, en particulier aux nouvelles méthodes d'enseignement. Certaines pourraient même être suggérées par leur hiérarchie afin de mieux répondre aux problématiques de l'établissement.

Enfin, quatrième volet, l'évaluation des enseignants. Aujourd'hui, la procédure d'évaluation se résume, *grosso modo*, à une double notation administrative (attribuée par le chef d'établissement), et pédagogique (délivrée par un inspecteur de l'Éducation nationale). Ce dispositif n'appréhende pas suffisamment les souhaits des enseignants, en termes d'évolution de carrière ou de formation, ni ne recueille les indispensables retours expériences. Il devrait donc être complété par un rendez-vous de carrière périodique qui pourrait être conduit par les deux tutelles de l'enseignant, l'inspecteur de sa discipline et le chef d'établissement. Un tel processus, lorsqu'il est établi selon des règles précises et contradictoires, constitue un moment primordial de la gestion des carrières. Quant à la fréquence, elle reste à déterminer (la loi fixe un rythme annuel dans les entreprises).

L'ambition de ces propositions est double. Contribuer à redynamiser la politique RH du ministère de l'Éducation nationale en prenant en compte les réalités budgétaires du pays. Et lutter contre le fatalisme ambiant qui tend à stériliser les bonnes volontés dès qu'il s'agit du « mammouth ». Or, la seule fatalité serait de ne rien faire, au nom d'un corporatisme une fois de plus déguisé défense du service public.

Par Alexandre Malafaye, avec les membres du groupe de travail éducation de Synopia.

La réforme inclusive, ou le chemin de « fer rêver »

Face à un diagnostic sans appel – coût trop élevé, service rendu dégradé, ouverture à la concurrence – le gouvernement s'est attaqué à la refonte du « système ferroviaire français » de façon frontale et

fait du statut de cheminot le totem à renverser, sans guère se soucier de convaincre les intéressés de faire le deuil de leur conception du « service public ».

Pourtant, à bien lire le rapport piloté par Jean-Cyril Spinetta, on comprend qu'au-delà des statuts « archaïques », c'est surtout l'absence de vision des gouvernements successifs, l'ingérence des élus locaux, et l'incurie de la tutelle de l'État qui ont conduit le système ferroviaire à son déclin. Sa lecture nous apprend aussi qu'il faut éviter les amalgames tels qu'endettement significatif du système et non-compétitivité de l'opérateur, ou encore activité potentiellement rentable du TGV et desserte secondaire subventionnée.

Hélas, en dépit de ce retour d'expérience bien narré, l'histoire se répète. On comprend qu'il faut réformer. Mais pour faire quoi ? Et avec qui ? Du flou naît le trouble. Pas de projet véritable, et pas de pilote, puisque le président actuel de la SNCF n'est pas candidat à un troisième mandat. Dès lors, comment emporter l'adhésion des cheminots ? Qui peut sérieusement croire qu'une profonde transformation de l'entreprise publique se fera contre les 160 000 agents de la SNCF ?

Pourtant, dans les décennies précédentes, des transformations similaires, comme l'ex France Télécom ou La Poste, ont été menées avec succès. Plus pertinent encore est l'exemple des arsenaux de la Marine devenus « DCNS » en 2003, puis « Naval Group ». Répartis sur une douzaine de sites, l'entreprise publique employait des dizaines de milliers d'ouvriers d'État dont le statut était au moins aussi « protecteur » que celui des cheminots. Qui, au début des années 2000, aurait parié sur la transformation des arsenaux de 1946 en une entreprise commerciale, compétitive, de classe mondiale et leader sur son marché ?

La tâche était immense : sureffectifs, statuts inadaptés des personnels, outil industriel en étroite dépendance de sites Marine nationale, place faible laissée aux savoir-faire des sous-traitants, aucune possibilité d'accès à l'exportation, etc. Comme pour le rail, le problème résidait dans la définition d'un périmètre, doublé d'une imbrication d'infrastructures et de risques de redondances de compétences avec la Marine. Et que dire des problèmes de sécurité : sécurité incendie des navires, de la plongée des sous-marins, sécurité nucléaire des réacteurs et des installations de soutien à terre, sécurité pyrotechnique, etc.

Mais, contre toute attente et en dépit d'un « État actionnaire » pas toujours très souple ni adroit, la transformation s'est opérée. La première raison de ce succès, s'agissant d'activités industrielles, repose sur la prise en compte du temps long. Dès la fin de la guerre froide, la séparation des activités étatiques de celles à caractère industriel est enclenchée ; un peu comme la démarche RFF (Réseau Ferré de France) pour les chemins de fer nationaux, lorsque le réseau ferré a été séparé de l'activité traction et voyageurs. Puis, a été menée une politique drastique de réduction des effectifs sur une douzaine d'années, au profit d'un recours plus large à des compétences externes.

Enfin, un projet d'entreprise s'est dessiné. Celui-ci avait été imaginé en interne et porté par une équipe dirigeante stable et motivée. Il obtint la caution d'un des grands groupes privés du secteur, et fut soutenu, dans les instants critiques (juillet 2001 et mars 2003), par deux ministres pragmatiques, parfois contre l'avis de leur administration (Défense et Finances). Comme pour la SNCF, ce projet prévoyait l'arrêt du recrutement de personnels à statut, mais il garantissait celui des ouvriers d'état, au sein de la future entité, jusqu'à leur départ en retraite.

Sur le plan juridique, la nécessité d'aller vers un statut de société commerciale nationale a fait l'objet d'une argumentation claire : permettre à l'entreprise de se battre à armes égales avec la concurrence naissante, de se déployer à l'international, d'être capable d'acheter ses fournitures sans la pesanteur du code des marchés publics, d'embaucher sans la contrainte d'une tutelle par

culture peu encline au risque, ou encore de bâtir des alliances industrielles sans l'obligation d'aller chercher la signature d'un ou deux nouveaux ministres à chaque mémorandum d'entente.

Quant à la finalité du projet, la question ne se posait pas : les métiers de concepteur et de constructeur (avec le monopole sur les navires à propulsion nucléaire), et le service de maintenance d'une flotte de guerre, avaient de beaux jours devant eux. Le « rêve » était possible.

Dans le discours public actuel sur l'avenir de la SNCF, et sa face moins visible qu'est le rapport Spinetta, rien de tout cela :

- Le rapport est ardu : une quarantaine de recommandations, parfois prosaïques, parfois théoriques, font qu'il est impossible d'en retirer un sens global.
- L'impression que les propositions résultent d'une mise en concurrence voulue par l'Europe, qu'il est urgent de couper les petites lignes, et de stopper les investissements pharaoniques.
- Seul l'abandon du statut de cheminot est débattu sur la place publique.

Fixer le cap, et mettre en situation des leaders qui incarnent et portent le sens de la réforme, voilà ce que les Français attendent de ceux qui nous gouvernent. Surtout, il faut comprendre que la réforme ne constitue pas un projet en soi. Pour embarquer les cheminots dans la transformation de leur très belle entreprise, il est nécessaire de donner du souffle au projet, en commençant par revenir aux fondamentaux de la SNCF. La « raison d'être » du mode de transport par rail, outre le fait qu'il offre bien plus de sécurité aux usagers, c'est sa contribution essentielle à une politique de mobilité durable. Forte de son exceptionnel savoir-faire, la SNCF pourrait avoir l'ambition de devenir le leader mondial de la mobilité durable. Car elle possède un atout maître en la matière : pour une part modale de 10 %, le transport ferré ne représente que 0,6 % de la consommation d'énergie. L'économie de CO₂ est considérable pour les trains de voyageur. Le fret, de son côté, émet dix fois moins de CO₂ par km que son équivalent en poids lourds. Dans ce contexte, on doit se demander pourquoi la puissance publique ne parle plus de *ferroulage* (transport combinant route et chemin de fer). Il y aurait là de quoi proposer un projet enthousiasmant aux cheminots : leur engagement au service de la transformation structurelle du pays, avec le renouveau du transport par fret qui soulagerait des autoroutes menacées de saturation, éviterait de devoir empiéter encore plus sur les territoires pour dédoubler ces voies, et contribuerait à réduire l'empreinte carbone de la France.

En définitive, ce qu'il est peut-être prioritaire de réformer, c'est la façon de réformer elle-même, pour la rendre inclusive.

Par Xavier Marchal et Alexandre Malafaye.

Monsieur le Président, jurez de nous dire la vérité, toute la vérité !

37 années se sont écoulées depuis l'élection de François Mitterrand, en 1981. A cette époque, la France comptait 2 millions de chômeurs, sa dette voisinait les 100 milliards d'Euros et la dépense

publique se situait aux alentours de 46 %. Par comparaison avec ces chiffres, en 2018, le chômage a presque doublé (celui des jeunes atteint 22 %), la dette a été multipliée par 22 et la dépense publique a cru de plus de 10 points pour culminer à 58 %. En dépit des moyens considérables consacrés à son fonctionnement (le record du monde en pourcentage du PIB), la France ne va pas bien. C'est patent. Et à voir l'ampleur des réformes qui sont à mener, avec des caisses vides, il y a de quoi nourrir de sérieuses craintes. D'autant que les contrastes très peu éthiques s'accumulent. Un seul exemple : en 2017, nous enregistrons un record de banquiers millionnaires en 2017, et 4 millions de nos compatriotes « bénéficient » de l'aide alimentaire. De quoi attiser les rancœurs, ou l'envie de renverser la table.

Emmanuel Macron ne nous fait pas, comme ses prédécesseurs, le « coup du bilan ». En revanche, et ce fut très clair lors de ses récents grands débats télévisés, il met en accusation les trois décennies de gouvernance passée. Au vu de la situation dont il hérite, comment le lui reprocher ? A une gauche généreuse mais brouillée avec l'économie et la réalité, a succédé, par alternance, une droite sans courage, ou empêchée dans son intention réformatrice. Le plus contrarié, sans conteste, fut Nicolas Sarkozy qui a dû faire face à la crise financière de 2008. Porté aux affaires par la promesse d'un grand soir, la leçon de pouvoir que François Hollande a reçue tient en une phrase : on ne gouverne pas contre les réalités. Comme l'homme de « la force tranquille », il a voulu entamer son mandat à gauche toute. Puis, réalisant le danger mortel d'une nage à contrecourant, surtout pour un pays lesté du fardeau de la dette et déserté par les investisseurs, il a, dans une volte-face salutaire pour le pays, amorcé un virage social-libéral. Mais il n'était pas François Mitterrand, et sa majorité, trop compromise par des décennies de clientélisme et de boniments, n'a pas pu le suivre. Nous connaissons la suite, et cette incroyable conjoncture des astres qui a autorisé la victoire de celui qui a cru en sa bonne étoile et saisi sa chance au bon moment.

Le poisson commence à pourrir par la tête, dit-on. Il semble qu'il en soit de même avec la vague *dégagiste*. Elle a frappé la tête du pays et emporté la plupart des membres de l'équipage du paquebot France. Depuis, le nouveau capitaine, avec son équipe de techniciens, s'arcboute de toute ses forces sur la barre du navire pour amorcer un changement de cap. Il suffit souvent de peu pour éviter une catastrophe. Mais l'inertie d'un grand pays comme la France, avec ses pesanteurs étatistes, législatives, réglementaires et bruxelloises, et ses infimes marges de manœuvres budgétaires et fiscales, nous condamne à la patience. Nous ne trouverons pas les eaux de la prospérité pour tous avant des années. Il ne faut plus tromper qui que ce soit à ce sujet.

Certes, nous sentons bien que le paquebot a bougé et il convient de s'en réjouir, il s'agit d'une première depuis longtemps. Toutefois, les passagers, dans leur grande majorité, sont restés à leur place, faute de comprendre où les mènent cette traversée. Certains prétendent que ce léger changement de cap suffira à éviter les nombreux icebergs sur notre route. En vérité, rien n'est moins sûr, nous manquons encore trop d'agilité, et l'équipage, seul ou presque, ne suffira pas. Il lui faut le soutien du plus grand nombre d'entre nous pour accentuer le mouvement et peser en faveur d'une transformation accélérée du pays.

Au terme de cette première année de quinquennat assez réussie, avec son « CAP » en poche (certificat d'aptitude présidentielle), le nouvel enjeu se situe là pour Emmanuel Macron, passer du verbe gouverner à celui d'entraîner. Rien, cependant, n'était gagné à l'avance. Surtout lorsqu'à 39 ans, on a soudain la plus écrasante des charges sur les épaules.

Bien sûr, cette première année est loin d'être parfaite. D'aucun déploreront des erreurs de méthode ou de calendrier, un pouvoir trop vertical, une communication teintée d'arrogance, des brutalités inutiles, des mots blessants, des confusions entre la fin et les moyens. D'autres regretteront que la réforme de l'État n'ait pas été engagée, ou que cette majorité soit davantage aux ordres qu'en

marche. Mais ni les uns ni les autres ne sont aux manettes. Il est une chose de commenter, il en est une autre d'agir. Comme toujours, « c'est à la fin de la foire qu'il faudra compter les bouses ».

Quoi qu'il en soit des analyses et des commentaires, il reste quatre ans à Emmanuel Macron pour bien faire, avec cette équipe d'un genre nouveau qui a tout de même des faux airs de gouvernement d'union nationale. Oui, d'union nationale. En effet, si la première étape du *dégagisme* se forge dans les urnes, le 23 avril 2017, la seconde trouve son origine avec cet attelage, ou alliage, gouvernemental si particulier, qui a privé d'espace politique les rares survivants de la campagne de 2017, à l'exception des extrêmes.

Emmanuel Macron a-t-il alors fait preuve d'un remarquable sens de la tactique politique, doublé d'un cynisme certain, pour convaincre d'Edouard Philippe à Jean-Yves Le Drian ? Ou bien est-ce la gravité de la situation française, présentée de façon lucide et prospective, qui a emporté l'adhésion de chacun, pour aboutir à cette coalition inédite ? Chacun choisira « sa vérité ». En revanche, s'il y en a bien une qui ne laisse le choix à personne, c'est celle qui touche la France. Une vérité qui, une fois exposée, emporte les différences et conduit à se concentrer sur l'essentiel.

Fort des succès enregistrés au cours de cette première année, solidement ancré sur ses positions, le Président de la République doit tenir aux Français, avec des mots choisis, le même discours de vérité qu'il a utilisé pour entraîner ses ministres et ses proches dans son épopée. Et il doit la marteler.

Il ne saurait être question de promettre, comme Winston Churchill en mai 1940, « du sang, du labeur, des larmes et de la sueur », mais de parler vrai, de ne rien masquer des périls qui menacent notre pays et sa souveraineté. Car la France n'a jamais été aussi vulnérable. Une telle prise de conscience collective aidera à comprendre le pourquoi et donc à accepter le comment.

Il convient de remettre l'économie sur des rails, de casser la spirale du chômage de masse, de redonner un espoir à la jeunesse, de réduire les fractures qui traversent notre pays et menacent notre cohésion. Et dans le même temps, la France doit retrouver la force de son indépendance et la plénitude de ses capacités régaliennes, pour ne pas devenir le jouet des prochaines crises qui ne manqueront pas de sévir. Monsieur le Président, cette vérité, vous la devez au Français. Elle constitue votre prochain levier de transformation.

Par Alexandre Malafaye.

Attention danger : il faut simultanément investir dans l'intelligence artificielle ET dans l'École

Récemment, le pouvoir exécutif s'est engagé à faire monter la France dans le train de l'intelligence artificielle (IA). Rappelons que l'IA peut être définie comme étant le fait de créer des processus

cognitifs comparables à ceux de l'être humain. Elle permet d'obtenir des connaissances en analysant avec des algorithmes des quantités très importantes de données. De plus, le rapport Villani a préconisé que la France, avec l'Europe, se donne les moyens de devenir un des leaders mondiaux de l'IA. Pour cela, l'État français va donc consacrer 1,5 milliard d'euros de crédits publics sur l'ensemble du quinquennat pour développer "l'écosystème de l'IA". Si l'on ne peut que se féliciter de ces engagements, ils laissent cependant un goût d'inachevé. En effet, une telle démarche ne sera utile que si, parallèlement, on investit des sommes équivalentes ou supérieures dans notre système éducatif.

Le progrès que l'IA va nous apporter, plus que tout autre phénomène numérique, est intrinsèquement ambivalent, c'est-à-dire qu'il amplifie à la fois des effets positifs comme des effets négatifs, et qu'il est difficile de tenter de corriger les effets négatifs sans impacter les effets positifs. Nous savons déjà que le développement de l'IA supposera un contrôle permanent pour s'assurer de la fiabilité et du caractère éthique des algorithmes. Cependant consacrer ses efforts sur les connaissances de l'IA est insuffisant si on ne s'occupe pas aussi, « en même temps », des destinataires de ces nouvelles connaissances. On attribue au général De Gaulle le jugement selon lequel les Français seraient des « veaux » en matière politique. Il ne faudrait pas qu'ils le deviennent non plus en matière numérique.

Le premier risque de l'IA, dans la décennie à venir, est de créer une fracture au sein de la société entre les citoyens ayant une intelligence conceptuelle développée et les autres. Même si ces outils seront offerts au plus grand nombre, tout le monde ne sera pas capable de pouvoir s'en servir. Développer l'IA sans investir de façon symétrique et massive dans l'Éducation nationale pour augmenter le niveau de formation des citoyens, c'est prendre le risque de créer aujourd'hui de nouvelles idoles numériques devant lesquelles, demain, le plus grand nombre n'aura qu'à se prosterner, faute de compréhension. Gardons-nous de ne pas laisser s'installer, dans les faits, une nouvelle forme d'apartheid intellectuel.

Le second risque de l'IA est relatif à la nature des connaissances qu'elle nous apportera. Il faut garder à l'esprit que les capacités de l'IA sont probablement infinies et que nous ne mesurons pas aujourd'hui les conséquences de ce qu'elle nous apprendra. En effet, l'IA permet d'accéder à un nouveau type de connaissances qui apparaît de prime abord lumineux mais qui, à moyen long terme, peut s'avérer dangereux pour notre forme sociale actuelle. Appliquée à la médecine, que ferons-nous lorsque l'IA nous démontrera que telle personne n'a finalement aucune chance d'être guérie ? Appliquée à la justice, que ferons-nous lorsque l'IA nous démontrera que tel délinquant ne pourra finalement jamais se réinsérer ? Allons-nous indexer le comportement de la société vis-à-vis des individus uniquement à l'aune de l'efficacité ? Et ce, quitte à renoncer, tout doucement, sans nous en rendre compte, aux valeurs ou aux acquis de la République française comme par exemple, la mutualisation ou la cohésion sociale ?

Que ce soit pour relativiser les connaissances que nous apportera l'IA (à supposer qu'elles soient exactes) ou pour lutter contre les *fakes news* de notre monde numérique, seul l'esprit critique du citoyen constitue un antidote efficace et ledit esprit ne s'acquiert, jusqu'à plus ample informé, que sur les bancs de l'école. Même si on qualifie ce commentaire de sentimentaliste, il en est un autre qui devrait satisfaire les esprits pratiques.

En effet, le troisième risque que nous apportera l'IA, avec ses probables bienfaits, sera une perturbation profonde du marché de l'emploi, tel que nous le connaissons à ce jour. L'IA dans les prochaines décennies deviendra probablement le concurrent essentiel des enfants d'aujourd'hui lorsqu'ils arriveront sur le marché du travail. L'IA va donc rendre de fait obsolète toute une série de professions à faible valeur ajoutée. Si beaucoup d'emplois d'aujourd'hui sont appelés prochainement

à disparaître, quels métiers vont exercer ceux qui seront bientôt les travailleurs de demain ? Le revenu universel a été, il y a peu, une réponse immédiate à cette question mais plutôt que de payer les gens à ne rien faire, ne serait-il pas préférable d'investir massivement dans l'éducation nationale pour élever le niveau d'éducation des futurs actifs, afin qu'ils puissent se réaliser dans les emplois à plus forte valeur ajoutés qui seront probablement créés par l'IA ?

Le progrès, pour qu'il tienne ses promesses doit être accompagné par une vision à long terme. Cessons de nous leurrer sur la satisfaction immédiate ou probable de nos besoins. L'évolution technologique n'est pas un dogme absolu et n'oublions pas la relativité du progrès, lequel peut apporter une amélioration immédiate et être porteur à plus long terme d'effets très néfastes sur les humains. L'amiante en est un exemple topique. Vanté au début du XIX^e siècle pour ses vertus techniques, utilisé à outrance notamment pour la reconstruction d'après-guerre, il est apparu plus tard que les effets à long terme de ce type de minéral à texture fibreuse étaient létaux pour l'homme. Rien de tel pour avancer vers l'avenir que de conserver un œil sur notre histoire, notre passé. Le monde nouveau de l'IA que l'on nous promet ne sera un progrès pour notre société que s'il s'intègre à nos structures actuelles, pas s'il les balaye.

Dans ces conditions, on ne peut investir à long terme dans l'IA sans investir autant dans l'intelligence des citoyens de demain, et ce, en donnant dès à présent à l'École les moyens financiers qu'elle mérite. Soyons les leaders de l'IA, mais soyons aussi les leaders dans l'Éducation nationale. La révolution numérique n'a pas fini de modifier notre société en profondeur, mais de manière assez paradoxale. Comme toujours, « il n'y a rien de nouveau sous le soleil ». Autrement dit, ne perdons jamais de vue ce que disait Rabelais et qui n'a jamais été aussi vrai : « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

Cette conscience, il faut la prendre au niveau de la technique de l'IA et le rapport Villani engage une réflexion salutaire en ce sens. Pour être complète, elle devra concerner les futurs usagers de cette IA. Dès lors que ces nouveaux outils vont accompagner nos vies en permanence, il faut que notre pays, encore plus qu'hier, consacre les moyens financiers nécessaires à l'éducation de ses enfants pour que l'IA reste un outil au service de l'humanité et non l'inverse. À défaut, dans quelques décennies, notre société ne sera plus composée que de citoyens artificiels.

Par Fabrice Lorvo.

« Je ne vois rien que la Commission qui normoie, et le Conseil qui dormoie. »

Lors d'une récente conférence, Valéry Giscard d'Estaing était interrogé sur son projet « Europa, la dernière chance de l'Europe »⁷. Reprenant les termes de VGE, l'interviewer lui demanda comment il était possible de créer « un ensemble fort et fédéré, comprenant, dans un premier temps, douze nations de l'Union européenne » sans provoquer une grave crise institutionnelle ?
« Et bien, répondit simplement VGE, on provoque une grave crise institutionnelle ! »

Voilà sûrement la perspective qui fait frémir tous les européistes beats et les partisans d'une Commission forte et du « toujours plus d'Europe ». Tous ceux qui ne veulent pas voir que, selon l'expression d'Hubert Védrine, « les peuples ont décroché ». Enfermés dans le déni, et parfois agrippés au confort de leur position, ils se refusent à lire dans les résultats des dernières élections nationales (Brexit, Autriche, Italie, France avec les scores du FN et de la FI lors de la présidentielle, etc.), les signes d'une catastrophe imminente.

Que leur faudra-t-il de plus pour enfin réagir ? Qu'il soit impossible de composer une majorité au sein du prochain Parlement européen, ou qu'une coalition « à l'italienne » s'y forme ? Que d'autres gouvernements portés aux affaires par des mouvements dits populistes ou nationalistes appuient sur le bouton exit ?

Car enfin, qui peut se satisfaire de l'existant ? Et surtout, qui peut affirmer en regardant les citoyens européens droit dans les yeux que la tendance actuelle de l'UE est encourageante et que l'espace européen s'est préparé à affronter les défis de la mondialisation, les migrations, l'essor asiatique, l'agressivité américaine, les mastodontes de l'économie globale, du numérique et ceux de la finance internationale ?

Soyons lucides un instant.

Sur le plan de la gouvernance d'abord, il n'y a rien de réjouissant. Le système a été conçu en dépit du bon sens, au point de croire que ses inventeurs se sont ingénies à rendre le « machin » ingouvernable, afin que les États se neutralisent et qu'aucun leadership n'émerge. Pour *in fine* laisser le pouvoir aux dirigeants nationaux. Il est en effet aussi absurde d'accorder un commissaire par état membre que de donner une voix équivalente à une grande Nation siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU, fondatrice de l'UE et disposant du feu nucléaire qu'à un petit pays issu du bloc soviétique ou à une île de la Méditerranée (rappelons que sur les 28 pays de l'UE, 3 comptent moins d'un million d'habitants, 6 se situent entre un et cinq millions, et il faut additionner les populations des 16 pays les moins peuplés de l'UE pour égaler celle de la France).

Le résultat de cette *ingouvernabilité* est désastreux : à défaut de pouvoir combattre les plus forts, c'est-à-dire ses grands rivaux géopolitiques, l'UE s'occupe des plus faibles, ses citoyens. Ainsi, les dentelières de la Commission ne cessent de nous tricoter le carcan administrato-normatif le plus serré de la planète et ce faisant, elles ne réalisent pas qu'elles font le jeu de nos principaux rivaux, qui se délectent de nous voir nous paralyser nous-mêmes.

Directement lié à cette impuissance politique se trouve la question des moyens de cette UE tant décriée. En 2017, son budget s'établit à 160 milliards d'euros. Soit 313 euros par habitant. Si nous nous comparons à notre plus proche concurrent dont on aimerait croire qu'il est encore un allié, les USA, nous comprenons mieux les raisons de notre nanisme politique : les Américains consacrent 1 300 milliards de dollars à leur budget fédéral, soit 4 000 dollars par habitant. Certes, sur cette somme, 65 % part dans les caisses du budget de la défense, mais il reste 35 %, soit 1 400 dollars par habitant pour les autres dépenses. Bâtir l'Europe sans moyens revient à faire une omelette aux fines

⁷ Livre publié aux éditions XO en 2014, <http://www.europa-vge.com>

herbes sans œufs. Les beaux discours, même celui de la Sorbonne prononcé par notre Président en septembre dernier, ne convainquent plus personne. Au contraire, ils pourraient bien, à terme, se retourner contre leurs auteurs.

De la même façon, nous avons tous dans notre collimateur l'armée des technocrates de Bruxelles. A tort, car le problème est ailleurs. La fonction publique communautaire (commission, parlement, conseil) ne compte que 44 000 personnes. A comparer, par exemple, avec les 55 000 agents de la ville de Paris. Mais hélas ! Comme la gouvernance européenne est dans l'incapacité de fixer un cap et qu'il faut bien s'occuper quand on est fonctionnaire de l'UE, on en vient à normer la qualité des tomates pour les conserves, la puissance des aspirateurs ou le débit des chasses d'eau.

Sur les valeurs, nous avons aussi de quoi être dépités. L'UE, dans sa forme et composition actuelles a été pensée à l'époque de « la fin de l'histoire », telle que Francis Fukuyama la dessinait. Bercés d'illusions, nous avons ainsi gravé dans le marbre européen des principes de papier dont les fondements ont volé en éclat à la première crise venue, comme l'a montré la question migratoire. Le mot solidarité, par exemple, est loin d'avoir une signification partagée selon que l'on se situe à Londres, à Budapest ou à Rome. Plus grave encore, nous sommes obligés de constater qu'un certain nombre de pays nouveaux venus ont intégré l'UE en plaçant l'ambition de se servir bien au-dessus de celle de servir un idéal de construction européenne, tel que les pays fondateurs l'avaient insufflé.

Sur le plan des perspectives, enfin, que voyons-nous ? Peu de choses réjouissantes, en vérité. S'il semble bien qu'une amorce de réponse régulatrice se mette en place dans la jungle du *big data*, il faudra cependant observer les effets de la RGPD dans la durée, car il n'est pas impossible que le dispositif, fort complexe, rate sa cible, à savoir les GAFA, et impacte davantage les entreprises européennes. Mais que faisons-nous pour combattre les très lourdes menaces économiques de l'extra-territorialité de la loi américaine qui resurgissent depuis que Donald Trump a piétiné l'accord iranien ? Où sont nos plans pour faire émerger « une Europe qui protège » ? Où est notre stratégie pour tisser un lien d'alliance fort avec la Russie au lieu de la laisser dériver vers l'Asie ? Quelles initiatives prenons-nous pour faire naître les GAFA d'Europe, ou pour éviter que Space-X et quelques autres ne tuent notre Ariane ?

- « Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir ? »

- « Je ne vois rien que la Commission qui normoie, et le Conseil qui dormoie. »

Alors oui, souhaitons vite qu'advienne cette « grave crise institutionnelle », cette chance de l'ultime crise, ou de la crise ultime. Il y a cependant un problème, de taille. Depuis 2014 et le livre de VGE, beaucoup de temps a passé. Ce qui était peut-être possible à ce moment l'est-il aujourd'hui ? Sur les 12 pays auxquels songeait VGE, combien en restent-ils, capables de s'engager dans une telle aventure ? Si personne ne trouve de réponse à cette question cruciale, il se pourrait bien que nous subissions l'affaiblissement de l'UE jusqu'à l'effondrement de l'Europe.

Par Alexandre Malafaye.

UE : la France doit passer de la main tendue à la chaise vide !

On peut certainement reprocher beaucoup de choses au Président Macron. On a aussi le droit de ne pas être d'accord avec lui, ou encore de questionner sa méthode. Mais au moins, au sein du périmètre dont il a la responsabilité directe, il agit de façon concrète et il prend des risques, y compris à titre personnel quand il va « au contact » des citoyens et dialogue sans filtre. S'il est encore trop tôt pour apprécier ce que sera la « big picture » de la France dans quelques années, nul ne peut contester que les lignes bougent et que l'image de la France à l'international se restaure.

Quoi qu'il en soit hors de nos frontières, ici, les critiques pleuvent. Les donneurs de leçons, les idéologues et les jaloux cherchent par tous les moyens à brouiller le message gouvernemental, à des fins trop souvent politiciennes et clientélistes. Rien de nouveau sous le soleil Français et notre jeune Président anticipait le risque de ces interférences lors de sa première adresse au Congrès, en juillet dernier.

Et lorsqu'il n'a pas la main pour agir, soit parce que le pouvoir est partagé, dilué ou éclaté (UE, ONU, etc.) soit parce qu'il se trouve confronté à plus fort que lui (USA, Russie, etc.), notre Président ne reste pas inerte pour autant. Il propose ! Il mouille sa chemise, comme on dit. Et là encore, ce n'est pas sans risque. Sur l'Iran, comme sur l'accord de Paris (climat), l'entreprise de charme n'a pas fait trembler la main de Donald Trump, qui signe un à un les décrets relatifs à ses engagements de campagne. Beaucoup pronostiquaient qu'il en serait ainsi. Cela voulait-il dire qu'il fallait ne rien tenter ? Au moins, le Président américain a pu constater qu'il n'y avait pas que des bénis-oui-oui à la botte de l'OTAN en Europe.

Sur l'UE, son activisme lui vaut d'être vilipendé, et pas seulement en France. Mais il reste sur la ligne : depuis son arrivée aux affaires, et pendant sa campagne, il n'a eu de cesse de parler d'Europe, d'une ambition à restaurer, d'une efficacité à (re)trouver, d'une Europe qui protège et serait capable de renouer avec ces "peuples qui ont décroché".

Mais il peine à convaincre les sachants. Par exemple, fin mai, 154 économistes allemands, et pas des moindres, ont signé une tribune publiée par le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* pour dire « Nein » au projet de réforme et de gouvernance de la zone euro proposé par Emmanuel Macron. Fin de la messe. La rigueur, rien que la rigueur, et au diable la Grèce et quelques autres pays dont pourtant, on pressent bien qu'ils n'auront pas fini de rembourser leur colossale dette dans 300 ans...

Chacun y va de sa critique, de son approche budgétaire *orthodoxique* et de sa minuscule lorgnette pour stériliser le débat. En revanche, personne ne regarde loin devant, autour de lui et en arrière. Triste panorama. Personne n'a plus d'ambition pour l'Europe, sauf Emmanuel Macron, qui en défend une, à sa façon, et cherche un hypothétique chemin pour la concrétiser.

Qu'ils sont loin et vains les discours de La Sorbonne ou d'Athènes, me rétorquerez-vous ? Et qu'il fut laborieux à décrocher et superficiel dans les faits cet accord sur les travailleurs détachés. Certes. Mais que faut-il faire ? Devons-nous nous contenter de compter les points et de voir, un par un, les pays basculer dans le camp des populo-souverainistes ? La vague des courants extrêmes monte et la démagogie qui accompagne chaque campagne électorale poursuivra son œuvre de démolition européenne. Les Britanniques en savent quelque chose, qui ont vu les plus menteurs se faire élire.

Emmanuel Macron est à ce jour le seul à pouvoir agir et proposer de la sorte. Tous les autres grands pays européens sont soit empêtrés dans leur coalition, soit paralysés par leur absence de majorité, soit engagés dans des voies peu favorables à l'Union. Quant aux petits pays, pour la plupart, ils pensent d'abord à l'UE comme à un vaste supermarché et abusent de cet aberrant système de gouvernance qui leur accorde un pouvoir exorbitant pour refuser les logiques de convergences

sociales ou fiscales afin de conserver leur avantage compétitif. Quel beau projet d'avenir ! Pour profiter du système, on peut compter sur eux. Mais que feront-ils quand il n'y aura plus de système ?

En revanche, sur les questions migratoires, sur les géants du Web, sur l'extraterritorialité de la loi américaine, ou encore sur l'Europe de la Défense, le silence est assourdissant. Quelles voix entendons-nous ? Bien peu en vérité, sauf celles qui réagissent quand notre Président s'exprime. Il sera intéressant de suivre la façon dont l'UE va s'accorder, ou pas, sur des sanctions douanières à l'encontre des USA après leur décision de taxer les importations d'acier et d'aluminium. Constatant que sur le dossier iranien, la Pologne est plus proche de Washington que de Bruxelles, nous avons quelques doutes... Sur la zone euro, dimanche dernier, la Chancelière Merkel a – enfin – esquissé une amorce de réponse aux propositions du Président Macron. Mais nous sommes loin du compte et il reste des dizaines d'autres sujets tout aussi essentiels à traiter si l'on veut vraiment améliorer le quotidien des 500 millions d'Européens.

Dans tous les cas, au terme d'une année passée à tendre des mains, à rencontrer les dirigeants de l'UE, à se déplacer (une quinzaine de voyages), à proposer et à se voir à chaque fois rembarré, Emmanuel Macron serait peut-être avisé d'en tirer leçon. Ainsi, lors du sommet européen des 28 et 29 juin prochain, notre Président pourrait-il rappeler en peu de mots l'engagement européen qui est le sien, pour ensuite se tourner vers ses 27 collègues avec une seule et simple question : « Que proposez-vous ? » Et d'attendre les réponses. Il est fort probable qu'à la surprise s'ajoutera l'embarras général. Ce qui permettra au Président de la République d'enchaîner pour annoncer la position française : tant que les 27 se contenteront d'adopter ces postures critiques sans rien mettre sur la table en retour, ce qui au passage, projette une image désastreuse de l'UE, notre pays se réserve le droit de faire cavalier seul :

- En pratiquant la politique de la chaise vide lors des prochains sommets et conseils des ministres de l'UE.
- En négociant en bilatéral, au sein de l'UE et hors de l'UE, sur tous les dossiers qui intéressent la France, puisque le collectif européen ne fonctionne pas et qu'*in fine*, cela préjudicie aux intérêts français.

Les paroles et les faux semblants ne suffisent plus. Sans actes, rien ne résistera aux arguments des anti-européens. Il faut du concret, ou bien une position française dure et déterminée. Un récent sondage donne une improbable mais pas impossible alliance entre Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan en tête des intentions de vote aux élections européennes de 2019. Si dans un an, un tel attelage supplantait en voix La République en Marche, c'est un autre quinquennat qui commencerait pour Emmanuel Macron, et pas pour le meilleur. La France a les moyens de jouer la rupture. Et c'est son désormais intérêt.

Par Alexandre Malafaye.

Vous n'avez pas gouverné pour le peuple, vous ne gouvernerez plus sans lui !

La crise de la démocratie représentative qui couvait depuis des années et s'est traduite par le vote *dégagiste* lors de l'élection présidentielle, est loin d'être réglée. Les causes sont profondes et connues : insuffisance de résultats des politiques publiques, discours fondés sur des promesses entraînant des déceptions en chaîne, exemplarité très relative des dirigeants. En découlent un problème de légitimité des élus et des élites et, de façon corolaire, un problème d'acceptabilité des décisions publiques.

Devenue méfiante et défiante, la société civile n'est pas restée inerte. Mieux formés et très bien informés, les Français se sont organisés, à la fois pour demander à être associés à la fabrique de la décision publique, ou pour la contester. C'est ainsi qu'est née cette sorte de démocratie palliative qui prend appui sur le numérique et développe des concepts tels que la participation, la concertation, les pétitions en ligne, etc.

Pour autant, quelques soient les formes de démocraties nouvelles influent désormais sur la vie publique, il ne saurait être question de renoncer au modèle représentatif. Dans un pays ou une collectivité, il faut des responsables et une capacité à prendre des décisions. Cependant, il n'y aura pas de retour en arrière : nous sommes entrés dans l'ère de la démocratie augmentée, et il va bien falloir que le système de gouvernance publique s'approprie les expérimentations menées par la société civile. Il n'est plus possible de gouverner sans les gouvernés, ni de sauter par dessus le peuple entre deux élections. Les élus doivent cesser de s'illusionner en estimant que le fait d'organiser consultations locales répond au déficit structurel de démocratie.

A quoi s'ajoute une autre forme de contrainte pour les décideurs (publics ou privés) : les Français ont besoin de comprendre ce qui se trame sous leurs yeux et qui les engage. Plus que jamais, et sous de multiples formes, la quête de sens s'exprime. Elle est, elle aussi, le fruit des déceptions passées et impose de revoir les méthodes de gouvernance.

Tels sont les enjeux de la réforme institutionnelle engagée par Emmanuel Macron, et c'est dans ce contexte de vie politique sinistrée qu'il faut la replacer. Ne rien faire aurait été lourd de conséquences. Mais mal faire risque d'empirer encore la situation. L'enjeu dépasse, de loin, les querelles d'appareil. Il impose aussi de ne pas confondre la fin avec les moyens. En clair, le législateur devra se garder de tout recours aux gadgets, notamment ceux dont le numérique a permis le foisonnement. Même s'il paraît aussi astucieux qu'indispensable de faire le pari de l'intelligence (des Français), à la fin, ce qui importera, ce n'est pas que la démocratie soit participative ou délibérative mais qu'elle soit vraiment efficace.

Dans cette perspective ambitieuse, les corps intermédiaires ont l'impératif besoin de trouver le chemin de la réconciliation avec les Français. Ce qui nous ramène à un sujet déjà évoqué dans ces colonnes, la réforme du Conseil économique, social et environnemental (CESE). Par sa composition, avec la soixantaine d'organisations qui y siègent (syndicats, fondations, associations, etc.), le CESE constitue une émanation de la société civile organisée et donc un trait d'union judicieux entre les citoyens et l'autorité politique. Mais jusqu'à présent, si le CESE possède bien le statut constitutionnel de troisième chambre de la République, dans les faits, celle-ci s'apparente davantage à une chambre enfant... Ses avis sont insuffisamment pris en considération et la plupart des acteurs de la vie politique persistent à réclamer sa suppression pure et simple. Certains par calcul, beaucoup par ignorance du rôle réel, et utile, du CESE.

Il convient ici de faire preuve de responsabilité au regard des défis du renouveau démocratique. D'abord pour considérer qu'en l'état de détricotage du lien de confiance, trois chambres ne seront

pas de trop pour œuvrer au remaillage des rapports entre les citoyens et leurs représentants, surtout si chacune des chambres voit son effectif réduit d'un tiers. Ensuite, pour profiter de cette réforme et clarifier les rôles et missions de chaque assemblée, moderniser les pratiques et ainsi contrer la lente dérive vers la démocratie directe. Et c'est là que les choses se corsent, car des forces qui se croient plus légitimes que d'autres – car élues – sont à l'œuvre pour contrarier cette redéfinition à trois. Illustration.

Parmi les grands axes de la réforme du CESE, deux méritent attention. Le premier touche à la fabrique de la loi. L'idée consiste à obliger le Gouvernement à saisir la « Chambre de la société civile » (probable futur nom du CESE), sur ses domaines de compétences et en amont du travail du Parlement, pour lui demander de rédiger un avis qui constituerait un document incontournable du processus législatif. Certains dénoncent cette proposition, arguant du fait que rien n'empêchera le législateur d'effectuer un travail similaire s'il le souhaite. Certes. Mais nous pouvons aussi gager que la bêtise ne l'emportera pas et que c'est au contraire l'addition des compétences et des sensibilités qui triomphera et favorisera une meilleure acceptabilité des lois, grâce à des textes davantage conçus à partir de la réalité.

Le deuxième axe porte sur les pétitions citoyennes en ligne dont le CESE deviendrait le centralisateur, charge à lui d'apporter les réponses aux auteurs des pétitions ou de les transmettre aux autorités concernées (lorsque celles-ci ont atteint un certain seuil). Toutefois, deux risques pèsent sur l'instauration de ce « guichet unique » de recueil des pétitions en ligne : le premier tient à ce que les deux assemblées parlementaires revendiquent aussi leur droit à recueillir en direct les pétitions. La lisibilité démocratique de cette avancée plaide pourtant en faveur du guichet unique. Le second concerne les seuils à partir desquels les citoyens auront la garantie d'une réponse. A ce stade, ils semblent trop élevés (on parle de plusieurs centaines de milliers) et nous serions bien inspirés de regarder ce que font les Britanniques : avec 10 000 signatures, les pétitionnaires obtiennent une réponse du Gouvernement, et à 100 000, le sujet est débattu au Parlement. En contrepartie, nous devrions exiger des plateformes qu'elles apportent une garantie de qualité des signatures recueillies (le votant doit être un internaute français majeur et il ne doit voter qu'une fois par pétition).

Ces deux exemples montrent bien que les élus n'ont pas tous pris la mesure du *dégagisme* et que l'exécutif, s'il veut véritablement mettre sur un pied d'égalité les trois chambres de la République, devrait accorder aux membres du futur CESE un droit de siège (sans droit de vote) à Versailles, lors des réunions du Congrès. Ici comme ailleurs, il faut placer l'intérêt des Français au centre des réformes institutionnelles, et non celui des appareils. Sans quoi, rien ne changera et de nouvelles déconvenues électorales sont à craindre.

Par Alexandre Malafaye.

Discours au Congrès :
Un exercice qui révèle l'état du chef (de l'État)

Le 9 juillet 2018, Emmanuel Macron aura prononcé son deuxième discours au Congrès, et c'est à une réflexion en amont sur son contenu que cette chronique est dédiée, en vue d'une lecture *a posteriori*.

Ce discours-ci ne saurait être de même texture et de même saveur que le premier du genre. Un an a passé. Les réalités sont revenues en force et de nouvelles difficultés sont apparues, de toutes parts. Le Président ne songe certainement pas à nous servir un texte distillant la petite musique du « tout va très bien, madame la marquise... » Il ne devrait pas non plus, pas trop espérons-le, céder à la tentation de l'autosatisfaction genre passage en revue du catalogue des réformes engagées, même s'il est autorisé à féliciter son équipe d'avoir su mener de front autant de projets et d'être parvenu à faire bouger des lignes. Ce n'était pas gagné. Certes, les esprits chagrins diront que les résultats de son entreprise de transformation du pays se font attendre. Rien d'anormal à cela. Seules les politiques du type réduction de la vitesse à 80 km/h peuvent produire un effet mesurable à court terme. D'autres affirmeront qu'à vouloir ouvrir trop de chantier « en même temps », le Gouvernement s'est lui-même saturé et que la vision se brouille. Certains pointeront sa baisse sensible de popularité, expliquant qu'elle reflète le mal être d'une France fracturée et énervée, que gouverner n'est pas gérer ni régner, c'est aussi aimer son peuple, qu'il doit rectifier le tir sans tarder et cesser d'abuser de la déliquescence de l'opposition et des syndicats. Rien de tout cela n'est faux. Gageons enfin qu'il s'abstienne de donner des leçons en termes méthodes de gouvernance et d'abuser du concept creux du « faire de la politique autrement » dont certaines déclinaisons prônées par de jeunes députés vont jusqu'à affirmer que le nombre remplace la compétence.

Mais l'essentiel, à l'occasion de ce grand oral républicain, est ailleurs. Ce dont nous avons besoin, c'est du « discours d'un roi », mais pas d'un roi des discours. Il ne s'agit pas de faire un point sur « l'état de l'union », mais plutôt de parler vrai sur l'état des nos désunions, en France comme en Europe, et sur ce monde soumis à de folles boussoles, qui, en aucune façon, ne prend en compte l'intérêt général de l'Humanité.

En premier lieu, il doit nous alerter : le pays n'est pas en ordre de bataille pour faire face aux défis du siècle et aux chocs très rudes qui l'attendent. Les opinions ne sont pas préparées à les affronter. La confiance en soi ne suffit pas, Monsieur le Président, c'est celle d'un pays tout entier qu'il faut réveiller. Les Français doivent avoir le sentiment que votre bonne étoile peut se transformer en soleil pour tous ou, pour le moins, en l'assurance que votre entreprise ne vise pas à le réserver aux « premiers de cordée ». Cette promesse de soleil doit contenir l'image de la France que nous pouvons encore (re)bâtir. Notre projet. Celui d'un peuple. Une aspiration qui va bien au-delà d'une relance par l'économie, même si nous ne pouvions faire l'impasse sur celle-ci.

Toutefois, aucune promesse de ce genre ne vaut sans tracer le chemin des possibles et d'abord, assumer les réalités, toutes les réalités, en face. Le temps est venu de dire ce qui est et ce qui ne va pas. L'actualité nous en fournit chaque jour des preuves brûlantes.

En interne, notre cohésion se révèle d'une grande fragilité et le socle sur lequel nous fondons la Nation française est devenu très friable. Nous payons ici au prix fort l'échec d'une multitude de politiques publique (inspirées par l'idée que la seule bonne réponse à un problème passe par une nouvelle loi) ; le non respect de l'État ; la montée en puissance, jusqu'à l'absurde, de la république des droits avec tous ses effets paralysants ; l'incivisme sous toutes ses formes et les passivités qui

l'accompagnent ; les égoïsmes individuels et collectifs ; les dérives communautaires et ses corolaires ; le creusement protéiforme des inégalités. A cela s'ajoute l'incapacité des leaders à répondre à la profonde quête de sens des Français qui, pour la plupart, perçoivent la marche à sens unique de l'histoire, c'est-à-dire profitable à une minorité protégée par l'argent ou le statut.

Au sein de l'Union européenne ensuite, nous frôlons le précipice. Avant le Brexit, ce qui fonctionnait constituait l'exception, depuis, rien ne va plus. Quelle faute que d'avoir affublé notre espace européen du vocable d'Union ! Nous aurions dû la déclarer une fois faite. Car les peuples, eux, ne s'y trompent pas. A commencer par le nôtre qui, depuis la Révolution, voit bien que, quelque soit le système et son périmètre, et en dépit de têtes qui tombent, pour l'essentiel, ce qui est en haut reste en haut et ce qui est en bas reste en bas. Non pas que le plus grand nombre rêve d'arriver au sommet, la plupart des gens sont prêts à accepter leur place et leur rôle dans la société. Encore faut-il les respecter, les aimer, faire régner l'ordre et la justice, et leur montrer l'exemple.

De cette Union là, face à tant de divisions et d'incompréhensions mutuelles, difficile d'imaginer ce qu'il est encore possible d'espérer de bon. Mais attention. Si la France trébuche un jour prochain, par exemple sous le fardeau de sa colossale dette, nous pouvons compter sur nos « partenaires européens » pour en profiter. Ce qui risquerait de nous coûter notre siège de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Angela n'a rien d'angélique, elle attend la première opportunité venue pour nous tordre le bras.

Face à cette « Union », le Président doit nous mobiliser pour que nous fassions front commun, à la fois pour tenir ferme sur nos positions et pour que nous acceptions d'entrer dans le temps long de la nécessaire reconstruction. Car ce temps viendra, les grandes tendances qui sont à l'œuvre dans le monde nous obligeront à façonner un système de gouvernance efficace dont l'un des grands objectifs sera de défendre bec et ongles nos souverainetés.

Dans le monde enfin, la vérité saute aux yeux : seuls les USA, la Chine et les empires économiques et financiers ont les moyens profiter de la mondialisation, soit parce qu'ils l'organisent, soit parce qu'ils l'exploitent, soit les deux. La vraie partie se joue à leur niveau et nos vieux États européens n'ont pas pris assez tôt la mesure de ses conséquences, notamment en terme d'asservissement. Il suffit de se référer à l'extraterritorialité de la loi américaine, au rôle de l'OTAN (très utile aux USA pour isoler la France face au 26), au contrôle de l'économie par la finance ou au GAFAM, pour s'en convaincre. Quant aux Chinois, ils sont maintenant partout, de façon visible ou invisible, même à la tête d'INTERPOL.

Non, cette première moitié de XXI^e siècle n'a rien de rose à offrir au Continent des Droits de l'homme. Il subsiste cependant des espaces pour agir, et des puissants ressorts à activer. Mais cela exige d'avoir le peuple avec soi. Tout le peuple. Et c'est à ça que servent les grands discours.

Par Alexandre Malafaye.